

UNIVERSITE TOULOUSE-LE MIRAIL (UTM)
Département « Géographie et Aménagement »
ECOLE NATIONALE DE FORMATION AGRONOMIQUE (ENFA)
Département ESDE « Economie et Sociologie du Développement »
INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE TOULOUSE
Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse (INP-ENSAT)
Département SES « Sciences Economiques et Sociales »

Mémoire de MASTER 2 RECHERCHE
Mention GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT

“ESSOR”
“Espaces, Sociétés Rurales et Logiques Economiques”

2005-2006

Filière porcine camerounaise :
une compétitivité à l'épreuve de dysfonctionnements

Préparé par Joséphine Mireille AKOA ETOA
Sous la direction de MM.
Laurien UWIZEYIMANA
et
Pierre SANS



000103666

UNIVERSITE TOULOUSE-LE MIRAIL (UTM)
Département « Géographie et Aménagement »
ECOLE NATIONALE DE FORMATION AGRONOMIQUE (ENFA)
Département ESDE « Economie et Sociologie du Développement »
INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE TOULOUSE
Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse (INP-ENSAT)
Département SES « Sciences Economiques et Sociales »

Mémoire de MASTER 2 RECHERCHE
Mention GEOGRAPHIE ET AMENAGEMENT

“ESSOR”
“Espaces, Sociétés Rurales et Logiques Economiques”

2005-2006

Filière porcine camerounaise :
une compétitivité à l'épreuve de dysfonctionnements

Préparé par Joséphine Mireille AKOA ETOA
Sous la direction de MM.
Laurien UWIZEYIMANA
et
Pierre SANS

Remerciements

Accepter d'emprunter le chemin de la recherche revient à accepter d'emprunter un chemin sinueux parsemé de difficultés. Ainsi, arriver à les vaincre est source de joie et de fierté. Aussi serait-il faire preuve d'ingratitude si une fois le bout d'un de ses multiples tunnels atteint (puisque une recherche est par essence incomplète, le monde étant en perpétuelle évolution) nous ne reconnaissons pas la valeur de l'aide apportée par tous ceux qui de près ou de loin ont eu à nous accompagner tout le long de ce tunnel.

Nos remerciements s'adressent tout d'abord à tous les enseignants du Master 2 ESSOR pour toutes les connaissances nouvelles qu'ils nous ont transmises tout au long de cette année académique.

Ensuite, nous tenons à remercier nos encadrants, MM. Laurien UWIZEYIMANA et Pierre SANS pour la franche collaboration et la patience dont ils ont fait preuve à notre endroit lors de la conception et de la rédaction de ce document.

Nous ne saurions terminer cette liste sans mentionner notre gratitude pour la sollicitude et la collaboration que nous ont témoignées les responsables de l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), plus précisément MM. Michel HAVARD, Aboubakar NJOYA, Jean TONYE, Thomas DONGMO, ceux du Centre de Coopération Internationale de Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) de Montpellier, plus particulièrement Mmes Marie-Christine DUCHAMP, Annie MARTI et Mr Bertrand TAILLIEZ, sans oublier nos amis Yacin DIABY, Benjamin Kossi KOUNOU et Sylvain BEOUROU.

Sommaire

<i>Remerciements.....</i>	<i>4</i>
<i>Sommaire.....</i>	<i>5</i>
<i>Introduction.....</i>	<i>1</i>
<i>Première partie.....</i>	<i>8</i>
<i>L'approche économique : l'analyse des filières.....</i>	<i>8</i>
<i>Chapitre 1.</i>	<i>9</i>
<i>La filière porcine camerounaise : quelle organisation et pour quelles performances ?.....</i>	<i>9</i>
<i>Chapitre 2.</i>	<i>45</i>
<i>Filière et compétitivité : des armes peu performantes vis-à-vis de la concurrence du porc importé</i>	<i>45</i>
<i>Deuxième partie.....</i>	<i>51</i>
<i>L'approche géographique : construction et mutation des territoires de la filière.....</i>	<i>51</i>
<i>Eléments de méthode pour un approfondissement de notre questionnement.....</i>	<i>51</i>
<i>Chapitre 3.</i>	<i>53</i>
<i>Filière et construction territoriale : à la recherche des configurations spatiales</i>	<i>53</i>
<i>Chapitre 4.....</i>	<i>65</i>
<i>Peste porcine africaine et répartition géographique de la production : une délocalisation qualitative pour quelle résilience ?.....</i>	<i>65</i>
<i>Chapitre 5.....</i>	<i>74</i>
<i>Hypothèses et méthodologie de recherche.....</i>	<i>74</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>78</i>
<i>Références bibliographiques.....</i>	<i>80</i>
<i>Annexes.....</i>	<i>85</i>
<i>Tables.....</i>	<i>89</i>
<i>Liste des figures.....</i>	<i>89</i>
<i>Les sigles.....</i>	<i>90</i>
<i>Table des matières.....</i>	<i>91</i>

Introduction

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale au fond du golfe de Guinée entre le 2ème et le 3ème degré de latitude Nord. Il a une superficie de 475.650 km² (INS/MINEFI, 2001, p.3) et présente une variété de paysages, de zones géomorphologiques et climatiques regroupés en cinq grandes unités agro-écologiques : la zone soudano-sahélienne, les hautes savanes guinéennes, les hauts plateaux de l'ouest, les forêts humides à pluviométrie monomodale et les forêts à pluviométrie bimodale, zones qui constituent un potentiel important pour une diversification des types d'élevage (Annexe n° 1). Sa population est passée de 10,5 millions d'habitants en 1987 à 16 millions environ en 2002 avec un taux de croissance moyenne annuelle de 2,9% (DSCN/ MINEFI, 2002, p. 4). Elle reste en majorité rurale (bien que décroissante dans ce milieu au profit des villes) et représente 62% de la population active du pays (MINAGRI, 2002, p. 4).

Des années 1960 jusqu'en 1985, le Cameroun connaît une croissance soutenue due à l'accroissement rapide des exportations agricoles et des ressources pétrolières. Suite à la crise économique qui marque la décennie 1985-1995, les recettes pétrolières baissent et le cours des produits agricoles de base chute. Les conséquences sont néfastes et touchent tous les secteurs de l'économie avec le déséquilibre des comptes macro-économiques et des finances publiques qui a suivi. La dévaluation du Franc CFA qui survient en 1994 n'est pas pour arranger la situation. La population fait face à une baisse du pouvoir d'achat et des salaires. Le secteur rural qui rime ici avec secteur agricole, moteur de l'économie du pays, est donc le plus atteint. On assiste au déclin des services publics et d'instruments de gestion nécessaires au développement des filières [ex : arrêt des plans quinquennaux, fermeture de l'ONDAPB (Office National de Développement de l'Aviculture et du Petit Bétail) et de l'OPV (Office Pharmaceutique Vétérinaire), ...]. Le pays fait face à une diminution des volumes de biens agricoles. L'insécurité alimentaire s'installe.

L'insécurité alimentaire en matière de produits d'origine animale se traduit par l'incapacité de l'élevage national à satisfaire les besoins en protéines animales des populations. En effet, d'après les normes internationales, la quantité de protéines de cette nature nécessaires pour chaque individu est de 43 kg équivalent viande par an. Au Cameroun, elle n'est que de 34kg/hab./an (PDFP, 2003, p.11), soit un déficit de 9 kg/hab/an. Les conséquences sont néfastes et se traduisent souvent par des déséquilibres protéino-énergétiques affectant les personnes de tout âge surtout les enfants et les femmes enceintes.

En vue de pallier les mauvais effets de cette crise et de s'en relever, l'Etat entreprend donc un certain nombre d'actions à travers les divers ajustements structurels qui ont suivi et qui l'ont conduit à redéfinir une stratégie de développement adaptée au contexte : la suppression des barrières non tarifaires, le désengagement de l'Etat de la plupart des entreprises des secteurs de production et de commercialisation, la libéralisation des prix. (MINAGRI, 2002, p1).

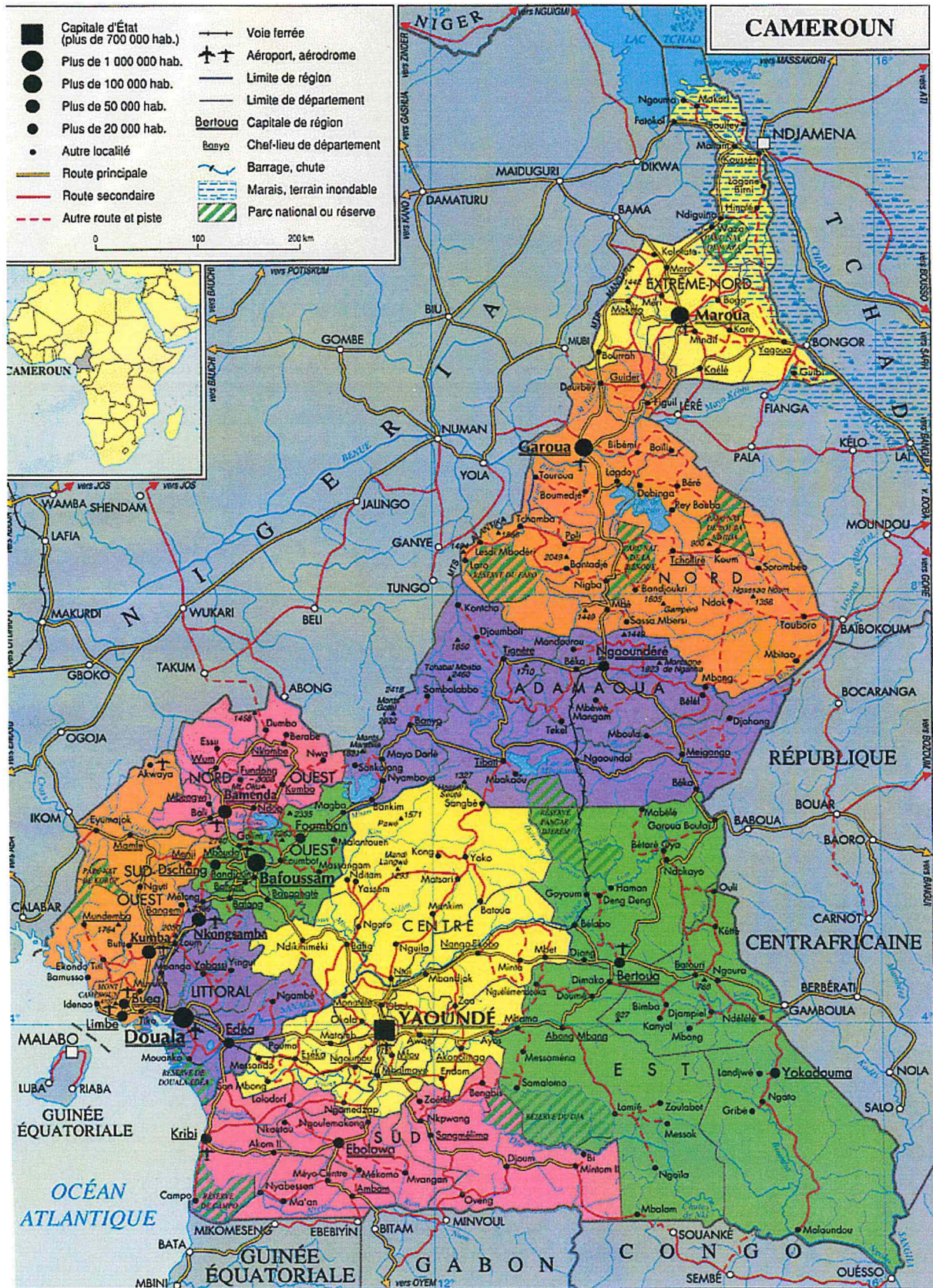
Depuis 1995/1996, une reprise économique se fait ressentir avec un taux de croissance d'environ de 5% (MINAGRI, 2002, p. 1), mais celle-ci n'est pas encore palpable au niveau de la population dont le niveau de vie reste au stade de pauvreté surtout dans le monde rural.

Le secteur rural ou agricole, malgré la réduction de son importance suite à cette crise, reste encore le premier dans l'économie camerounaise. Ce secteur est composé de trois sous-secteurs à savoir l'agriculture, l'élevage, l'environnement et les forêts. Dans le cadre de ce travail, le sous-secteur auquel nous nous limiterons est celui de l'élevage et plus précisément de l'élevage porcin.

En effet, pour restaurer le sous-secteur de l'élevage et faire face au nouveau contexte socio-économique qui se présentait, l'Etat s'est fixé pour objectifs (comme dans celui de l'agriculture) d'assurer la sécurité alimentaire de sa population, la réduction de sa pauvreté, la compétitivité des produits et la gestion des ressources naturelles de manière durable en respect de l'environnement.

Pour assurer la sécurité alimentaire en matière d'élevage, l'Etat opte pour la promotion de l'élevage des espèces à cycle de reproduction court, plus particulièrement l'aviculture et la production porcine. Cependant, avec le besoin immédiat de satisfaire la demande en protéines animales des populations, l'Etat se trouve obligé d'autoriser les importations de produits d'origine animale, surtout celles de la volaille mais aussi celles de porc. Seulement, suite aux programmes d'ajustement structurel et à la mondialisation des échanges qui ont conduit le pays à libéraliser ses filières de production et d'exportation de produits agricoles, les importations de volailles sont devenues massives et ont entraîné la fermeture de nombreux élevages. Pendant ce temps, tout semble indiquer que la production porcine, elle, connaît un « redémarrage ».

En effet, de 1999 en l'an 2002, le cheptel porcin est passé de 478 000 têtes à 1,2 millions de têtes (INS/MINEFI, 2001, p.184 ; MINEPIA, 2002, p.10). Il ne contribue cependant que pour 15% dans la consommation et occupe l'avant dernière place dans le tableau de contribution des différents types de production à la consommation des viandes issues de l'élevage. Tout pourrait porter à croire par ces chiffres que la viande porcine est peu consommée parce que peut-être peu appréciée. Pourtant, dans les grandes villes (Douala et Yaoundé), espaces de consommation par excellence de cette viande, on observe de nombreux points de vente de porc, lequel est utilisé lors des mariages et autres fêtes religieuses et traditionnelles, signes qui ne sauraient démentir une consommation évidente ou tout au moins une demande potentielle. D'autre part, si elle était si peu appréciée, qu'est-ce qui justifierait alors les importations aujourd'hui massives du porc au Cameroun ? Les viandes de porc importées représentaient près de 435,1 millions de FCFA (soit 663 325 euros) en 2001 et 1 170, 6 millions de FCFA (ou 1,8 millions d'euros) en 2002, soit une augmentation de 200% (PDFP, 2003, p.11). Pour la seule année 2002, le nombre des importations de porcs sur pied, viandes de porc et autres produits dérivés du porc a été estimé à 7 milliards de FCFA (10, 6 millions d'euros) (PDFP, 2003, p. 11). Au vu de ces données, le marché porcin camerounais semble florissant, mais pourquoi le porc produit localement n'y trouve pas sa place ? C'est autant d'interrogations qui nous ont poussé de prime abord à rechercher les causes profondes des faibles performances de la filière porcine au Cameroun et pour cela, nous avons jugé utile d'analyser son évolution dans le temps et l'espace.



Carte n° 1 : Carte détaillée du Cameroun
 Source : Division géographique des Relations extérieures du Cameroun

L'élevage porcin au Cameroun : historique

A l'origine, cet élevage au Cameroun est le domaine de prédilection des populations non islamisées du Sud du pays. Au début des années 1970, on assiste à la mise en place et au développement des élevages modernes à la périphérie des grandes villes, le long des axes principaux de communication (KOUSSOU, 1999, p. 13). Le Grand Sud (provinces du Centre, du Sud, Est, Ouest, Littoral, Nord-Ouest et Sud-Ouest) possède alors à lui seul environ 98% du cheptel national contre 2% seulement pour la partie septentrionale (NJOYA *et al.*, 1996, p. 7). Le porc produit est destiné à approvisionner les villes de Yaoundé et de Douala.

Suite à la Peste Porcine Africaine (PPA) survenue en 1982 dans la partie sud du pays et au doublement des prix des intrants dû à la dévaluation du franc CFA en 1994, les élevages du Grand-Sud du pays connaissent des pertes énormes. A titre illustratif, le cheptel porcin de la province de l'Ouest, le plus grand centre de production porcine au Cameroun, passe de 458 513 à 197 663 têtes de porcs de 1987 en 1994, soit une baisse de 57% en 7 ans (MINEPIA/CFD, 1995, p. 150). Aujourd'hui, la PPA est devenue endémique dans la zone méridionale du pays malgré les nombreuses campagnes de lutte contre cette épizootie. Il faut dire que les systèmes de production porcine prédominants dans la partie sud (et dans le reste du pays) contribuent grandement à la dissémination du virus de la PPA et ne favorisent pas la lutte contre cette maladie. Ce sont des élevages en liberté et des élevages familiaux qui mettent les porcs en contact soit avec les suidés sauvages, soit avec les autres porcs domestiques porteurs de virus. Ces modes d'élevage où l'animal est soumis à de rudes épreuves (pas de logement, alimentation non adaptée et insuffisante, prophylaxie absente etc.) le rendent vulnérable et le prédisposent à la virulence d'une infection que celui-ci aurait peut-être pu porter de manière latente. Il est vrai que la filière porcine méridionale du pays n'est pas « morte », mais ses performances sont loin d'égaliser celles d'antan. Elle n'arrive plus à elle seule à satisfaire la demande nationale (même additionnée à la filière du septentrion).

Pendant ce temps, l'élevage porcin du Grand-Nord, non touché par l'épidémie [d'après un test réalisé en 1996, 98% des animaux sont négatifs et les 2% restants sont de faux positifs, (KOUSSOU, 1999, p. 13)], connaît un essor remarquable avec un doublement du cheptel qui passe de 15 000 à 30 000 porcs de 1986/1987 à 1993/1994 (NJOYA *et al.*, 1996, p. 7). On assiste alors à un bouleversement de l'ordre traditionnel de la filière d'approvisionnement des grandes villes. Il se met en place une nouvelle filière, en provenance du Grand Nord (provinces du Nord et de l'Extrême Nord principalement) et des régions frontalières du Tchad voisin.

La filière porcine du Nord est caractérisée par des coûts de production faibles à cause d'un élevage essentiellement extensif, contrairement à la partie méridionale où l'on trouve en plus de l'élevage extensif, des élevages de types semi-intensif et intensif à coûts de production plus élevés. Les bâtiments dans ce dernier type sont modernes, les races améliorées, l'alimentation industrielle et les normes de prophylaxie respectées. La filière septentrionale est surtout caractérisée par la qualité de son porc qui lui a valu l'appellation de « porc du Nord ». Il est peu gras (contrairement à la plupart des porcs élevés dans le Sud du pays) et obéit à un nouveau mode de consommation de la viande porcine en verve au Cameroun, la « braise », institué par un nouvel acteur dans cette filière, le « Braiseur ».

Problématique

La nouvelle filière porcine septentrionale semble connaître un certain essor comparée à celle méridionale. Cependant, malgré cet essor, elle n'arrive pas à satisfaire la demande porcine locale. Ceci à priori est incompréhensible si tel est que la PPA est « la lèpre » de la production

porcine camerounaise. Pourquoi donc dans un espace de production où cette « lèpre » n'existe pas les performances restent-elles encore faibles ? Et si le problème de la filière porcine camerounaise se trouvait ailleurs et ne concernait pas uniquement que la PPA et les importations, mais se résumait plutôt à un manque de compétitivité ?

A supposer qu'il n'y ait plus de PPA, plus d'importations, la filière porcine camerounaise serait-elle compétitive ? Nul n'est sûr d'une réponse positive à ce questionnement. Même si on devait considérer en plus qu'aucun problème technique n'existe, et que la production est intéressante, cette filière serait-elle performante, serait-elle compétitive pour autant ? Le véritable problème ne pourrait-il pas se résumer à un déficit organisationnel ou à des difficultés d'adaptation des acteurs de cette filière (des facteurs indispensables dans une compétition) aux événements qui y surviennent ? Cela fait vingt-et-quatre (24) ans que la PPA a atteint les élevages du Sud et que jusqu'à ce jour, aucune solution efficace pour « soigner ce mal » n'a encore été trouvée ! Ensuite, la libéralisation des échanges survient et accroît les importations, une fois de plus, aucune solution efficace n'a été trouvée. Il y a alors lieu de s'interroger sur la capacité des acteurs de cette filière à « rebondir » face à des difficultés, car tout semble indiquer qu'elle est à la merci de tout éventuel bouleversement. Ceci voudrait dire que, même si l'on y avait une bonne production, le succès à moyen ou à long terme ne serait pas pour autant garanti parce que, à la prochaine secousse, celle-ci diminuerait, la filière paraissant dénuée de la capacité de faire face à des chocs, encore moins de celle de s'en relever.

Si l'on doit admettre que dans le septentrion, il n'y a pas de PPA et que les coûts de production ne sont pas élevés, l'élevage y étant traditionnel (comme dans la plupart des élevages porcins du pays), l'hypothèse de la PPA frein majeur de la production porcine au Cameroun n'a plus aucune raison d'être. La production devrait normalement croître et soutenir la demande nationale, et les prix devenir assez concurrentiels de ceux des produits importés. Seulement, tel n'est pas le cas dans cette filière. Le prix du porc local, bien que stable, reste supérieur à celui du porc importé. Et même, n'y a-t-il pas des pays, à l'exemple de l'Afrique du Sud dont les élevages bien que infestés par la PPA depuis des décennies, qui arrivent à avoir de bons rendements en élevage porcine et qui figurent parmi les plus grands producteurs de porcs en Afrique ? D'autres problématiques jugées peut-être négligeables pourraient expliquer la faible compétitivité que connaît la filière porcine au Cameroun. D'où le questionnement suivant, qui sera le fil conducteur de notre recherche : la faible compétitivité de la filière porcine camerounaise est-elle uniquement le fait des importations massives et de la PPA ou alors le résultat du dysfonctionnement de l'ensemble de tout un système ?

La faible compétitivité, prise comme problème central de cette filière, sera donc considérée non pas comme le résultat de l'action unique du poids des importations porcines et de la PPA (comme à l'accoutumée), mais comme celui du dysfonctionnement de l'ensemble de tout un système : le système filière porcine camerounaise. Ainsi, l'objet de cette étude consistera à rechercher les différentes sources de ce dysfonctionnement. Quelles en sont les causes intrinsèques et extrinsèques ? Plus précisément, quelle est dans le dysfonctionnement que connaît cette filière, la part qui revient à la PPA et aux importations ? Celle qui revient à l'organisation même de la filière ? Celle qui est en lien avec l'espace ?

Pour disséquer cette problématique, notre recherche sera effectuée sous deux approches : une approche économique et une approche géographique.

Dans l'approche économique (l'analyse des filières), il nous faudra examiner l'organisation de l'ensemble de la filière et déceler les points d'achoppement de son fonctionnement. Le concept de filière vu sous une approche systémique nous y aidera. Puis, nous utiliserons le concept de compétitivité pour évaluer le poids des importations sur cette filière.

L'approche géographique quant à elle s'intéressera d'une part aux changements induits par la PPA sur la géographie de la production. Il s'agira pour nous de voir si cette épizootie a entraîné une délocalisation de la zone de production porcine du Sud vers le Nord, dans une optique de réaction, d'adaptation des acteurs de cette filière face à un choc : la peste porcine africaine. Le concept de résilience sera mobilisé à cet effet. C'est cette capacité d'adaptation qui sera jaugée ici. D'autre part, il sera question d'examiner l'impact territorial de cette filière. Plus précisément, nous chercherons à déceler les diverses configurations spatiales permises par cette filière à chaque niveau fonctionnel (production, transformation, distribution, consommation) et qui peuvent être des manifestations concrètes ou abstraites d'un territoire produit. Le concept de construction territoriale nous sera utile pour cela.

En somme, filière, compétitivité, résilience et construction territoriale seront les concepts que nous mobiliserons.

Nous analyserons donc :

- l'organisation de la filière ;
- ses facteurs de compétitivité ;
- les configurations spatiales générées par cette filière ;
- l'influence de la PPA sur la répartition spatiale de la production, les conséquences qui en résultent et la résilience permise ;

Première partie

L'approche économique : l'analyse des filères

Chapitre 1.

La filière porcine camerounaise : quelle organisation et pour quelles performances ?

1.1. La notion de filière

1.1.1. Définitions

D'après le dictionnaire Larousse de poche édition 2006, la filière dans son sens propre est un « instrument d'acier pour étirer en fils des métaux, pour fileter les vis » et au sens figuré, elle désigne une « suite de formalités, d'emplois à remplir pour parvenir à un certain résultat ».

Lorsqu'on observe la littérature, dans le domaine strictement économique, la notion de filière connaît plusieurs définitions selon les auteurs et les objectifs d'étude abordés par ceux-ci :

J.C. Montigaud (1975) définit la filière comme étant l'« ensemble des actes de production, transformation, distribution et consommation concernant un produit ou un groupe de produits donnés » (MONTIGAUD, 1975, p. 13).

Pour Malassis (1996), « la filière se rapporte aux itinéraires suivis par un produit (ou un groupe de produits) au sein de l'appareil agro-alimentaire ; elle concerne l'ensemble des agents (entreprises et administrations) et des opérations (de production, de répartition, de financement) qui concourent à la formation et au transfert du produit jusqu'à son stade final d'utilisation, ainsi que les mécanismes d'ajustement des flux des produits et des facteurs de production le long de la filière et à son stade final » (MALASSIS, 1996, p. 321).

En 1983, P. Chalmin écrit que « la filière représente l'ensemble des agents économiques, transformateurs ou non, des agents administratifs et politiques qui jalonnent directement ou indirectement l'itinéraire d'un produit, du stade initial de la production (et des fournitures à la production) au stade final de la consommation (ou du moins de la transformation amenant la perte d'identité du produit) et est composée de toutes les interactions entre ces divers agents » (CHALMIN, 1983, p.29).

Pour Y. Morvan (1991), la filière est une succession de transactions aboutissant à la mise à disposition d'un bien (ou un ensemble de biens) au consommateur final situé à l'extrémité du processus de production et de transformation. L'articulation des opérations, largement influencée par l'état des techniques, est définie par les stratégies propres des agents qui cherchent à y valoriser au mieux leur capital. Les relations entre les activités et les agents révèlent des interdépendances et des complémentarités et le jeu de ces relations hiérarchisées contribue à attribuer la dynamique de l'ensemble (MORVAN, 1991, p. 246).

Boutonnet (1999) la définit comme un « système construit d'agents qui concourent à produire, transformer, distribuer un produit, les relations entre eux et avec le reste du monde » (BOUTONNET, 1999 cité par KOUSSOU, 1999 p. 23).

Devant cette multitude de définitions, il nous a été difficile d'en choisir une qui obéisse à la fois à la description souvent faite de la filière porcine camerounaise et à nos aspirations qui se voudraient globalisantes. Telle qu'elle est souvent effectuée, cette description ne fait généralement pas mention des agents administratifs et politiques (cf. définition de Chalmin). Or, en voulant examiner les problèmes organisationnels, il nous a semblé que le rôle de ces deux types d'agents (ou tout au moins d'un seul) était important à relever. Ce rôle tel qu'il est prévu d'une part et d'autre part, tel qu'il est rempli sur le terrain afin d'en déceler les écarts (s'ils existent) entre les deux. La définition de Morvan nous semble assez intéressante dans sa partie terminale lorsqu'elle parle des relations entre les activités et les agents qui révèlent des interdépendances et des complémentarités ainsi que du rôle que ces relations jouent dans la dynamique de l'ensemble de la filière. Enfin, la définition de Boutonnet introduit un élément essentiel à notre avis dans la compétitivité à savoir les relations avec le reste du monde, « ce reste du monde » ne devant concerner dans le cadre de cette étude que les importations.

Si nous devons nous essayer dans cet exercice d'élaboration de définition d'une filière, en considérant le contexte qui est le nôtre, nous dirions qu'elle désigne l'ensemble des agents économiques, des agents administratifs et politiques qui concourent à la production, à la transformation ou non, et à la distribution d'un produit jusqu'au consommateur. Elle est composée des relations entre ces agents et avec le reste du monde. Les relations entre les activités et les agents révèlent des interdépendances, des complémentarités et des mécanismes de régulation et le jeu de ces relations hiérarchisées contribue à consolider la dynamique de l'ensemble. Cette définition essaie de combiner les trois sus-citées qui semblaient appropriées pour notre étude tout en s'adaptant à notre problématique.

Néanmoins, malgré cette divergence dans les définitions du concept, tous les auteurs s'accordent sur le fait que la filière décrit l'itinéraire suivi par un produit à travers ses différents stades de transformation. En somme, elles font toutes intervenir trois éléments : les agents, l'itinéraire du produit et les relations entre ces divers agents. D'où cette nécessité de délimitation qu'exige souvent la filière.

Il existe deux manières de délimiter une filière : par la ressource ou par le produit final. En ce qui concerne cette étude, nous ferons référence à la ressource, ici le porc sur pied. C'est la référence (ressource) généralement adoptée dans les études portant sur les produits agro-alimentaires, car elle permet d'assurer la cohérence d'une filière afin d'y maintenir les agents d'amont, les producteurs agricoles en l'occurrence (A. LAMBERT, 1984, p. 41). En outre, l'industrialisation étant absente dans l'itinéraire de la filière porcine au Cameroun, la délimitation par le produit initial est la mieux indiquée dans ce cas parce qu'elle accorde de l'importance à la matière première. La filière porcine camerounaise semble donc être une filière courte.

1.1.2. L'analyse de filière : justification du choix d'une méthode d'analyse

Le recours pour cette recherche à l'analyse des filières nous a paru appropriée ici car les études de filière peuvent être à la fois des instruments de connaissance de la réalité économique et un outil de description et d'analyse du système productif, en prenant en considération tous les éléments qui interviennent dans le fonctionnement d'un système qui produit, distribue une denrée agricole (techniques de production, entreprises, circuits, marchés, politiques économiques) (LAMBERT, 1984, p. 45 ; CHAARI, 2000, p. 68). Elles vont nous permettre d'identifier les acteurs de la filière porcine camerounaise, de mettre à jour et de caractériser la succession des différentes opérations de cette filière pour comprendre le

fonctionnement des échanges entre lesdits acteurs (MOUSTIER et LEPLAIDEUR, 1996 cités par KOUSSOU, 1999, p. 23). Les études de filières permettent non seulement l'identification du produit, mais aussi l'analyse des mécanismes de régulation (Etat, marché...). Cette approche sera donc pour nous l'instrument de connaissance de la réalité économique qu'est la filière porcine au Cameroun en ce qu'elle nous permettra d'en connaître les atouts et les faiblesses.

1.2. De la filière au système

Au fil des réflexions et des lectures, il s'est posé une question dans nos esprits : comment allions-nous aborder cette approche par la filière ? Allions-nous le faire à la manière « pièces détachées » où chaque pièce serait étudiée à part et de façon indépendante ou alors à la manière d'un ensemble où l'on étudie les éléments constitutifs certes, mais en tenant compte du fait qu'ils font partie intégrante d'un tout ? Au bout du compte, nous nous sommes dits qu'il était plus intéressant pour nous d'adopter la deuxième éventualité. Cette option a été d'autant plus confortée que A. Lambert (1984) estime que l'analyse des filières peut apparaître comme le prolongement de l'analyse de système au niveau macro-économique et surtout parce que, comme l'affirme si bien N. Chaari (2000), la méthode analytique (retrouvée dans la première éventualité) déforme et réduit la réalité complexe, elle ignore les relations et les interactions qui existent entre les parties de cette réalité (LAMBERT, 1984, p. 42; CHAARI, 2000, p.63). Enfin, envisager cette structure comme un système est important et nécessaire ici car nous devons aborder les problèmes de concurrence entre viande porcine locale et viande porcine importée. Nous nous référerons aux travaux de P. Roux et N. Chaari (2000), A. Lambert (1984), de Koussou Mian Oudanang (1999) et de F. Auriac (1983).

1.2.1. Qu'est-ce qu'un système ?

Le mot système vient du grec *systema* qui signifie « ensemble cohérent » et introduit l'idée de globalité. En réalité, la notion de système est polysémique, nous n'en donnerons que les axes de définitions préconisés par certains auteurs.

« Un système est un ensemble d'éléments quelconques dont chacun peut se trouver dans divers états. Si les changements d'états sont mesurables, on peut considérer ces éléments comme des variables et l'état du système à un moment donné sera la liste des valeurs de ces variables élémentaires » (LUGAN, 1998, p. 102). Cette définition loin d'être celle que nous avons adoptée, a le mérite d'être opératoire et nous montre que le choix des variables d'un système n'est pas innocent. Il dépend du chercheur, de ses idées, de ses objectifs de recherche. C'est lui-même qui délimite la globalité de son système.

Pour certains auteurs comme L. Von Bertalanffy (1980), le système est « un complexe d'éléments en interaction » (Von BERTALANFFY, 1980 cité par LUGAN, 1998, p.103). C'est un « ensemble d'éléments identifiables, interdépendants, c'est-à-dire liés entre eux par des relations telles que si l'une d'elle est modifiée, les autres le sont aussi et par conséquent tout l'ensemble du système est modifié, transformé » (LUGAN, 1998, p. 103). C'est également un ensemble borné dont on définit les limites en fonction des objectifs (propriétés, buts, projets, finalités) que l'on souhaite privilégier. Cette définition, si elle se situe dans la même lignée que la première dans le sens qu'elle souligne encore la notion de délimitation d'un système, introduit une notion nouvelle, celle de l'interaction, de l'interdépendance des éléments constitutifs d'un système.

E. Morin (1977) pour sa part estime qu'« un système est une unité globale organisée d'interrelation entre des éléments, actions, individus » (MORIN, 1977 cité par LUGAN, 1998 p. 105).

J.W. Lapierre (1992) définit le système comme « un ensemble organisé de processus liés entre eux par un ensemble d'interactions à la fois assez cohérent et assez souple pour le rendre capable d'un certain degré d'autonomie » (LAPIERRE, 1992 cité par LUGAN, 1998 p. 105). Le processus étant selon J.C. Lugan (1998) « une séquence de mouvements, de comportements ou d'actions accomplis par un acteur individuel ou collectif, à l'aide d'éléments ou de moyens naturels ou artificiels » (LUGAN, 1998, p. 105).

Selon P. Roux (2000), le système est « un ensemble de processus et d'actions réalisés par des composantes identifiables. Le regroupement et l'organisation de ces composantes sont assurés par les relations d'interaction existant entre elles et par leur participation à la réalisation d'un objectif commun » (ROUX, 2000).

Comme nous l'avons souligné précédemment, les définitions de la notion de système sont nombreuses, nous ne saurions toutes les citer ici. Il est cependant utile de relever, les points importants qui apparaissent dans celles-ci :

- les notions d'actions mutuelles et d'interaction
- la nature dynamique des relations
- la notion d'objectif
- la diversité des composantes, éléments, actions ou individus
- la notion de processus

D'où la définition suivante qui sera adoptée dans cette étude car essayant d'intégrer les divers éléments sus cités et proposée par J. C. Lugan (1998) : Le système est « un ensemble d'interactions privilégiées entre des éléments, des acteurs ou des groupes d'acteurs et leurs produits : effets, actions, processus. Ces interactions peuvent conduire à des interrelations qui vont être à l'origine d'une certaine permanence du système et la manifestation de son existence, c'est-à-dire d'une autonomie relative par rapport à ses environnements » (LUGAN, 1998, p. 106).

Nous aurons donc à considérer les composantes de la filière porcine, les actions effectuées par chacune d'entre elles, leurs relations (...) en sachant que leur objectif commun est l'approvisionnement des grandes villes du Cameroun et surtout de Yaoundé en viande porcine, moyennant un avantage d'ordre financier.

1.2.2. Comment étudie-t-on un système filière ?

Selon A. Lambert, il faut partir de deux mots clés, agents et relations, en d'autres termes décrire les agents et les flux dans la filière. Cette description est prise au sens du concept d'agri business et concerne l'agriculture et toutes les activités qui se situent en amont et en aval à savoir (LAMBERT, 1984, p. 42) :

- la production et la distribution des approvisionnements agricoles
- les opérations productives de l'agriculture
- le stockage
- la transformation et la distribution des produits agricoles et des marchandises fabriquées à partir de ces produits

C'est une description qui est intéressante parce qu'elle englobe trois des quatre types d'activités d'une filière (production, transformation, distribution) et permet de prendre conscience des interdépendances entre les différents agents. Cependant, elle nous paraît insuffisante d'une part parce qu'elle occulte l'activité ultime de l'aval d'une filière (la consommation) et du point de vue analytique (car uniquement descriptive) d'autre part comme le reconnaît si bien A. Lambert. Elle propose sur la base des conseils de Goldberg (1957) une méthode à deux niveaux : la description et l'analyse.

La première phase, en décrivant les agents et les flux des produits qui circulent entre eux, nous permettra de réaliser le schéma ou graphe de la filière, ce qui est important dans la connaissance des relations entre agents et l'estimation du poids d'un agent par rapport à ses concurrents et à ses fournisseurs. Cependant, elle ne nous en donne pas le fonctionnement.

La seconde phase, l'analyse, permet de comprendre la logique interne de la structure qui guide les comportements des agents à travers leurs interactions. Pour cela, il faut avoir recours à différentes théories. Ici, A. Lambert propose d'appréhender la structure des entreprises et les comportements des entrepreneurs par un certain nombre d'approches non exclusives les unes des autres (LAMBERT, 1984, pp. 42-43) :

- leur niveau de développement ou en d'autres termes leurs modes de production. Ce qui aboutit soit à une segmentation en circuits artisanal et industriel, soit à une typologie ;
- la décomposition de la valeur ajoutée tout au long de la filière ;
- l'analyse des mécanismes et des institutions de régulation (adaptation de l'offre et de la demande);
- l'intégration (intégration par acquisition partielle ou totale du capital, contrats d'intégration, nouveaux mécanismes de régulation en dehors du marché) et ses problèmes (les nouveaux mécanismes de régulation qui en découlent, les nouveaux rapports de domination, les nouvelles modalités de répartition et d'accumulation du capital).

De tout cela, la démarche d'étude de filière qu'elle a adoptée correspond celle proposée par Morvan (1983) :

- analyse des contraintes technico-économiques c'est-à-dire considérer le triplet technologie – produits – marchés, préalable à la définition et à la compréhension de la logique d'une filière ;
- analyse des comportements des agents qui contrôlent les capitaux engagés dans la filière, ce qui aboutit à l'explication de la structuration et de la dynamique de la filière.

Cette méthode nous aidera certes, mais son opérationnalité nous semble peu aisée. Elle sera pour cela complétée par celle de Roux que nous trouvons un peu plus explicite et que cite N. Chaari.

N. Chaari propose pour l'étude du système filière de procéder par trois étapes :

- délimitation des frontières
 - identification des composantes
 - description de son organisation et des modalités d'interaction entre ses composantes
-
- *La délimitation des frontières* : P. Roux estime qu'elle dépend de l'observateur, de son choix explicite et des limites de son objet d'étude et aura des répercussions sur les résultats de son analyse (ROUX, 2000 cité par CHAARI, 2000, p. 63). Dans le cadre

de la présente étude, nous allons analyser la filière porcine nationale tout en incluant les importations. L'espace géographique est important ici. Dans un premier temps, nous avons voulu nous focaliser essentiellement sur la filière porcine du septentrion à cause de l'essor qu'elle semble connaître aujourd'hui (essor qui représente un espoir certain au développement de cette filière dans le pays), de l'absence de la PPA en son sein et enfin parce que la plupart des acteurs, fonctions et marchés du sous-système du Grand-Sud se retrouvent aussi dans celui du Grand-Nord et ce avec des rôles identiques ou au moins, assez proches. Puis après réflexions, se pencher aussi sur la partie méridionale de la filière porcine dans ce pays est apparu une nécessité. Comment pouvons-nous comprendre les problèmes de l'ensemble de cette filière si nous en omettions toute une partie ? En outre, la PPA régnant dans les élevages porcins de cette partie sud du pays, comment allons-nous aborder cet aspect de l'étude sans au préalable parler de la porciculture méridionale ? Enfin, comme nous devons aborder l'aspect spatial et la construction territoriale permise ou non par la filière, nous cantonner sur une seule partie de ce système aurait probablement biaisé les données. Nous essayerons autant que faire se peut de représenter l'ensemble de la filière porcine camerounaise (figure 6), tout en dévoilant les particularités de chacune de ses sous-filières. Tout ceci se devra d'être effectué en évitant de rendre le travail complexe puisque le plus important n'est pas de tout étudier, mais de s'occuper des problèmes essentiels pour ne pas se perdre. C'est l'atout du caractère global de la modélisation systémique car il ne signifie pas exhaustivité mais d'abord intérêt porté aux propriétés et aux relations tenues pour essentielles pour le modélisateur. Nous mettrons en évidence ici les sous-systèmes de la filière (production, transformation et distribution ou encore ceux artisanal et capitaliste) ce qui rejoint aussi la conception de A. Lambert.

Selon le critère approvisionnement des grandes zones de consommation, le système filière porcine au Cameroun semble être composé de deux sous-systèmes : le Grand-Nord et le Grand-Sud. Ceux-ci sont distincts de par la localisation spatiale de leurs activités en amont. Ils viennent cependant se joindre en aval dans un même espace géographique avec des activités semblables à quelques exceptions près.

Le porc dans le Grand-Sud provient en grande partie de la zone agro-écologique des hauts plateaux de l'Ouest (provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest) et en petite partie de la zone forestière humide (provinces du Centre, du Sud, de l'Est et du Littoral) (Voir carte n° 1). C'est la zone traditionnelle de production porcine au Cameroun. A l'Ouest, l'élevage porcine était une activité qui faisait partie intégrante d'une tradition bien installée chez les populations rurales. L'élevage porcine était considéré comme une sorte d'activité « tirelire » dans laquelle toute la famille s'investissait. D'ailleurs, comme dans les provinces forestières, il servait à la fois à la valorisation des sous-produits de la concession, comme offrande entre familles et lors de grands événements (mariages, funérailles etc.) et comme plat des grands jours pour la famille lors de certaines fêtes. Les mêmes objectifs sont poursuivis encore aujourd'hui par ces éleveurs, mais c'est une activité beaucoup plus pratiquée à but lucratif malgré les assauts de PPA qui déciment souvent les troupeaux.

Des trois provinces qui constituent le Grand-Nord (provinces de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua) (Voir carte n°1), le porc provient en grande partie de celle de l'Extrême-Nord. C'est une zone à prédominance islamique dans laquelle la porciculture est rendue possible grâce à la présence des populations chrétiennes.

L'objectif principal de l'élevage porcin dans ces deux sous-systèmes est donc d'approvisionner les grandes villes du Sud que sont Yaoundé et Douala. Cette étude se limitera seulement à l'une des deux zones de consommation : celle de Yaoundé.

- *L'identification de ses composantes* : le produit, les opérations techniques, les relations d'échanges, les acteurs avec leurs stratégies et leurs actions économiques et le dispositif de régulation (ROUX, 1994 cité par CHAARI, 2000, p. 65).

Le produit ici sera le porc sur pied et la viande porcine comme nous l'avons souligné précédemment.

Les opérations techniques concernent les étapes de transformation qui se succèdent pour l'élaboration et l'acheminement du produit jusqu'au consommateur. Ces opérations avec le produit forment l'ossature de la filière dont les caractéristiques sont la hauteur, la largeur et l'épaisseur qui délimitent ainsi l'espace technique et géographique du système filière. La hauteur est appréhendée à travers la fixation d'une limite amont et aval de l'activité, la largeur se rapporte à la diversité du produit qui a tendance à se réduire avec la standardisation des techniques et des normes de production (elle détermine les sous-systèmes de la filière) et l'épaisseur, elle, désigne les activités associées à la filière pour former le système de production. La filière porcine camerounaise semble être une filière courte parce que le secteur industriel y est quasiment absent et étroite car la diversification des produits y fait défaut. On n'y trouve comme principaux produits commercialisés : du porc sur pied, de la viande fraîche et des boyaux.

Les acteurs et les agents de la filière : les acteurs sont généralement les entreprises qui participent à l'élaboration directe du produit et leurs fournisseurs en biens et en services nécessaires à leur fonctionnement. Les agents quant à eux sont les administrations publiques et privées, les organismes d'intervention et les centres de recherche et de développement. Les entreprises sont quasiment absentes dans le sous-système filière porcine du septentrion camerounais alors qu'on en trouve quelques unes dans le sous-système méridional constituées uniquement des industries d'alimentation animale. Les acteurs sont des personnes physiques. Acteurs et agents de cette filière seront davantage détaillés dans la suite de ce travail.

Les objectifs et stratégies dont sont animés les acteurs constituent leur cadre d'action. L'ensemble de ces objectifs et stratégies ainsi que leur confrontation contribuent à la réalisation de la fonction de la filière et assurent la régulation de son fonctionnement.

Nous ajouterons à ces démarches la méthode proposée par Montigaud et Chalmin et utilisée par N. Chaari (MONTIGAUD et CHALMIN, 1983, cités par CHAARI, 2000, p. 70). Elle est proche de nos préoccupations car elle utilise à la fois des approches en terme de système, de structure de marché et d'organisation. Elle prévoit comme dans le cas précédent deux étapes : l'étape descriptive et l'étape explicative.

- *L'étape descriptive* consiste à l'identification de la structure du système filière c'est-à-dire le produit, les itinéraires suivis, les fonctions et les opérations à effectuer, les caractéristiques et le comportement des agents ou des opérateurs, les flux et l'environnement institutionnel. La structure est précisée par les sous-secteurs

fonctionnels de la filière (production, transformation, distribution...), les sous secteurs socio-économiques (étatique, capitaliste, artisanal, coopératif...) et ses points sensibles (centres de commande, points de force, points de régulation et boucles de rétroaction). Les centres de commande sont des contraintes incontournables, les points de force sont des nœuds de contraintes socio-technico-économiques dont les opérateurs peuvent faire l'analyse pour les transformer en atouts. Les points de régulation et les boucles de rétroaction sont des éléments ou des mécanismes qui permettent à la filière de fonctionner et de s'adapter.

- *L'étape explicative* : c'est l'étape qui permet de comprendre le fonctionnement de la filière. Elle consiste en l'analyse des relations entre les acteurs de la filière (concurrentielles, horizontales, verticales, complémentaires ou de solidarité).

1.3. Structure du système filière porcine du Cameroun

Le modèle de filière sur lequel nous allons nous inspirer est celui de la filière porc française en 1977 présenté par A. Lambert (1984), modèle ancien, mais qui semble assez complet et pourrait nous servir d'une bonne base de comparaison (voir figures 1 et 2). De plus, au vu de l'état de la filière porcine camerounaise, ce modèle reste encore valable de nos jours pour ladite filière. Il est à noter que cette figure ne répond pas à tous les critères fournis par son modèle original (à l'exemple des statistiques qui y sont absentes), mais elle nous permet d'avoir une visibilité plus claire des agents, fonctions et marchés qui composent cette filière porcine camerounaise.

Il s'agira ici de mettre en évidence les principales caractéristiques de cette filière. Ceci nous permettra de comprendre son organisation et ainsi de déceler ses atouts et ses faiblesses. Pour cela, nous étudierons ses composantes et procéderons d'amont en aval. Un mouvement d'aller et retour sera souvent fait entre les deux sous-systèmes filières (Nord et Sud). Il permettra surtout de montrer les particularités de chacun. Cependant, nous n'insisterons pas souvent sur les points de similitude qui auront déjà été l'objet d'une analyse dans l'un ou l'autre des sous-systèmes.

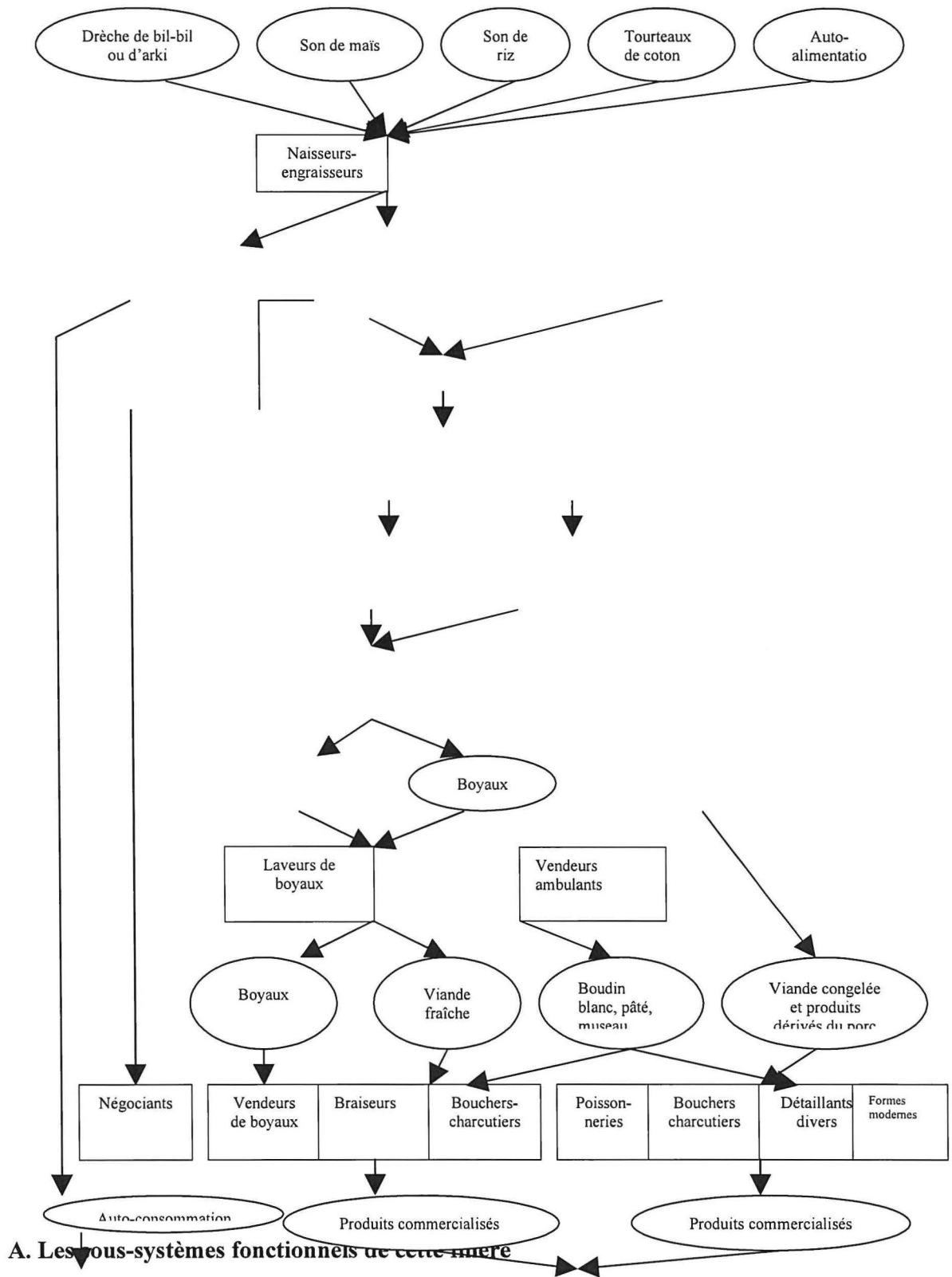


Figure 1 : La sous-filière porcine du Grand-Nord Cameroun
 (Adaptation au schéma de la filière porc en 1977 de A. Lambert (1984), p. 43)

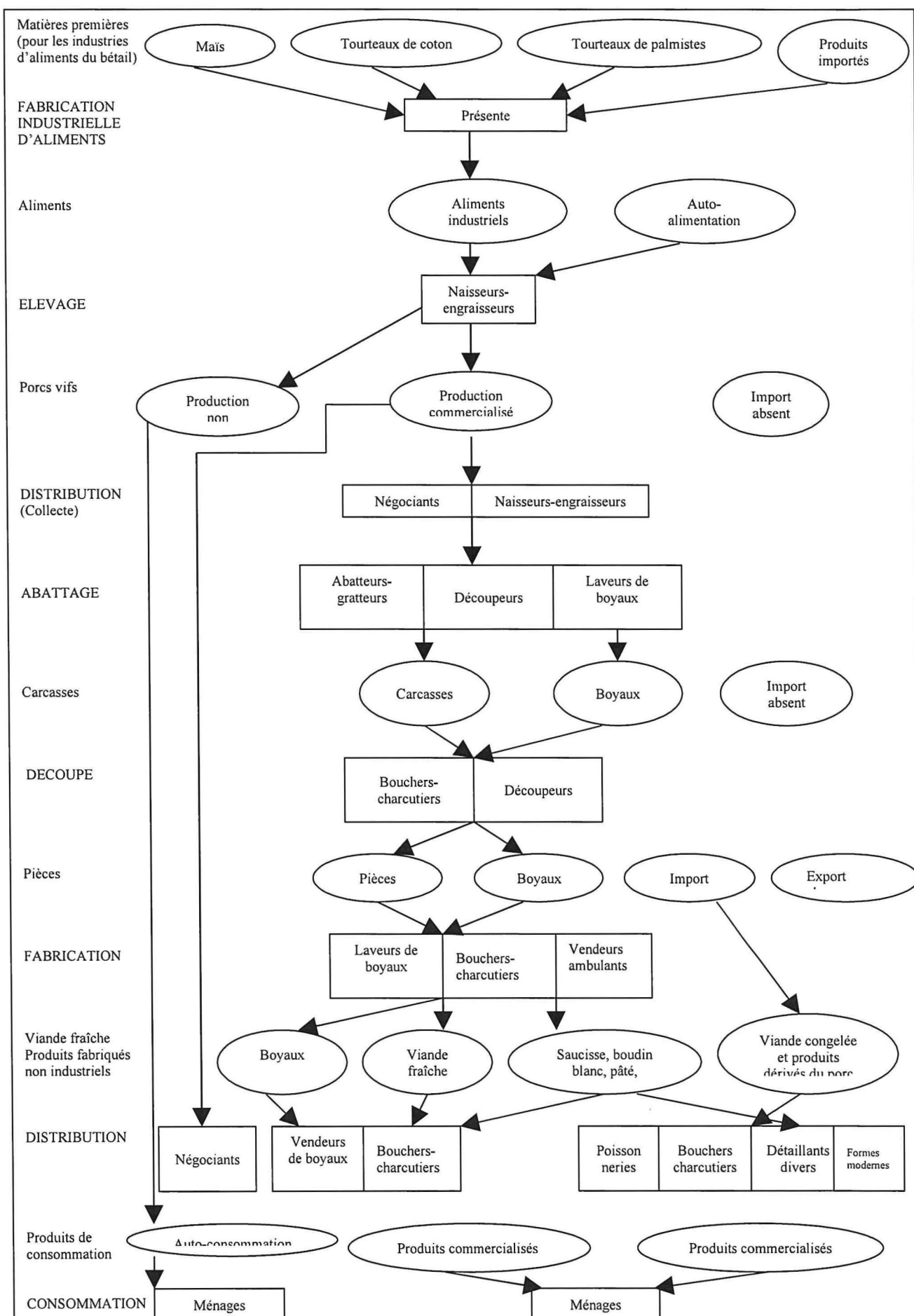


Figure 2 : La sous-filière porcine du Grand-Sud Cameroun
 (Adaptation au schéma de la filière porc en 1977 de A. Lambert (1984) p. 43)

1.3.1. La production

● Dans la filière porc française telle que présentée par A. Lambert, nous trouvons deux modes d'alimentation : l'auto-alimentation (ou Fabrication à la Ferme –FAF-) et l'alimentation à base d'aliments industriels. Ce dernier mode d'alimentation suppose la présence d'industries de fabrication d'aliments du bétail disposant de matières premières nécessaires à cet effet. Lorsque nous revenons sur la filière porcine au Cameroun, en observant la figure 1, nous remarquons que la fabrication industrielle des aliments est inexistante dans sa partie Nord. L'alimentation des porcs y est faite de manière « artisanale », voire empirique, ce qui sous entend que les besoins des animaux ne sont pas considérés. Lorsque les animaux ne sont pas laissés à leur propre compte, ceux-ci sont soumis à des apports alimentaires rudimentaires. Le porc, omnivore, est presque réduit à l'état d'herbivore car les éleveurs investissent peu (NJOYA *et al.*, 1996, p. 19). Ceci a assurément des conséquences néfastes sur la productivité de cet animal, car cette dernière est surtout limitée par la nutrition. Lorsque l'on sait que les races élevées sont en majorité de type local avec des performances de reproduction faibles, l'alimentation qui aurait dû être le facteur favorable à l'expression de leur prolificité vient au contraire l'altérer. L'avantage est le faible coût de production que ce type d'alimentation entraîne. Mais, devrait-on vraiment parler d'avantage lorsque le résultat de celui-ci semble médiocre ? Si tel est que dans un système les éléments sont interdépendants et que la modification de l'un d'entre eux entraîne celle de l'ensemble tout entier (L. Von BERTALANFFY, 1980 cité par LUGAN, 1998, p.103), ceci pourrait être l'une des pistes d'explication des dysfonctionnements au sein de cette filière. Car, comment pourrait-on s'attendre à une grande production si l'on néglige l'un des facteurs qui lui est essentiel, à savoir l'alimentation ? Et, en parlant de productivité, nous comprenons pourquoi les commerçants (rabatteurs et négociants) sont obligés de se tourner vers le Tchad voisin pour compléter leurs effectifs.

● Au niveau de l'élevage, On trouve trois types de systèmes dans la sous-filière du Nord (NJOYA *et al.*, 1996 p. 19) :

- La divagation permanente, système dont les unités possèdent au maximum 4 porcs et où les éleveurs font le moins d'investissement humains et financiers pour produire. Il représente environ 9% de l'ensemble des élevages. Les animaux errent toute l'année pour pouvoir se nourrir et s'abreuver tous seuls. Ils sont de races locales. Ce sont des porcs « herbivores ».
- La semi-stabulation qui est le mode d'élevage le plus répandu (66%), se caractérise par un abri sommaire, une distribution limitée et irrégulière de sous-produits agricoles et agro-industriels (son de maïs, son de riz...). Les porcs passent la journée à l'extérieur de la concession. Environ 20 porcs en moyenne par exploitation sont élevés dans ce type d'élevage. Les animaux sont de races locales malgré quelques croisements avec les races exotiques.
- La stabulation permanente où le cheptel atteint parfois 150 têtes est caractérisée par un logement nettement amélioré par rapport au système précédent. Les porcs y sont nourris à l'auge et gardés dans la concession. Elle représente 25% de l'ensemble des élevages.

D'après une enquête effectuée par Njoya et ses collaborateurs dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord, 87% des porcheries sont construites de façon sommaire sans respect des normes d'habitat et d'hygiène. Comment pourrait-on s'attendre à ce que l'animal croisse de façon normale si les conditions de logement au moins ne sont pas remplies ? Non seulement les races élevées ne sont pas améliorées, mais en plus, les conditions de leur élevage laissent

quelque peu à désirer. L'alimentation et la couverture sanitaire sont soit assurées approximativement, soit pas du tout. En ne considérant que le côté technique de l'élevage sans même avoir besoin d'aborder le côté gestion, les lacunes sont importantes. Elles justifieraient déjà le niveau de participation peu satisfaisant de la sous-filière porcine septentrionale dans l'approvisionnement des populations locales en viande porcine et par ailleurs constitueraient à coup sûr l'une des sources de dysfonctionnement du système filière porcine au Cameroun. Alors, si déjà à la racine ou à la base même de ce que nous pourrions considérer comme un édifice (système), il y a des fissures, comment monterions-nous donc ses murs ? Une eau provenant d'une source douteuse pourrait-elle être potable ? A moins que ça ne soit une source d'un cours d'eau, car la qualité et la quantité de l'eau de l'amont pourraient très bien être différentes de celles de l'eau de l'aval. Mais, le même principe pourrait-il s'appliquer au système en présence ? A première vue, nous dirions oui, en comptant sur les importations qui grossiraient la quantité (à coup sûr) et la qualité (peut-être) de porcs dans la filière. Cependant, si nous devons seulement compter sur le porc élevé dans cette zone septentrionale, ce principe ne pourrait pas s'appliquer, car dans ce cas, le nombre de porcs produits en amont ne saurait en aucun cas aller en augmentant. Il n'y a qu'une seule issue possible en dehors de la stagnation, celle de la diminution. Le système filière porcine camerounaise pourrait-il être solide et compétitif avec ces problèmes techniques ? Et par suite, le porc qui provient de ce système peut-il être compétitif sur le marché ?

Dans le Grand-Sud, d'après l'étude du secteur élevage faite par le MINEPIA en 1995, on distingue trois types d'élevage de porc : l'élevage traditionnel, l'élevage semi-intensif et l'élevage industriel (MINEPIA/CFD, 1995, p. 139).

L'élevage traditionnel, le plus répandu, est caractérisé par des effectifs généralement faibles (moins de 6 porcs par exploitation), des races de porc locales, mais différentes de celles élevées dans le Nord. L'habitat y est souvent sommaire se résumant généralement à un enclos et l'alimentation repose sur la valorisation des déchets de cuisine et d'agriculture. Parfois même, les animaux divaguent à la recherche de quelques tubercules et autres produits vivriers dans les champs ou alors de restes de nourriture dans les poubelles de la ville. C'est lorsqu'ils rentrent à la porcherie qu'ils reçoivent en guise de complément alimentaire, le son de céréales, les déchets de cuisine et les drèches de brasseries traditionnelles (MINEPIA/CFD, 1995, p. 139). La couverture sanitaire y est presque inexistante. La reproduction est non contrôlée, accroissant le taux de consanguinité. Tous ces éléments pourraient expliquer la faible productivité et le poids maximal à maturité peu élevé que connaissent les porcs de ce type d'élevage. En effet, les truies ici sèvent rarement plus de quatre (4) porcelets et le poids maximal atteint par les porcs les plus productifs est de cinquante (50) kilogrammes (PDFP, 2003, p. 2). Il semble que c'est ce type d'élevage qui est l'un des facteurs favorisant et propagateurs de la PPA, car les porcs errants ont des contacts avec les suidés sauvages qui pourraient être porteurs du virus de la peste porcine africaine (ainsi que d'autres maladies). En plus, la lutte contre cette épizootie est rendue difficile dans un tel type d'élevage où rien n'est vraiment contrôlé. Lorsque les estimations portent sur 70% le nombre d'exploitations de ce type dans toute l'étendue du territoire (PDFP, 2003, p. 2), l'on pourrait y voir l'une des sources de dysfonctionnement du système filière porcine camerounaise.

En ce qui concerne *l'élevage semi-intensif*, les effectifs sont un peu plus élevés : on y trouve environ 6 à 15 porcs. L'habitat qui est aussi sous forme d'enclos est un peu plus amélioré avec une partie du toit couvert. Les aliments sont fabriqués à la ferme et sont mieux équilibrés que ceux de l'élevage précédent. C'est une alimentation mixte où se côtoient concentrés, maïs, sous-produits agricoles (drèches, tourteaux et sons) et produits vivriers (tubercules). Les

rares sont de type amélioré, mais les croisements incontrôlés à cause des fortes densités de cet élevage. Les éleveurs, pour des besoins de reproduction, se font passer les verrats de ferme à ferme, si bien qu'un seul verrot peut croiser toutes les truies de son secteur (MINEPIA, 1995, p.139 ; PDFP, 2003, p. 3), ce qui pourrait à la fois être cause d'élévation du taux de consanguinité et de propagation de maladies. Les normes d'hygiène ne sont pas respectées, car ces porcheries sont généralement des lieux insalubres. A bien y regarder, ces élevages, malgré le fait qu'ils présentent une certaine évolution dans l'encadrement des animaux, ne sont pas vraiment si avantageux que ça. Ils pourraient même être très dangereux, car représenteraient de véritables foyers de maladies.

L'élevage industriel quant à lui est caractérisé par un habitat fait de bâtiments assez solides fait à base de matériaux locaux et compartimentés. Les normes zootechniques sont généralement respectées. Les effectifs sont souvent élevés allant de quelques centaines à quelques milliers, mais les élevages industriels dans leur ensemble sont les moins répandus dans le pays tout entier. Les porcs sont de races améliorées, nourris avec de l'aliment composé (ou provende) acheté auprès des provendiers spécialisés (professionnels de la fabrication des aliments composés) ou fabriqués à la ferme sous les conseils des spécialistes. Les porcs dans ce type d'élevage sont plus performants que dans les deux autres sus cités avec des tailles de portée et des gains de poids satisfaisants (MINEPIA, 1995, p.139 ; PDFP, 2003, p. 3). Dans une enquête réalisée par J.M. Akoa Etoa et C. Moma en 2005 dans les élevages porcins périurbains de la ville de la périphérie Nord de la ville de Yaoundé, on enregistrait dans certains élevages de ce type, des portées de 15 porcelets par truie (AKOA ETOA et MOMA, 2005, p. 15). Cependant, ces porcheries ne sont pas à l'abri de l'épizootie de PPA. Ce sont elles qui en ont le plus souffert et qui en souffrent souvent encore le plus, car les coûts de production y sont les plus élevés avec des taux de perte des suites de PPA avoisinant parfois 100% (AKOA ETOA et MOMA, 2005, p. 15).

En ce qui concerne les éleveurs, ils sont de deux types dans le Grand-Nord : des naisseurs-engraisseurs et des engraisseurs. Les naisseurs-engraisseurs pratiquent à la fois la reproduction et l'engraissement. Cependant, ils peuvent vendre des porcelets aux engraisseurs. Les engraisseurs achètent des porcs de jeune âge aux naisseurs-engraisseurs à la ferme ou sur les marchés lorsque les prix sont bas. Cette division est différente de celle du système français où l'on trouve un troisième type d'éleveur, les naisseurs. Ceci dénote d'une spécialisation –quoique incomplète- à ce niveau de la filière bien que les producteurs ne soient pas organisés.

Les éleveurs dans le sous-système filière du Sud sont surtout des naisseurs-engraisseurs. Il n'est pas assez fréquent d'en rencontrer qui ne pratiquent que le naissage ou que l'engraissement. D'ailleurs, d'après l'enquête effectuée par Chabeuf, il existait même des régions, à l'exemple des provinces du Littoral et de l'Ouest où tous les éleveurs étaient à la fois des naisseurs et des engraisseurs (CHABEUF, 1983, p. 23). Ce sont les naisseurs-engraisseurs qui de temps à autres, vendent souvent des porcelets à d'autres éleveurs. Ces derniers par la suite les engraisent, pas seulement dans un objectif de commercialisation, mais aussi de prolifération numérique possible de leur cheptel. Ainsi, ils pourraient devenir des porciculteurs indépendants. Des enquêtes complémentaires sont cependant nécessaires pour savoir la situation exacte qui prévaut actuellement dans ces régions. Toujours est-il qu'il semble ne pas exister à proprement parler de spécialisation à ce niveau dans cette sous- filière.

Au niveau de la commercialisation de la production, le porc vif vendu provenait de la production locale et des importations dans la filière porcine française. Une partie de la production locale (représentant 18% de la production vive totale et 19% de la production vive

locale) était non vendue et réservée à l'auto-consommation contre 77% et 81% respectivement à la commercialisation. Les importations représentaient le taux le plus bas (5%) (voir figures 3 et 4). Si nous considérons à titre illustratif la sous-filière du Nord, les porcs importés y participeraient à 50% à la commercialisation du produit vif. Malgré le fait que les taux de porcs vifs locaux autoconsommés et commercialisés ne soient pas précisés, ces chiffres semblent montrer que la part de la production locale qui participe à la vente est peu significative comparée à celle des importations. Ces dernières semblent occuper plutôt une place de choix dans la production totale de cette sous-filière contrairement à ce que nous avons remarqué dans le système filière porc français proposé par A. Lambert. Il est même à se demander si la production de porcs vifs de cette sous-filière n'est pas étrangère. A supposer que l'on supprime les entrées porcines tchadiennes, cette sous-filière septentrionale résisterait-elle ? Les importations à ce niveau de la filière sont-elles déstabilisatrices ou alors salutaires ?

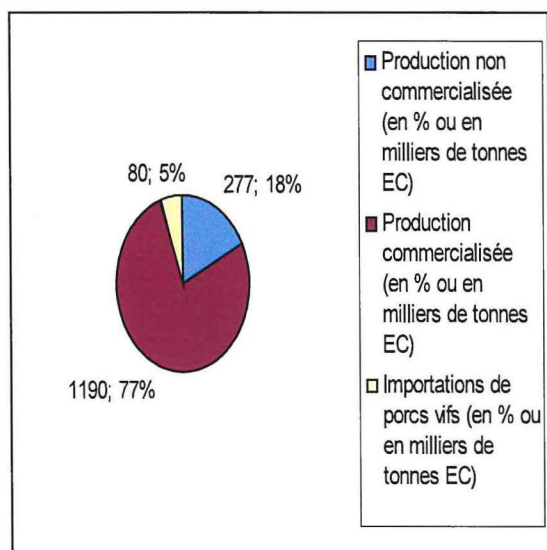


Figure 3 : Répartition de la production porcine vive totale en France en 1977

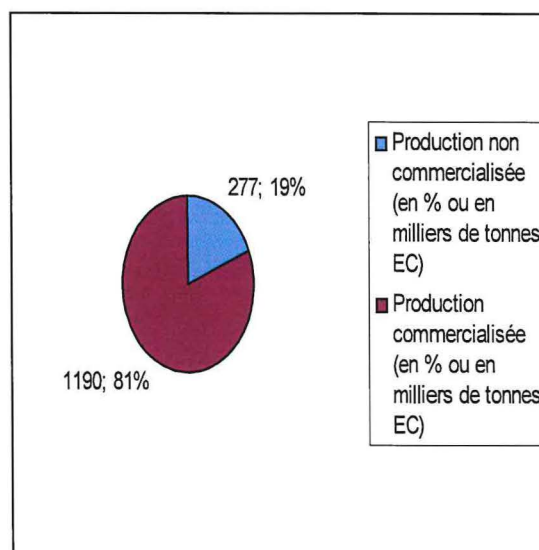


Figure 4 : Répartition de la production porcine vive locale française en 1977

Remarque : Production vive totale= Production vive locale+importations de porcs vifs
 Production vive locale=Production non commercialisée+production commercialisée

En matière d'industries de l'alimentation animale, contrairement au sous-système filière du Nord, la littérature nous révèle la présence de provenderies dans la sous-filière sud. Ce sont des sociétés locales privées spécialisées dans la production d'aliments complets. On peut citer les exemples de l'EPA (Elevage Promotion Afrique), du CAM (Complexe Avicole de Mvog-Betsi), de la SPC (Société des Provenderies du Cameroun) etc. (MINEPIA, 2002 p. 22). Leur véritable problème se situe au niveau de l'approvisionnement en matières premières. Les céréales fourragères comme le maïs sont insuffisantes pour une production industrielle. Les vitamines, oligo-éléments et facteurs de croissance (CMV, CMAV, Prémix) sont importés. Chabeuf, un docteur vétérinaire, en étudiant la filière porcine camerounaise en 1983 avait déjà signalé ces problèmes qui restent récurrents aujourd'hui (CHABEUF, 1983, p.12 ; MINEPIA, 2002, pp. 22 ; 39).

A côté de ces industries de l'alimentation animale que nous pouvons qualifier de modernes, se trouvent des industries agro-alimentaires (la SEMRY ou Société d'Expansion et de

Modernisation de la Riziculture de Yagoua), de traitement du coton (la SODECOTON ou Société de Développement du Coton) et des sociétés productrices d'huile de palme (comme la SOCAPALM ou Société Camerounaise des Palmeraies) qui produisent des sous-produits agro-industriels utilisables dans l'alimentation porcine. C'est l'exemple des sons de riz, des tourteaux de coton et de palmistes respectivement. Seulement, il semble qu'il n'y a pas de coordination formelle entre ces sociétés et les provendiers. Ces sous-produits sont souvent utilisés de façon individuelle par les porciculteurs se trouvant à proximité de ces usines et généralement de manière empirique sans suivi d'aucune norme de formulation alimentaire. On trouve aussi des brasseries modernes et traditionnelles qui produisent de la drèche.

Il serait pour nous faire fausse route si nous omettions de parler de l'alimentation que nous pourrions qualifier de traditionnelle et qui pourtant semble assez répandue dans cette sous-filière. Elle est faite à base de produits agricoles à l'exemple du manioc (*Manihot esculenta*, Croutz), du macabo (*Xanthosoma sagittifolium*, Schott et Koch), du taro (*Colocasia antiquorum*), des grains de maïs (*Zea mays*), de l'igname (*Dioscorea spp.*), de la patate douce (*Ipomea batatas* L.) etc., des fruits comme l'avocat (*Persea americana*) et des feuilles vertes (MOUKIA MBOME, 1975, p 19 ; VANCOPPENOLLE, 1991, p. 25 ; AKOA et MOMA, 2005 p. 14). Ceci *a priori* ne constitue pas un inconvénient puisque ces éleveurs pratiquent souvent une alimentation mixte. Le problème se trouve généralement au niveau des quantités données, de la valeur nutritive de cette alimentation qui semble souvent déséquilibrée et surtout de la concurrence exercée par l'homme sur l'animal pour l'obtention de ces aliments dits grossiers même si ceux-ci ne sont pas souvent achetés, mais des produits de récoltes des éleveurs.

Au vu de toutes ces caractéristiques du secteur alimentaire et, sachant que l'alimentation est un poste essentiel en élevage, est-il possible de s'attendre à des performances de croissance et même de reproduction satisfaisantes ? Ce secteur ne pourrait-il pas à lui seul expliquer la faible productivité du système filière porcine camerounaise.

L'élevage porcin camerounais est donc extensif, semi-intensif et industriel ou moderne avec des disparités entre les deux sous-systèmes filières (Grand-Nord et Grand-Sud). Tout ceci dénote d'une certaine complexité (ou hétérogénéité) économique et technique. Des modes de production qu'on pourrait qualifier d'artisansaux cohabitent avec ceux capitalistes. La complexité est l'un des facteurs qui caractérisent un système, du moins si l'on s'en tient à l'avis de F. Auriac selon lequel « tout système évoque une machine plus ou moins complexe en fonctionnement » (AURIAC, 1983, p. 193). Seulement, cette hétérogénéité est-elle pour une évolution positive de la production dans ce système filière ? La cohabitation entre le mode de production artisanal et celui capitaliste est-elle source d'une amélioration de la production ou alors accompagnée de tensions défavorables à une augmentation productive ? Ces modes de production peuvent-ils concourir à la réalisation d'un même objectif sans pour autant empiéter l'un sur l'autre ? D'une manière générale, la complexité que connaît le secteur de la production du système filière porcine camerounaise est-elle destructrice ou alors constructrices d'un certain équilibre systémique ?

F. Auriac en étudiant le vignoble languedocien montre comment à travers l'histoire est né et s'est consolidé le système-vignoble du Languedoc. Au fil du temps et des événements (crises suite aux guerres mondiales, aux maladies (mildiou et phylloxéra), on y a assisté tour à tour au succès de la paysannerie (production artisanale) et des grandes exploitations agricoles (production capitaliste). Cependant, ces phases ne se sont pas faites sans tensions. La cohabitation entre les deux systèmes de production n'a pas toujours été des plus faciles, mais

le système vignoble languedocien, contrairement à ce que l'on pourrait penser, doit sa survie au dynamisme des petites exploitations paysannes. Aujourd'hui, c'est un sous-système a-capitaliste qui évolue au sein d'un méta-système capitaliste, une cohabitation qui peut être qualifiée d'externe parce qu'elle existe entre deux systèmes distincts (méta-système et sous-système). Seulement, si on considère que par essence, un sous-système fait partie prenante d'un méta-système, la cohabitation existerait quand même. Toutefois, à bien y voir, cela n'enlève en rien le caractère autonome ou distinct du sous-système et par conséquent la prépondérance d'un mode de production dans le système vignoble languedocien. Aussi, faudrait-il qu'un système possède un seul mode de production pour que sa survie, sa solidité ou son équilibre, soit assuré (e) ? Peut-être le mode de production en question devrait-il tout au moins être dominant ? A ce titre, le système filière porcine camerounaise obéirait à cette condition, son mode de production dominant est artisanal (extensif). Seulement, assure-t-il la solidité dudit système ou alors y est-il au contraire, un facteur déstabilisateur ?

1.3.2. La transformation

Elle consiste généralement en trois étapes : l'abattage, la découpe et la fabrication.

- L'abattage :

Les porcs sur pied abattus dans la filière porc de France de 1977 provenaient à la fois de la production locale et des importations bien que ces dernières représentaient la proportion la moins élevée. Comme acteurs retrouvés à ce niveau, il y avait les abatteurs-découpeurs, les bouchers-charcutiers, et les salaisonniers industriels. Dans la filière camerounaise, si les porcs vifs ont les mêmes sources de provenance, leurs proportions ne sont pas comparables comme nous l'avons souligné plus haut et surtout, les types d'acteurs sont quasiment différents. Ici, on trouve plutôt les abatteurs-gratteurs, les découpeurs et les laveurs de boyaux. C'est le boucher qui sélectionne le porc à abattre au marché et le confie à l'abatteur-gratteur dont la fonction est d'abattre l'animal et de préparer la carcasse c'est-à-dire le dépiler, fendre la carcasse et l'évider (KOUSSOU, 1999, p. 34). Chaque boucher a son abatteur-gratteur. Selon que le porc est destiné ou non à la consommation par la braise, la carcasse est envoyée ou non à la découpe. Le laveur de boyaux, acteur spécifique à cette filière sur le lieu d'abattage, est chargé de vider et de laver les boyaux extraits de la carcasse par les abatteurs-gratteurs. L'ordre et la discipline sont assurés par un président élu par ces acteurs. Il est cependant à remarquer que certains des élevages industriels du Grand-Sud sont dotés d'abattoirs et procèdent eux-mêmes aux abattages.

Même si les acteurs ne sont pas identiques à la filière française, nous notons ici une certaine organisation et spécialisation des tâches sur les lieux d'abattage. Chaque acteur sait ce qu'il doit faire. Cependant, cette division et organisation du travail peut être un véritable lieu de concurrence horizontale entre abatteurs-gratteurs pour la recherche de bouchers (d'autant plus que le lien entre boucher et abatteurs-gratteurs se fait sans contrat), entre découpeurs pour la découpe du nombre le plus élevé de carcasses ou entre laveurs de boyaux à la recherche d'abatteurs-gratteurs pouvant mettre à leur disposition le plus grand nombre de boyaux possibles à laver.

Concernant les structures d'abattage ou abattoirs, on note qu'elles se trouvent dans la zone de consommation c'est-à-dire dans le Grand-Sud. Ayant choisi la ville de Yaoundé comme zone de consommation dans cette étude, on y distingue deux types d'abattoirs : l'abattoir officiel d'Etoudi et les aires d'abattage spontanées.

L'abattoir officiel d'Etoudi dont la capacité d'abattage est de 100 porcs/jour est situé à la périphérie Nord de la ville de Yaoundé à proximité du marché officiel des porcs de ladite ville. Cependant, il est le moins fréquenté. La presque totalité des porcs (99%) sont abattus dans les aires d'abattage spontanés disséminés un peu partout dans la ville (KOUSSOU, 1999, p. 45). Les raisons évoquées par la plupart de ces acteurs directs de la filière (négociants, bouchers-charcutiers...) sont entre autres son éloignement du centre ville qui entraîne des frais supplémentaires de transport, la taxe d'abattage très élevée selon les bouchers et des horaires d'abattage tardifs pour les bouchers.

Les aires spontanées d'abattage : elles sont les plus fréquentées et sont situées dans chacun des marchés de porc spontané de Yaoundé. L'organisation et la division du travail y sont remarquables, mais ce sont des lieux d'insalubrité notoires.

La ville de Yaoundé possède en plus du marché d'Etoudi, 3 marchés de porcs non officiels (le marché de la carrière, le marché du 8^e arrondissement et le marché central) dont le plus important, celui de la carrière, dispose de 30 enclos à lui seul et d'une cinquantaine de vendeurs. Chacun de ces marchés dispose d'une aire d'abattage faisant office d'abattoir. L'organisation du travail y est remarquable comme nous l'avons souligné précédemment.

Loin de nous l'intention d'encourager les gens à l'incivisme, mais la naissance de marchés et d'abattoirs spontanés ne sous-tend-t-elle pas un manque d'infrastructures adéquats répondant aux besoins des acteurs dans cette filière ? Il est abattu en moyenne 300 porcs/jour dans la ville de Yaoundé. Un abattoir d'une capacité d'abattage de 100 porcs/jour est-il approprié dans ce cas ?

- La découpe :

Ayant déjà parlé de la découpe dans les lignes précédentes, nous ne soulignerons ici que ce poste ne doit son existence qu'au fait du mode de consommation de viande porcine sous forme braisée. C'est un procédé assez récent dans les habitudes culinaires de la zone et dont nous parlerons plus largement lorsque nous analyserons la fonction de consommation de ce système filière. C'est une spécificité du porc du Grand-Nord. La découpe est faite par des bouchers et exige une habileté de leur part car devant couper des morceaux de viande à peu près de mêmes proportions, pour une bonne braise. D'ailleurs, cette activité est toujours faite en présence du « braiseur » qui surveille à la fois la découpe et le nombre de morceaux qui en découlent de peur que ceux-ci ne disparaissent. Il n'existe pas d'importation de carcasses dans le système filière porcine camerounaise. Aussi bien au niveau de l'abattage qu'au niveau de la découpe, on ne saurait parler de salaisoniers industriels ici, l'industrie est absente.

Des importations d'un autre type sont cependant à signaler ici. Elles consistent en de la viande de porc congelée (queues, pattes, côtelettes) et produits dérivés du porc (jambons, saucisson industriel...) provenant de l'Union européenne.

- La fabrication :

Au niveau de la fabrication, le système filière mobilise comme acteurs principaux les bouchers-charcutiers et laveurs de boyaux, les marchés ou produits fabriqués étant la viande fraîche et les boyaux. La diversification du produit est donc réduite ici, la filière porcine du Cameroun est une filière étroite (largeur). Si la fabrication est une manière de transformer les

matières premières en objets d'usage courant (Larousse de poche 2006) pourrait-on vraiment parler de produits fabriqués ici ? Peut-être, dans la mesure où l'on passe de matière première porc vif à de la viande fraîche ce qui suppose une transformation quoique au degré le plus bas, la transformation consistant à donner à une chose ou à une personne et dans ce cas à l'animal, une autre forme que celle qu'elle avait au départ. Seulement, lorsqu'on considère le facteur industrie, on ne saurait parler de produits fabriqués ici, la transformation industrielle étant quasiment absente. On n'y note qu'une fabrication de type artisanale, non significative et qui consiste en la fabrication des pâtés, des boudins blancs plus de la saucisse sous boyaux naturels par certains bouchers-charcutiers et des vendeurs ambulants (KOUSSOU, 1999, p. 30). C'est ce qui fait de cette filière, une filière courte (hauteur). La saucisse est une particularité du sous-système filière méridional, car sa fabrication nécessite des porcs gras que l'on ne trouve pas dans le septentrion. Quels que soient les cas, cette fabrication semble ne pas être significative.

En essayant de récapituler, les atouts ici sont : la spécialisation des acteurs dans leurs tâches, la division et l'organisation du travail par les acteurs eux-mêmes et enfin, l'existence d'un deuxième marché en dehors de celui des carcasses : le marché des boyaux. Les faiblesses se retrouvent au niveau de l'organisation générale des dispositifs ou structures d'abattage et des marchés ; la naissance spontanée des marchés n'est pas un facteur glorieux et ne facilite pas le contrôle. Les infrastructures sont rudimentaires et insuffisantes et les normes d'hygiène sont ignorées. L'organisation du travail est remarquable et elle s'effectue d'une manière qu'on pourrait qualifier d'interne parce que faite par les acteurs directs de la filière eux-mêmes sans apport extérieur. Elle semble concourir à l'établissement d'un réseau relationnel propice à la mise en place voire, au maintien de ce système-filière. Malgré cette organisation du travail, le désordre organisationnel auquel on assiste dans l'ensemble de cette fonction de transformation (avec par exemple l'émergence de marchés spontanés munis d'abattoirs non formels, celle des aires d'abattage clandestin) atteste de l'existence d'une certaine entropie. L'entropie d'un système selon F. Auriac est l'expression de son désordre interne. C'est l'indice négatif de l'organisation d'un système et son accroissement menace la survie de celui-ci (AURIAC, 1983, p. 193). Lugan va dans le même sens lorsqu'il affirme que l'entropie mesure le degré d'ordre ou de désordre d'un système. L'ordre d'un système est constitué par l'organisation qui agence en un tout des éléments hétérogènes. Selon lui, l'ordre est moins probable que le désordre, ainsi, l'accroissement d'entropie est de fait un accroissement du désordre interne (LUGAN, 1998, pp. 90-91). Ceci nous pousse à nous interroger sur l'impact du désordre qui transparaît dans la fonction de transformation (voire les autres fonctions) sur l'ensemble de la filière. Le niveau de désordre que connaît cette fonction est-il négligeable ou alors assez significatif au point de constituer une menace pour la consolidation du système filière porcine camerounaise ? Ce système est-il viable ?

1.3.3. La commercialisation du porc

Les modes de commercialisation du porc sont divers dans cette filière selon que les produits sont sur pied, frais, congelés ou industriels ce qui est différent de la filière porc française de 1977 prise comme repère. On retrouve dans cette dernière, des bouchers charcutiers, des détaillants divers, des formes modernes et des collectivités, ceci, que la viande soit fraîche ou non, importée ou non.

Par contre, dans le cas de la sous-filière du Grand-Nord Cameroun par exemple, les porcs sur pieds sont vendus par les éleveurs aux rabatteurs qui travaillent généralement pour le compte des négociants et ont pour rôle de collecter les porcs pour le compte des négociants auprès des

éleveurs locaux et de ceux des zones frontalières du Tchad voisin. La viande fraîche est vendue par les bouchers-charcutiers et les « braiseurs ». Ces derniers la vendent cependant sous forme cuite appelée par abus de langage « braise ». Les boyaux sont vendus par les bouchers-charcutiers. La viande de porc « congelée » qui provient essentiellement de l'importation des pays occidentaux est vendue principalement dans les poissonneries, puis par quelques bouchers-charcutiers et détaillants. Les formes dérivées du porc sont généralement vendues dans des magasins et grandes surfaces.

Dans le marché des porcelets du système-filière porcine camerounaise, on note l'absence de structure formelle d'approvisionnement des élevages en animaux vifs. Les éleveurs sont obligés d'échanger entre eux. Cette activité qui n'est pas forcément préjudiciable, (puisqu'il faut savoir utiliser les moyens de bord pour s'adapter à des situations) se fait cependant de manière incontrôlée. Ceci est source de propagation de maladies, mais aussi de faible productivité car la reproduction des géniteurs s'effectue de manière empirique.

Les négociants dans la sous-filière du Grand-Nord sont des commerçants qui partent du Sud du pays pour aller acheter les porcs dans le Nord (provinces du Nord et de l'Extrême Nord). Ils sont pour cela appelés « Faiseurs de ligne ». Ce sont les acteurs piliers de cette filière sans lesquels celle-ci n'existerait pas. Ils vendent les porcs sur pied soit aux bouchers, soit aux braiseurs ou alors aux consommateurs individuels (voir figure 1). En fonction des périodes de l'année, on en distingue deux types : les négociants temporaires (qui apparaissent en période de pointe) et les négociants permanents. Un autre type de classification de ces acteurs existe selon leur capacité à remplir un camion de transport des porcs sur pied du Nord jusqu'à Ngaoundéré lieu de changement de mode de transport et d'emprunt d'un autre, le train : les « gros porteurs » (négociants pouvant remplir seuls un camion soit 120 à 150 porcs) et les « petits porteurs » qui, pour remplir un camion sont obligés de s'associer à deux, trois ou quatre.

Dans le sous-système filière méridional, les porcs sur pied destinés à la vente sont acheminés dans les marchés de porcs des grandes villes par les éleveurs eux-mêmes et surtout par les négociants qui les achètent à la ferme surtout à l'approche des grandes fêtes. Parfois, pendant ces périodes, ils sont abattus, découpés et vendus sur place à la ferme, surtout dans les zones périurbaines, les éleveurs déplorant les taxes élevées dans les marchés et le coût du transport (AKOA ETOA et MOMA, 2005, p. 15). Les porcs sont vendus comme précédemment soit sur pied, soit abattus et dépecés. On retrouve les mêmes pièces que dans l'autre sous-filière. Seuls certains acteurs sont absents ici, à l'exemple des rabatteurs et des « braiseurs » parce que le porc méridional n'obéit pas au mode de cuisson par la braise. Les marchés du Grand-Sud susceptibles d'influencer la consommation du porc au Cameroun sont Yaoundé (dans le Centre), Douala (dans le Littoral) et Dschang (dans l'Ouest) (NDEBI *et al.*, 2004, p.105). Dans le cadre de cette étude, seul celui de Yaoundé nous intéresse car nous l'avons affirmé précédemment.

Le trajet Nord-Sud

Il est divisé en deux phases : de l'Extrême Nord à Ngaoundéré et de Ngaoundéré à Yaoundé. La ville de Yagoua joue un rôle primordial en saison des pluies, car elle est le lieu de rassemblement et de départ des porcs en provenance du Tchad pour Ngaoundéré. La figure 5 résume le parcours emprunté par les porcs du septentrion :

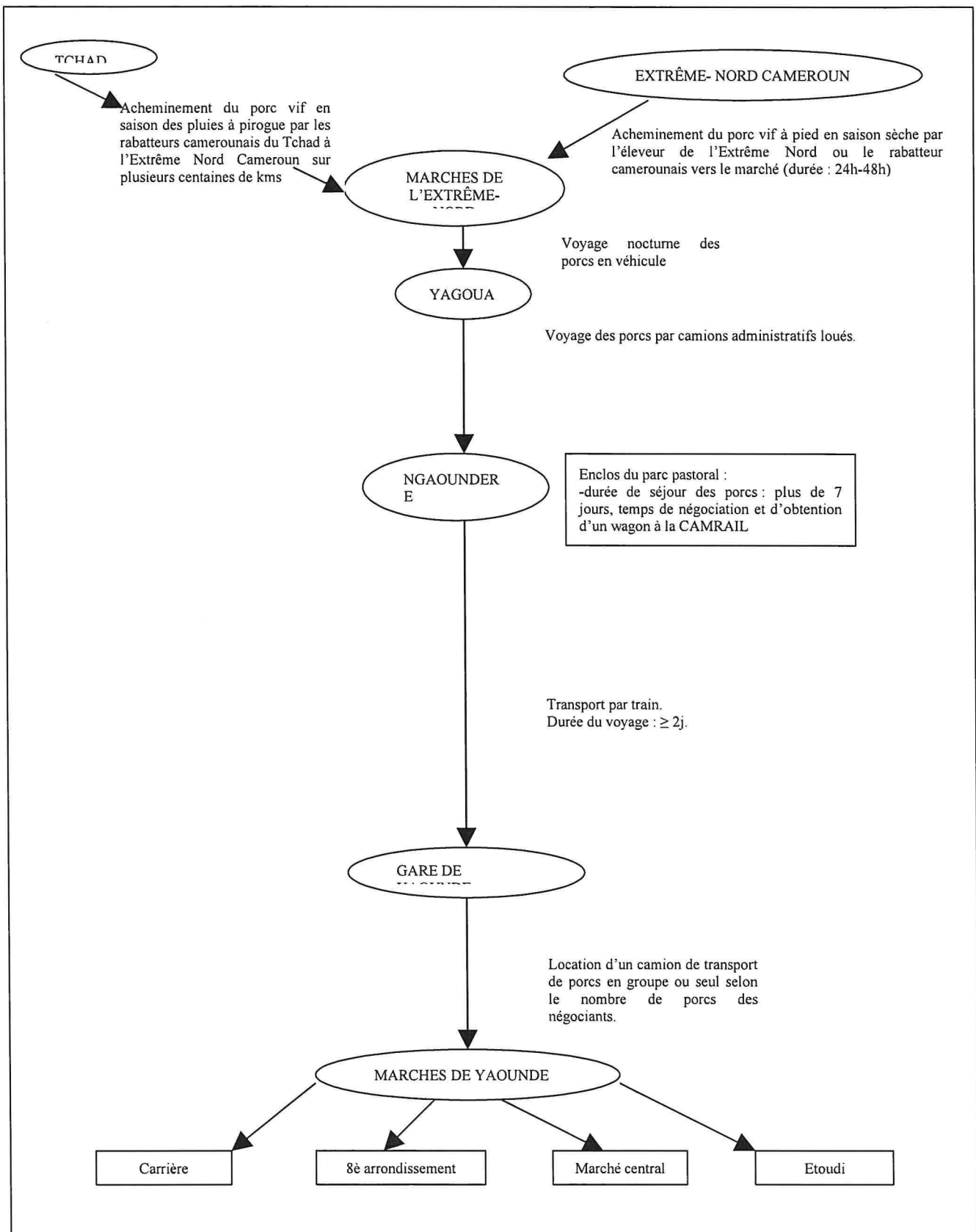


Figure 5 : Etapes du trajet Nord-Sud du porc de la sous-filière du Grand-Nord Cameroun
(Source : Conception personnelle)

Le transport a une place de choix dans cette filière septentrionale et mérite pour cela qu'on s'y arrête.

La partie septentrionale du Cameroun est majoritairement d'obédience religieuse musulmane et pour cela, non consommatrice de porcs. Les élevages de porcs sont tenus par les quelques ethnies chrétiennes qui s'y trouvent. La zone de consommation par excellence du porc est donc la partie méridionale du pays, elle, majoritairement chrétienne. La population allant augmentant dans l'ensemble du pays, la demande en produits d'alimentation aussi, parmi lesquels le porc. Le fait que les élevages du Sud aient été frappés par la PPA et que le porc du Nord obéisse mieux au nouveau mode de cuisson appelé « braise » accentue l'attrait des populations du Sud pour lui et incite donc les commerçants du Sud à aller chercher sur place ce porc tant demandé. C'est ce qui est donc à l'origine du trajet Nord-Sud du porc du septentrion.

Il ne s'agit pas pour nous ici de décrire ce trajet, mais de relever les points qui méritent notre attention, qui ont un impact certain sur le déroulement de ce trajet et pourraient influencer de manière positive ou négative les performances de cette sous-filière.

D'abord la durée du trajet : de la zone d'approvisionnement à celle de consommation, le voyage met plus de 11 jours, durée pendant laquelle l'animal est soumis à un stress important car il passe de moyens en moyens de locomotion, par des températures aussi différentes les unes des autres et surtout, il n'est pas soumis à une alimentation de qualité et même parfois pas nourri. Ceci pourrait certainement avoir des conséquences néfastes à la fois pour l'animal (perte de poids, morbidité, mortalité), pour le commerçant (au niveau de son profit) et sur le consommateur (au niveau de la qualité de la viande). A supposer qu'on ne compte que sur la sous-filière porcine du Grand-Nord pour l'approvisionnement des villes du Sud et, même si elle vient seulement en appui à celle méridionale, comment assurerait-on la permanence et la régularité de la viande porcine dans les marchés de consommation du Sud lorsque l'on tient compte de ce facteur durée du trajet ?

Ensuite la longueur du trajet : elle joue en défaveur du commerçant car elle est source de dépenses (énergétique et monétaire) en surplus qui ne sauraient exister si la zone d'approvisionnement n'était pas si éloignée. C'est peut-être l'une des raisons qui fait de la fonction de négociant une activité de tremplin, de passage d'une activité à une autre et favorise aussi sa précarité. A la fois, cet éloignement a été à l'origine de ces « faiseurs de ligne » et pourrait aussi être l'objet pour lequel ils s'en éloignent. La distance en tant que telle ne devrait être une pierre d'achoppement, si non les importations de produits de continents à continents ne sauraient exister. Elle ne le devient que lorsque les moyens de communication et de transport ne sont pas appropriés, ce qui semble être le cas dans la situation en présence.

Les moyens de communication et de transport : du Tchad au Cameroun et surtout en saisons des pluies, le transport des animaux se fait en pirogue. Des élevages porcins camerounais aux marchés dans l'Extrême-Nord, l'on achemine les porcs à pied au lieu de vente pendant un à deux jours, ce qui dénote de la distance qui sépare les lieux d'élevage des lieux de vente. Cela dit, le réseau routier septentrional du pays est l'un des meilleurs du triangle national camerounais. Le véritable problème se trouve être l'organisation de l'espace géographique car le Sud du pays est séparé du Nord par une falaise de plusieurs kilomètres et qui ne facilite pas les déplacements entre ces deux zones. Le réseau ferroviaire quant à lui est un véritable problème. Il date des années 1960 et n'est pas entretenu. La multitude des déraillements qu'il subit en une année en est le reflet. Lorsque nous devons y ajouter la vétusté des trains et la

non disponibilité des wagons pour le transport des porcs, nous voyons que le transport est l'une des contraintes majeures dans le fonctionnement de cette filière.

Les charges des négociants : la longueur du trajet et ses différentes étapes créent des postes de dépenses pour le négociant et pourraient avoir des répercussions en aval sur le prix de vente du porc. Ce facteur jouerait en défaveur de la viande porcine locale en concurrence avec celle importée de faible prix. Cependant, les répercussions n'ont pas qu'un caractère négatif car à de nouveaux postes de dépenses correspondent de nouveaux emplois tout le long du trajet ainsi que de nouvelles structures : marchés de porcs, enclos (structures de stockage temporaire des porcs) etc.

L'organisation des négociants : ce qu'on observe d'intéressant ici c'est le sens de l'organisation dont font preuve les négociants. Ils sont prompts à chaque fois à s'associer ou à se regrouper pour partager leurs dépenses et diminuer ainsi le poids de leurs charges. Ils ne perdent pas de vue leur objectif principal, la maximisation du profit.

L'absence administrative : les autorités administratives dont le rôle semble devoir être de régulateur des activités des acteurs de cette filière aussi bien aux niveaux de la construction des structures, de leur entretien et du respect de l'ordre établi qu'aux niveaux du paiement des taxes sur le marché et du contrôle sanitaire (...) est réduit principalement à celui de percepteur de taxes ou de frais d'amende. Le contrôle sanitaire est effectué soit par le courtier qui n'a aucune qualification vétérinaire, soit par un agent vétérinaire mais qui l'effectue de façon sommaire dans le seul but d'attribuer ou non un certificat sanitaire moyennant une rémunération financière afin de renflouer les caisses personnelles ou étatiques. Le contrôle se limite seulement à la recherche des « grains de riz » sur la langue du porc, signe de la présence de cysticercose. D'ailleurs, il est à se demander comment jusqu'à cette heure, la PPA ne s'est pas encore propagée dans l'ensemble du pays avec ces multiples allers et retours Nord-Sud et la lacune de contrôles sanitaires véritables qui ont lieu dans cette filière ?

Les structures de commercialisation le long du trajet Nord-Sud : les marchés

En dehors des marchés de la zone méridionale dont on a parlé, il existe des marchés de commercialisation de porcs sur pied dans la partie septentrionale qui se retrouvent essentiellement dans l'Extrême-Nord (les chefferies traditionnelles musulmanes ayant interdit tout marché physique de porc dans la province du Nord où la vente des porcs se fait à domicile chez l'éleveur). Ce sont des marchés non aménagés et praticables seulement en saisons sèches, car les *mayo* (cours d'eau intermittents) les envahissent en saisons des pluies, périodes où les ventes se font à domicile (KOUSSOU, 1999, p. 38).

Une fois de plus, la présence de l'administration s'y manifeste uniquement en tant que perceptrice de taxes. Les infrastructures font défaut, autant de manquements qui pourraient expliquer les dysfonctionnements de cette filière.

1.3.4. La consommation

Les zones de consommation dans la sous-filière du Grand-Sud correspondent aussi aux zones de production. Cependant, la consommation du porc est beaucoup plus élevée dans les provinces du Centre (Yaoundé), de l'Ouest et du Littoral (Douala). Les modes de consommation du porc sont les mêmes dans les deux sous-filières exceptée la « braise » qui

est spécifique au sous-système filière du septentrion, de la même manière que la saucisse l'est pour le sous-système méridional.

La consommation de viande porcine, après la baisse subie entre 1987 et 1997 (1,7 kg/hab/an et 1,3 kg/hab/an respectivement) (KOUSSOU, 1999, p.29), connaît une augmentation ces dernières années. Elle est passée de 2,02 kg/hab/an en l'an 2000 à 2,93 kg/hab/an en 2003 (MINEPIA, 2002 p. 11 et KWENKAM, 2003, p. 20). Ceci pourrait s'expliquer par l'augmentation de la population dans les grandes villes de cette zone méridionale.

Sur le schéma repère originel de A. Lambert dont les figures 1 et 2 sont des adaptations, les produits non commercialisés sont réservés à l'auto-consommation et consommés uniquement par les ménages. Les produits commercialisés quant à eux sont consommés par les ménages et les collectivités. Dans le système filière porcine camerounaise, il semble n'y avoir qu'un seul type de consommateur quel que soit le produit, à savoir, les ménages. Ceci ne paraît pas porter de préjudice puisque la demande est plus élevée que l'offre. Cependant, comme tous les ménages ne sont pas semblables, il serait intéressant pour nous de savoir qui consomme quoi ? Le porc est consommé sous formes de sauce, de braise, de bouillon, de museau, de pâté, de saucisse et de boudin blanc (KOUSSOU, 1999, p. 29).

Le schéma de la filière porcine française d'Annie Lambert a le mérite d'être complet, mais l'inconvénient d'être complexe. Au fil de nos lectures, nous avons pu trouver d'autres schémas qui, non seulement étaient plus simples, mais présentaient l'atout d'être récents. C'est le cas du schéma de l'organisation de la filière porcine française proposé par l'Institut Technique du Porc (adopté par Vignau Loustau) qui est le second support de l'adaptation que nous avons faite de la filière porcine camerounaise (figure 6). Il n'est plus la représentation de l'un ou de l'autre sous-système, mais la combinaison des deux. C'est en quelque sorte le schéma général simplifié du système filière porcine camerounaise, résultat de la fusion des deux premières représentations (figures 1 et 2).

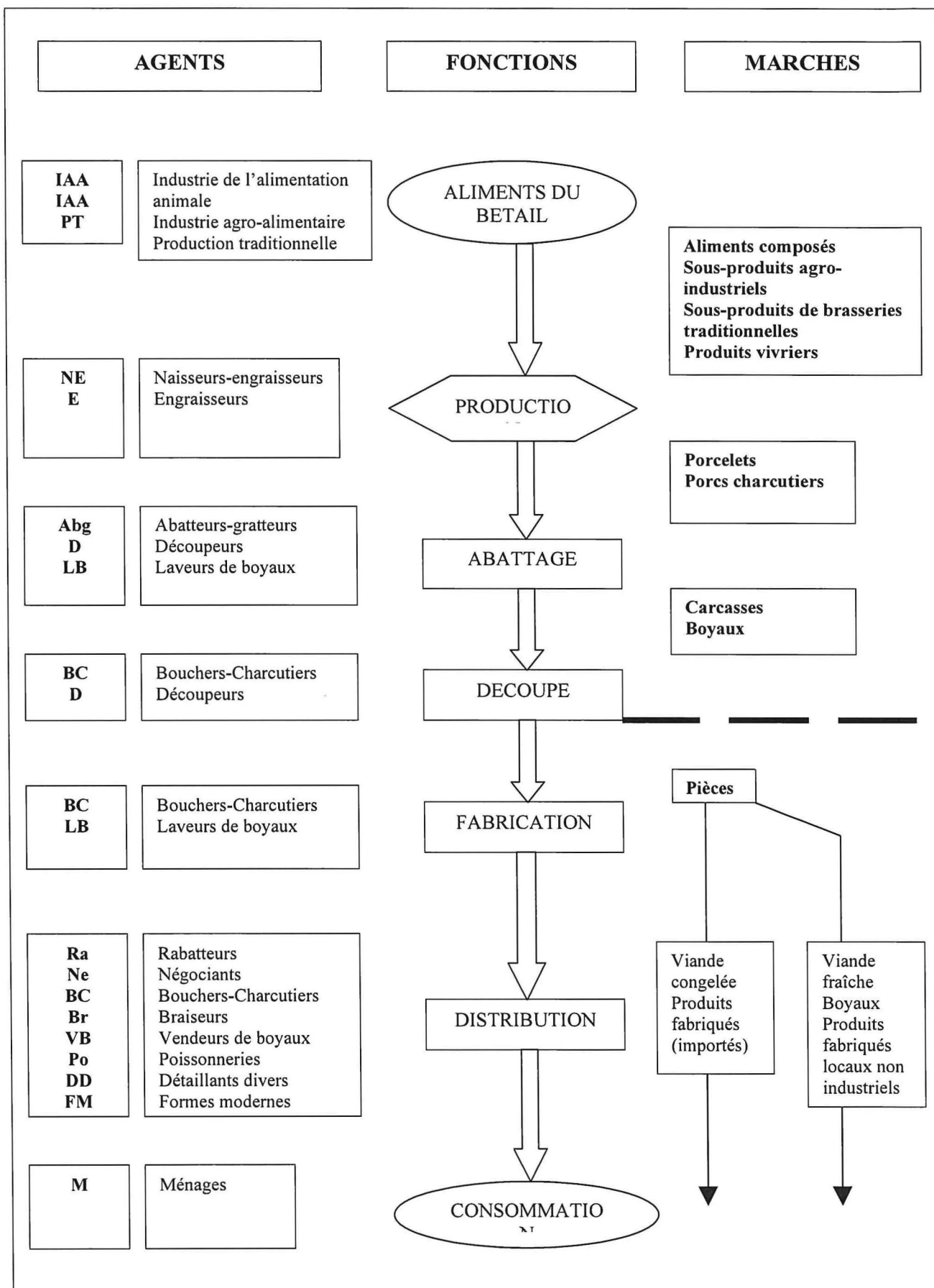


Figure 6 : Schéma d'organisation de la filière porcine au Cameroun – Les fonctions, les agents, les marchés (Adaptation au schéma d'organisation de la filière porcine française de l'ITP (VIGNAU LOUSTAU, 2001, p.34)

1.4.5. Les flux du système filière porcine du Cameroun

1.3.5. Les flux du système filière porcine du Cameroun

Dans une filière, entre les acteurs et les fonctions circulent trois types de flux : le flux de matière, le flux d'informations et le flux monétaire.

Le flux de matière

Il s'agit du ou des produits qui cheminent tout au long de la filière. Leur déplacement qui se fait de l'amont vers l'aval est marqué par des étapes correspondant chacune d'entre elles à l'une des fonctions subies par la matière tout au long de la filière. Chaque étape est marquée soit par des modifications de l'état de matière, soit alors par un déplacement de son lieu de stockage. Au bout de chaque étape de transformation, apparaît un ou plusieurs sous-produits ou co-produits (VIGNAU LOUSTAU, 2001, p. 36).

En prenant en compte ces données et sous la base du schéma de l'organisation de la filière porcine camerounaise adaptée au modèle de l'Institut Technique du Porc (ITP) aidé toutefois par celui de A. Lambert, nous avons pu déceler des flux de matières au sein du système filière porcine camerounaise : les porcs vifs, les carcasses, les boyaux, la viande congelée, la viande fraîche, les produits fabriqués artisanaux et les produits fabriqués industriels. La figure 7 en donne une représentation plus explicative :

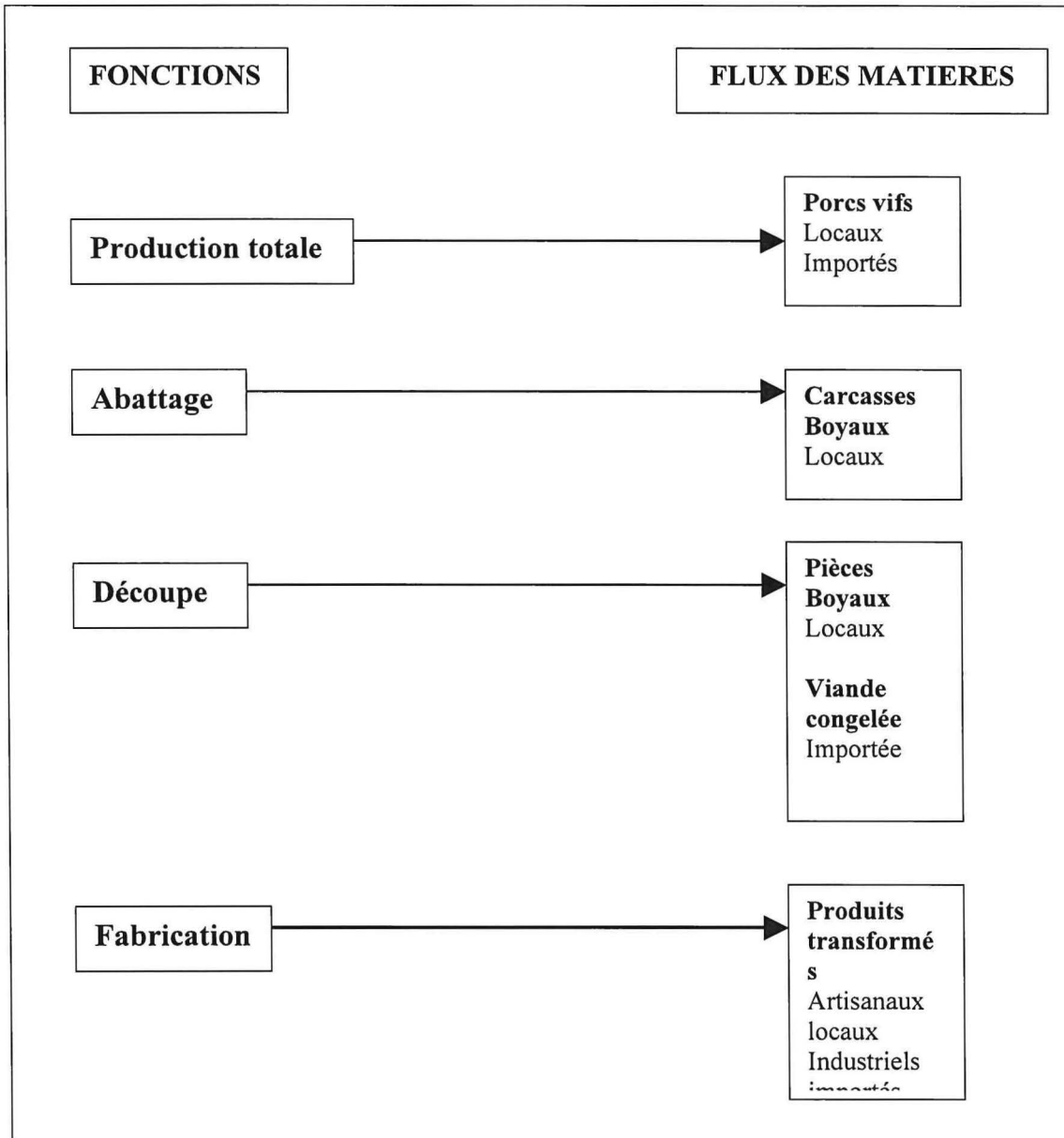


Figure 7 : Les flux de matières du système filière porcine camerounaise
 (Source : Conception personnelle)

Il est assez difficile d'estimer les quantités de chacun de ces sous-produits. C'est une tâche qui nécessite de grandes investigations sur le terrain, ce qui pour l'heure nous est impossible à faire. Néanmoins, la littérature nous révèle que la production porcine camerounaise est estimée à 1 200 000 têtes de porcs pour certains, pour d'autres à 1 600 000 têtes (MINEPIA, 2002, p. 10 ; KWENKAM, 2003 p. 20). Les estimations de la FAO quant à elles, portent sur 1 350 000 le nombre de porcs du cheptel porcin camerounais (FAOSTAT, 2006). D'après l'étude faite par Koussou Mian Oudanang sur la sous-filière porcine du Nord du Cameroun en 1999, environ 50 000 à 60 000 porcs sont acheminés annuellement depuis le septentrion pour Yaoundé. De ce nombre total de porcs, 91% proviendraient de la province de l'Extrême Nord et 9% de celle du Nord. Des 91% des porcs qui proviennent de l'Extrême Nord, 50 à 60% proviendraient du Tchad voisin (KOUSSOU, 1999, p. 36). En prenant les moyennes de ces

estimations, environ 50% de la production nordiste appartiendraient au Tchad, soit une moyenne de 27527 porcs sur pied. Bien que ces données ne soient pas des plus récentes, elles ont cependant le mérite de nous donner une idée des quantités de porcs vifs qui affluent dans le territoire national. L'unique source des importations de porcs sur pied dans la filière porcine camerounaise provient de cette voie.

Au niveau de l'abattage, d'après une enquête réalisée par Kwenkam auprès des producteurs, commerçants et agents vétérinaires en 2003, le nombre de porcs abattus par an de façon contrôlée est de 730 000 porcs pour un poids carcasse total de 43 800 tonnes, le poids carcasse moyen est estimé à 60kg (KWENKAM, 2003, p. 20).

Il nous a été impossible d'obtenir des informations quant aux quantités de matières obtenues au niveau de la découpe et de la transformation. Tout ce que nous savons, c'est la nature de ces matières et leur provenance (voir figure 7). La viande congelée est importée des pays de l'Union européenne et consiste en des pattes, queues et côtes de porcs.

D'une manière générale, les statistiques sur la filière porcine camerounaise sont assez anciennes et rares. Un véritable travail d'investigation dans ce sens nous semble urgent et indispensable pour connaître la situation exacte actuelle de cette filière dans ce pays.

Le flux d'informations

Les informations dans une filière concernent à la fois les données relatives aux caractéristiques d'un produit ou d'un ensemble de produits et les données de caractère social, culturel, éthique etc. touchant plus ou moins directement la famille de produits concernée. En font aussi partie, les données relatives aux différentes technologies mises en œuvre lors des différentes activités de la filière. Parmi toutes ces données, les flux d'exigences sont les plus considérés comme le dit si bien Vignau Loustau, c'est la partie « active » de l'information. Ces flux représentent les demandes formulées par les utilisateurs des différents produits concernant leurs caractéristiques et vont pour ainsi dire de l'aval vers l'amont. La matérialisation la plus concrète de ces flux d'exigences est le cahier des charges, entendu comme l'ensemble des règles instaurées entre les différentes fonctions pour réaliser les échanges de matières (VIGNAU LOUSTAU, 2001, p. 36).

Nous ne saurions affirmer ici qu'il existe un cahier des charges formel entre l'aval et l'amont dans le système filière en présence. Cependant, les exigences de qualité existent de la consommation à la production et sont fonction de l'objectif d'utilisation finale de cette viande et de son mode de consommation. Le porc destiné à certaines cérémonies comme la dot ou les funérailles se voudrait d'une grosseur très élevée et généralement, seuls les porcs gras du Grand-Sud obéissent à cette norme. Le porc réservé à la « braise » se veut exempt de toute graisse. Il semble que c'est le « porc du Nord » qui obéit le mieux à ce mode de cuisson selon l'avis des vendeurs de viande porcine braisée. D'ailleurs, c'est à lui que l'on doit l'apparition du « porc braisé ». D'un autre côté, seul le porc gras produit dans le Sud est utilisé pour la fabrication des saucisses. Selon que la viande porcine est destinée à la vente générale ou à la « braise », la découpe se pratique différemment. Tous les porcs ne sont pas réservés à l'abattage ; ils font l'objet d'une sélection certes empirique, mais réelle. C'est dire qu'il existe une sorte de « cahier des charges virtuel » entre les différentes fonctions de cette filière. Cela dit, cahier des charges virtuel bien que rimant très bien avec cahier des charges formel ne voudraient strictement pas dire la même chose. Mais seulement, l'absence d'un cahier des charges formel constitue-t-elle forcément une lacune organisationnelle dans un système ?

D'un autre côté, l'absence de cahier de charges dans cette filière implique-t-elle une absence totale d'informations dans celle-ci ? Nous ne saurions répondre par l'affirmative à cette interrogation. Nous avons par exemple noté que les courtiers dans le sous-système du Nord jouaient le rôle d'une véritable centrale d'information. Ils connaissent le nombre de porcs en vente, les éleveurs détenteurs de ces porcs et orientent ainsi les négociants vers les villages à nombre de porcs important. Ceci permet non seulement un gain de temps pour les négociants, mais aussi le rabattage d'un grand nombre d'animaux par ceux-ci. C'est encore eux qui jouent le rôle d'agents de communication intermédiaires entre l'éleveur (vendeur) et le négociant sur le marché en tant que traducteurs. C'est dire que, même si l'information ne circule pas de façon formelle au sein de la filière, les divers acteurs ont entre eux, un système de communication qui est bien établi et qui instaure une certaine stabilité dans le déroulement des fonctions de cette filière et par conséquent, dans le maintien du système.

D'après F. Auriac, « tout système combine énergie, matière première et information qu'il reçoit » (AURIAC, 1983, p. 193), éléments qui constituent les flux qui circulent en son sein. Le rôle des flux est essentiel dans un système, car ils sont les liaisons qui construisent sa trame comme le dit si bien F. Auriac. La trame est le dispositif des éléments d'un système. Trame et liaisons définissent la structure du système (AURIAC, 1983, p. 194). Bien que nous n'ayons pas parlé du flux monétaire (ceci par manque de données), cela n'implique pas son absence. Le plus important ici n'est pas de les étudier tous, mais d'examiner le processus fondamental qui préside à leur établissement, la régulation du moins si l'on s'en tient à l'avis de F. Auriac. La régulation des flux repose sur leur correction, ajustement et délais de transmission. Elle peut être effectuée à tout moment dans un système et consiste en une sorte d'équilibre dynamique permanent qui se définit comme étant stationnaire et non statique (AURIAC, 1983, p. 194). Comment se régulent les différents flux du système filière porcine camerounaise ? De plus, ce système possède-t-il des capacités, des outils qui lui permettent de réguler ses flux à tout moment ? Questions qui nous aident à faire une transition vers les points sensibles de ce système.

1.3.6. Les points sensibles du système filière porc au Cameroun

Pour N. Chaari (2000), ce sont les centres de commande, les points de force, les points de régulation et les boucles de rétroaction.

Les centres de commande sont des contraintes incontournables. Dans cette catégorie, le transport semble la contrainte incontournable par excellence dans les deux sous-systèmes. La lacune des infrastructures et moyens de transport semble être une véritable pierre d'achoppement pour cette filière. Elle rend ainsi l'approvisionnement des grandes villes en porcs assez difficile. Ce facteur à lui tout seul n'est-il pas valable pour expliquer le découragement des éleveurs qui, devant leur impuissance d'acheminer les porcs vers le marché, se trouvent obligés de les vendre sur place à la ferme à vils prix ? Car, comment peut-on continuer à produire si l'on ne réalise pas de profit ? D'ailleurs, les contraintes de transport semblent ne pas atteindre uniquement les éleveurs. Elles paraissent aussi être l'un des postes essentiels de sources de dépenses du négociant et par conséquent, d'augmentation du prix de la viande porcine sur le marché.

Les points de régulation et les boucles de rétroaction sont des éléments ou des mécanismes qui permettent à la filière de fonctionner et de s'adapter (CHAARI, 2000, p. 71). A titre d'exemple, nous pouvons citer les organismes de stockage qui servent à réguler et à adapter l'offre aux variations de la demande. A ce titre, F. Auriac préconise que tout système, pour

qu'il puisse survivre et résister, devrait posséder un pivot, pivot qu'il appelle « holon ». Son absence le livre à l'entropie. Le holon dans un système est une structure qui lui permet d'obéir au principe systémique : le changement de nature de ses éléments ou du moins des fonctions de ces éléments (AURIAC, 1983, p. 108). Plus précisément, le holon permet à un système d'être dynamique c'est-à-dire d'assimiler matières, énergie et informations sans toutefois perdre sa nature. Dans le cas du système vignoble languedocien, c'est la coopérative qui joue ce rôle. Pour la filière porcine camerounaise y a-t-il une structure ou un type d'acteur qui tient lieu de holon ? Est-ce les éleveurs ? Les abatteurs-gratteurs ? Les bouchers charcutiers (...) ou les négociants ? Nous avons vu précédemment que les négociants assuraient un rôle essentiel dans ce système, mais leur rôle est-il à même de les ériger en holon ? Si le négociant est l'acteur pivot de la filière et que cette activité de commercialisation ne lui serve que de tremplin ou de passerelle vers une autre activité commerciale, quel avenir pour l'acheminement des porcs vers les grandes villes et particulièrement du Grand-Nord vers le Grand-Sud ? En plus, avec l'entropie que semble connaître ce système filière, y existe-t-il vraiment un holon ?

Toutes les analyses qui précèdent font preuve d'une complexité structurelle du système filière porcine au Cameroun, principe qui semble faire partie des caractéristiques d'un système selon F. Auriac. Mais comment s'effectue l'agencement des éléments qui constituent cette complexité ? Comment est-ce que ce système mobilise-t-il ses éléments constitutifs pour mener à bien ses activités ? En somme, comment fonctionne le système filière porcine camerounaise ?

1.4. Fonctionnement du système filière porcine camerounaise

Définir le fonctionnement d'une filière revient à montrer les différents types de relations qui existent entre les acteurs de cette filière dans l'exercice de leur fonction (VIGNAU LOUSTAU, 2001, p. 35). Certains auteurs comme Duteurtre, Koussou et Leteuil utilisent le terme d'organisation de la filière en parlant de son fonctionnement. Pour ces derniers, étudier l'organisation de la filière revient à analyser la nature des relations entre individus au sein de ladite filière ainsi que les règles qui régissent ces relations. Ils comparent les activités économiques au déroulement d'un jeu. Les organisations désignent les acteurs du jeu (les familles, réseaux, entreprises, associations, coopératives) et les règles du jeu représentées par les institutions (contrats, réglementations, conventions, relations de pouvoir) (DUTEURTRE, KOUSSOU et LETEUIL, p. 30).

1.4.1. Le Cadre institutionnel du système filière porcine camerounaise

La filière porcine au Cameroun fait partie intégrante du cadre institutionnel général de l'élevage de ce pays. Afin d'avoir une vue synoptique de ce que se voudrait être cet univers institutionnel, nous avons préféré le présenter sous forme schématique :

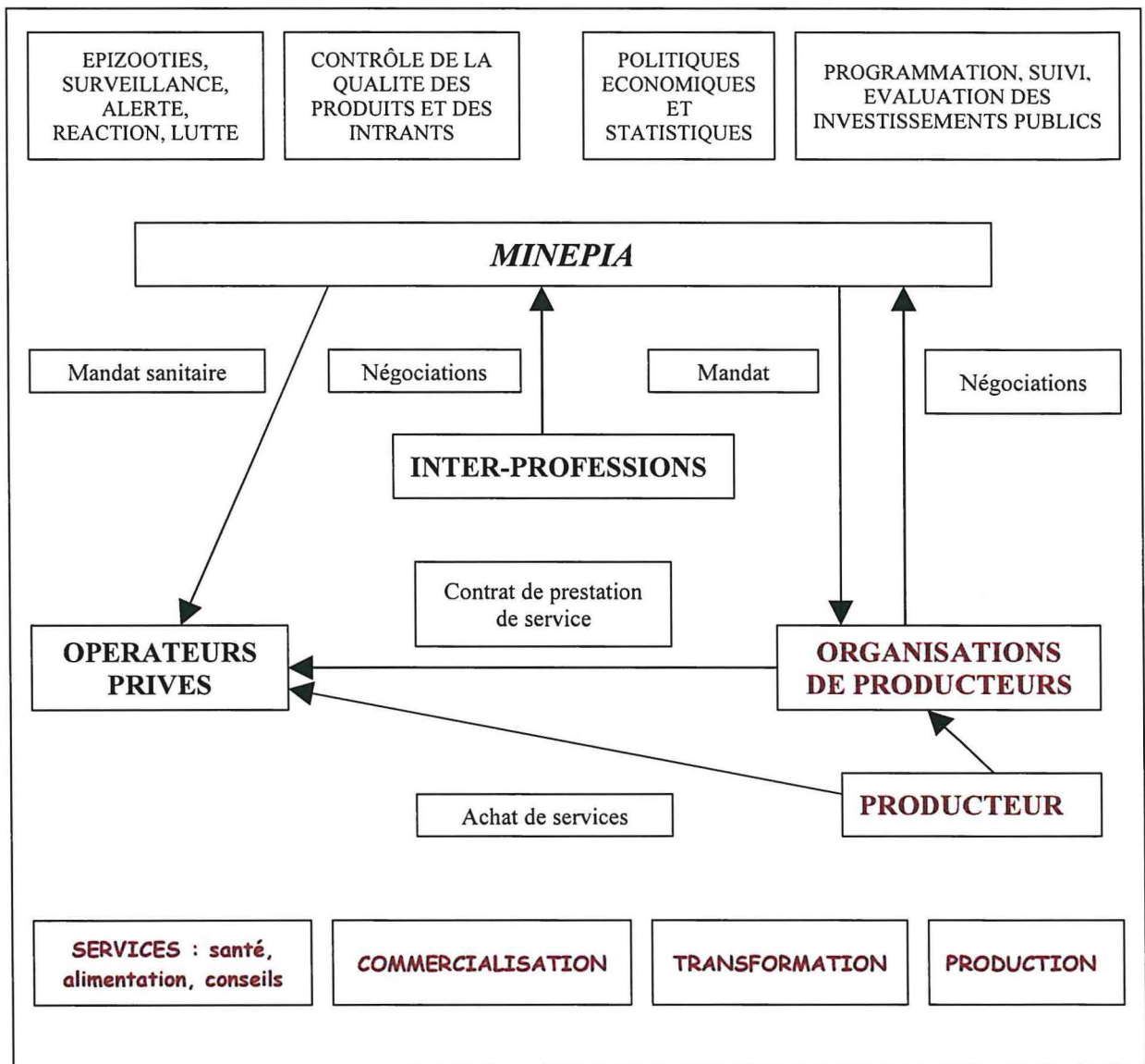


Figure 8 : Schéma institutionnel des différents groupes d'acteurs du secteur de l'élevage au Cameroun. (Source : MINEPIA, 2002 p.44)

A. L'administration publique

- Le MINEPIA

L'administration publique en charge de l'élevage est le Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA) dont les objectifs globaux consistent à assurer la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la compétitivité des produits et la gestion des ressources naturelles. Pour assurer une croissance équitable et durable de l'élevage, des pêches et des industries animales, son action se veut basée sur quatre axes stratégiques : la modernisation de l'appareil de production, l'amélioration du cadre institutionnel, celle du

cadre incitatif et la gestion durable des ressources naturelles (MINEPIA, 2002, p. 35) (voir annexe n° 2).

La modernisation de l'appareil de production consiste en l'amélioration de la productivité des exploitations d'élevage et des performances des filières (bovins, volailles, porcs) en terme de compétitivité prix et qualité. Ainsi, l'on pourra accroître l'offre en produits d'origine animale. Le domaine sanitaire y tient une place de choix avec entre autres, la lutte contre les grandes épizooties, l'opérationnalisation du secteur vétérinaire privé et une bonne couverture sanitaire (MINEPIA, 2002, pp.36, 37) .

Pour améliorer le cadre institutionnel, les objectifs que s'est assigné ce ministère consistent à :

- s'assurer que les fonctions nouvelles d'orientation politique et de contrôle de l'Etat sont effectives ;
- créer les conditions favorables pour que les missions de service public que l'Etat ne peut déléguer soient assurées ;
- faire que les organisations rurales professionnelles et interprofessionnelles deviennent la clé de voûte du développement rural ;
- promouvoir des relations nouvelles de partenariat entre les secteurs associatif et privé (Organisations professionnelles et communautaires, ONG prestataires de service) en matière d'appui technique, d'animation, de formation, de vulgarisation et d'organisation des communautés rurales dans l'optique de renforcer leurs initiatives (MINEPIA, 2002, p. 41).

La réalisation de ces objectifs selon la Stratégie Sectorielle de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales (SSEPIA) implique en premier lieu, le renforcement des relations entre administrations, profession vétérinaire et l'organisation de producteurs ainsi que l'identification des institutions intervenant dans le secteur de l'élevage (institutions directement rattachées au MINEPIA, organisations paysannes, professionnelles et interprofessionnelles, ONG et prestataires de services) dans le but de déterminer les priorités précises de professionnalisation des producteurs et d'organisation des filières. En deuxième lieu, cette action passe par la promotion des organisations de producteurs qui sont d'ordre économique et syndicale. Ce sont des groupements à vocation technique (formation, information technique et commerciale) et économique (intrants et produits divers). Puis, il y a les interprofessions, structures qui regroupent à la fois les producteurs et les opérateurs de l'amont et de l'aval, maîtres d'ouvrage de l'action de développement des filières qui doivent être en mesure de gérer leurs actions directement ou par contractualisation avec les prestataires de services. Cette institution (interprofession) représente les intérêts de la filière dans les négociations avec les pouvoirs publics sur des thèmes concernant la politique sectorielle comme la fiscalité, la défense sanitaire, la réglementation qualitative et environnementale (MINEPIA, 2002, p. 43). Ensuite, il faudra organiser les filières animales porteuses et permettre aux organisations de producteurs et aux interprofessions de constituer l'ossature, le pivot du développement des productions animales. Enfin, l'amélioration du cadre institutionnel passe par celle de la réglementation en matière d'élevage. A cet effet, la SSEPIA prévoit l'inventaire de la réglementation existante comme un préalable, le réaménagement du cadre juridique et réglementaire pour l'adapter aux besoins de l'heure, l'amélioration de la réglementation en matière de santé animale et l'amélioration du statut zoonositaire du Cameroun ainsi que la qualité de ses produits animaux (MINEPIA, 2002, pp. 45 et 50).

L'Etat camerounais, en voulant faire du groupement des producteurs et des interprofessions le pivot dans les filières, rejoint l'idée de F. Auriac relevée précédemment ; tout système se doit d'avoir un pivot, un holon pour bien fonctionner. Seulement, le regroupement des producteurs et l'interprofession sont-ils possibles dans la filière porcine ? Et puis, il ne s'agit pas ici du seul regroupement des producteurs, mais aussi de l'interprofession qui semble présupposer un regroupement interne de chaque type d'acteurs de même nature avant la collaboration externe entre des groupes d'acteurs différents. Ce processus peut-il s'appliquer à la filière porcine camerounaise ? Lorsque l'on prend en compte quelques unes des contraintes qui semblent faire corps avec cette filière (à l'exemple de la PPA, du transport et de l'entropie) et qui rendent précaire la position des acteurs dans leurs fonctions, le regroupement des acteurs par profession y est-il possible ? Et plus loin, l'interprofession ? A supposer même que l'interprofession soit possible, que dire de sa stabilité ou de sa durabilité ?

L'amélioration du cadre incitatif quant à elle voudrait rassembler les conditions environnementales, légales et économiques qui encouragent les initiatives privées, individuelles et collectives, nécessaires à un développement durable de l'élevage, des pêches et des industries animales. Pour cela, un certain nombre de choses s'imposent. Il s'agit de l'appui aux professionnels du secteur privé, l'augmentation du montant du budget des investissements publics dans le secteur de l'élevage, l'accroissement des capacités d'autofinancement des organisations professionnelles, la résolution du problème de la faiblesse de financement de la production et l'amélioration des infrastructures collectives à vocation économique [infrastructures de transport et autres (parcs de vaccination, couloirs de contention, sources natronées, bains détiqueurs), eau et énergie] (MINEPIA, 2002, pp.52-56).

Du côté de la gestion durable des ressources naturelles enfin, il s'agit d'«organiser et d'encourager les initiatives étatiques et privées, individuelles et communautaires, en faveur d'un développement durable respectueux de l'environnement assurant le renouvellement de la base productive » (MINEPIA, 2002, p. 57). Comme action principale, il s'agit ici de sécuriser l'espace pastoral. Une sécurisation du foncier qui sera organisée grâce à la mise en place de trois institutions :

- les institutions paysannes locales (groupement de producteurs, association d'usagers etc.) qui seront chargées de la gestion des outils locaux de sécurisation foncière ;
- les institutions ou collectivités publiques locales (supports et relais des organisations paysannes) qui serviront de commissions des litiges agro-pastoraux ou de lieux de gestion du foncier intervillageois en leur qualité de cadre de rencontre et de médiation des dites organisations ;
- les observatoires régionaux du foncier, organes de centralisation de l'information sur les systèmes fonciers locaux, les conflits fonciers et sur les nouvelles approches expérimentales de gestion du foncier (MINEPIA, 2002, pp. 57-59).

Elle est idyllique la vision des choses de la SSEPIA. Lorsque nous savons que entre notre volonté, nos envies, prévisions ou nos projets et la pratique proprement dite des choses il y a généralement des écueils, il convient pour nous d'examiner la mise en place réelle de cette stratégie dans le domaine qui nous concerne, à savoir, la filière porcine pour en évaluer les résultats.

D'une manière globale, après les multiples plans de lutte contre la PPA qui se sont soldés à chaque fois par un échec, la filière porcine a semblé connaître une sorte d'hibernation, une forme d'oubli par l'action étatique comparée aux autres filières, à l'instar des bovins et des

volailles. Seules quelques actions ont été enregistrées dans les provinces de l'Ouest et du Littoral où l'on peut citer à titre illustratif :

- la mise en place d'une ligne de crédit spécifique en faveur de la COPEMO (à l'Ouest) et de GROUPELMA (dans le Littoral) pour la construction d'une provenderie communautaire et d'une unité de transformation de la viande ;
- la formation de cinquante auxiliaires porcicoles, la diffusion des modules de formation et de vulgarisation en Santé Animale de Base (SAB), en Soins Zootechniques de Base (SZB), en complémentation minérale, en logement et en utilisation des sous-produits agricoles ;
- l'appui à la diffusion des reproducteurs améliorés ;
- la sélection des souches résistantes à la PPA ;
- le suivi zooéconomique dans la Menoua à l'Ouest (MINEPIA, 2002, p. 82).

La présence de l'Etat ne se faisait beaucoup plus sentir qu'en tant que percepteur de taxes et de frais d'amende, laissant ainsi de côté son rôle de régulateur des activités des acteurs de cette filière (construction des structures, leur entretien, respect de l'ordre établi, paiement des taxes sur le marché, le contrôle sanitaire etc.). Ceci pousse à s'interroger sur la volonté réelle de l'Etat à atteindre les objectifs qu'il s'est lui-même assigné pour le développement de cette filière ? L'Etat est-il une contrainte ou un stimulus dans le fonctionnement de la filière porcine au Cameroun ?

Toutefois, on note aujourd'hui une sorte de renaissance de cette filière dans ce ministère avec le Programme de Développement de la Filière Porcine (PDFP) qui a débuté en 2005, mais dont le lancement officiel des activités a eu lieu en mars 2006. Sa réalisation repose sur deux axes stratégiques pour une durée de six ans : la modernisation de l'appareil de production et la levée des contraintes liées à la peste porcine africaine et à la gestion de la production (PDFP, 2003, p.14). Ces axes s'articulent autour de quatre objectifs spécifiques à savoir : l'amélioration des qualités génétiques du matériel animal, celle de l'habitat porcin, le renforcement des capacités de gestion et de maîtrise de la production et le contrôle de la PPA et des autres épizooties majeures des porcs (PDFP, 2003, p. 69). L'annexe n° 3 en donne une présentation succincte. Il est financé sur les fonds PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et doit recouvrir toute l'étendue du territoire suivant la répartition géographique du cheptel porcin national. Ses populations cibles sont par ordre de priorité les éleveurs, les bouchers-charcutiers et les « braiseurs », les exportateurs de porcs, les jeunes et les femmes, les opérateurs des industries de transformation des viandes de porcs, les producteurs de provendes, de maïs et autres intrants de provende et les vétérinaires en clientèle privée (PDFP, 2003, p. 12). La réalisation de ce programme, malgré le fait qu'elle soit assurée par le MINEPIA, impliquera d'autres partenaires publiques et privés. Ce sont les centres de recherche, les collectivités locales décentralisées, les ONG et les organisations des producteurs existantes. D'ailleurs, il compte déjà à son actif 2045 porciculteurs regroupés au sein d'une fédération d'envergure nationale, la FNPC ou Fédération Nationale Porcine du Cameroun (PDFP, 2003, p. 48). Si cette initiative louable est source d'une certaine frénésie et de beaucoup d'espoir dans les esprits dans ce sens qu'elle pourrait être la voie de sortie de cette filière porcine de la crise de la PPA, la sagesse préconise la prudence et la patience puis observer l'évolution des choses. Certes, voilà un début de réponse à la question sur la mise en place du regroupement des acteurs posée précédemment, mais peut-on déjà présumer de la réussite de ce projet ? Quelles chances a le PDFP de réussir ? Il est bien vrai que nul ne saurait présumer du succès d'un projet quel qu'il soit, mais il existe souvent des dispositifs, des paramètres voire des acquis et des potentialités qui peuvent permettre d'assurer ou tout au moins rendre facile la réalisation des objectifs que l'on s'assigne. Le PDFP possède-t-il ces

outils ? Et quels sont les outils dont le PDFP doit disposer pour mettre les chances de réussite de son côté ?

- Le dispositif institutionnel de recherche

L'IRAD (Institut de Recherche Agricole pour le Développement) est l'organisme de recherche agricole au Cameroun. Il résulte de la fusion en 1996 de l'IRA (Institut de Recherche Agronomique) et de l'IRZV (Institut de Recherche Zootechnique et Vétérinaire). Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI). Cet institut est l'un des résultats de la restructuration de la recherche agricole camerounaise amorcée en 1995. D'après le décret N° 2002/230 du 06 septembre 2002, l'IRAD a pour mission d'assurer la conduite des activités de recherche visant la promotion du développement agricole dans les domaines des productions végétales, animales, halieutiques, forestières et de l'environnement ainsi que des technologies alimentaires et agro-industrielles (IRAD, 2002, p. 4). En matière de recherche zootechnique, cet institut a pour souci, l'augmentation de la production et de la productivité des ressources animales et halieutiques, le développement des technologies à faible coût pour toutes les zones agro-écologiques du territoire national, la conservation et la multiplication des ressources génétiques améliorées et le développement de la production à travers la traction animale. Dans le domaine qui nous concerne, à savoir la production porcine, les activités de l'IRAD couvrent pratiquement tous les domaines (alimentation, santé, pratiques d'élevage etc.). De nombreux résultats sont obtenus. Le véritable problème survient souvent au niveau de leur vulgarisation. Les raisons de cette faille pourraient résider entre autres sur le fait que la recherche et la vulgarisation appartiennent à des départements ministériels différents (MINRESI et MINEPIA respectivement) et la difficulté des chercheurs à se convertir de l'approche thématique qui est la leur à l'approche participative et globale jadis préconisée par l'organe de vulgarisation du MINEPIA, le PNRVA (Programme National de Recherche et d'appui à la Vulgarisation Agricole) aujourd'hui en difficultés. C'était un programme dont l'accent était mis sur l'appui aux organisations des agriculteurs (dans le sens large du terme) et sur la participation des femmes. Comment donc faire parvenir efficacement les résultats de la recherche en général, ou du moins ceux de l'élevage porcin, aux principaux concernés à savoir, les acteurs directs des filières ? Si non, à quoi servirait-il de se lancer dans la recherche de la résolution des problèmes si les fruits de cette œuvre ne sont pas utilisés ? Encore, lorsqu'il existait un organe de vulgarisation des résultats des recherches, la diffusion escomptée semble ne pas avoir été atteinte, que dire alors de leur devenir aujourd'hui que ledit programme « bat de l'aile » ? Mais pour autant, peut-on se passer de la recherche agricole au Cameroun ?

B. Les associations et organismes privés dans la filière

L'histoire des organisations paysannes au Cameroun pendant longtemps s'est résumée à celle des coopératives mises en place et administrées par les pouvoirs publics dès les années 20. Jusqu'en 1992, année de la promulgation de la loi relative aux sociétés coopératives et aux Groupes d'Initiative Commune (GIC), le succès du mouvement coopératif et des groupements de producteurs mis en place par les sociétés parapubliques est mitigé. A partir de cette date, un vent nouveau souffle dans ce domaine où la nouvelle dynamique de structuration du monde rural est soutenue à la fois par l'Etat, les bailleurs de fonds, les églises, les ONG et prestataires de services (BOURDEL *et al.*, 1999, p. 27). Dans la filière porcine, le mouvement associatif semble avoir beaucoup de peine à trouver un bon écho dans tous ses secteurs à l'exception du domaine de la production où l'on note une émergence de quelques regroupements. C'est ainsi que dans les provinces de l'Ouest et du Littoral, nous pouvons évoquer la présence de la COOPEMO et de GROUPELMA (MINEPIA, 2002, pp. 82 ; 83).

Une nouvelle structure dont le siège se trouve à Yaoundé, la FNPC (Fédération Nationale Porcine du Cameroun), a été créée en 2002. Elle est le fruit de la coopération entre le Gouvernement camerounais et la FAO et s'étend sur toutes les provinces du pays. C'est un mouvement associatif qui s'est fixé dans un premier temps pour objectifs, la sensibilisation des porciculteurs de l'étendue territoriale toute entière afin de parvenir à leur adhésion et « la recherche d'un moyen de relance de la filière porcine par une coopération avec les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds » (PDFP, 2003, p. 48). Son rapprochement au MINEPIA est l'un des facteurs à l'origine du PDFP. La FNPC comprend aujourd'hui 140 associations et groupements d'éleveurs de porcs et 215 porciculteurs isolés pour un total de 2045 porciculteurs déjà recensés (PDFP, 2003, p. 12). D'une manière générale, le mouvement associatif n'a pas encore atteint tous les acteurs de la filière, car on ne note aucune organisation socio-professionnelle d'envergure nationale aux niveaux de la transformation, de la distribution ou de la consommation. Pourquoi ce mouvement semble-t-il être plus l'affaire des producteurs que des transformateurs et autres acteurs de cette filière ? Est-ce à dire que ces derniers ne trouvent aucun intérêt à s'associer ? Ou alors, y a-t-il une autre raison qui explique cette absence de regroupement qui pourrait s'apparenter à une exclusion ou un oubli ? De toutes les façons, il est à espérer que la FNPC s'étende jusqu'à eux pour qu'elle constitue un organe représentatif de la filière porcine camerounaise dans lequel chacun de ces acteurs se reconnaîtrait, car comment parvenir à l'interprofession dans le cas contraire ? D'un autre côté, une fois les regroupements formés, le problème de leur viabilité et de leur autonomie va se poser. Quel sera le niveau d'autonomie de ces associations ? Seront-elles indépendantes de la tutelle de l'Etat et de celle des ONG ou alors des structures continuellement assistées ? Auquel cas, que dire de l'autonomie de la filière ?

Si nous devons aborder le monde des opérateurs privés de cette filière, nous parlerions principalement des ONG. Ce sont des organismes qui participent très fortement à la structuration du monde rural et à la vulgarisation pastorale au Cameroun. Parmi les plus actifs, nous pouvons citer le HPI (Heifer Project International), le SAILD (Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement), la MIDENO (Mission de Développement de la Province du Nord-Ouest) et la SOWEDA (South West Development Authority) qui elle, est un projet gouvernemental (PDFP, 2003, p. 49). Si ces opérateurs ont le mérite d'être des interlocuteurs incontournables de transmission de l'information à certains milieux paysans, il n'en reste pas moins qu'ils constituent un milieu non organisé, marqué par la diversité dans l'action et les aires géographiques doublée d'une absence de coordination. C'est un fait qui n'est pas pour diminuer l'entropie dans le système filière porcine camerounaise.

1.4.2. Les types de coordination dans ce système filière

Pour déterminer les types de coordination entre les acteurs de la filière porc au Cameroun, nous aurons recours à l'économie des conventions. L'économie des conventions part des insuffisances de l'organisation du marché concurrentiel et de celles des organisations pour développer un nouveau cadre d'analyse qui essaie de prendre en considération la variabilité des formes de coordination, pour montrer l'existence et la pertinence d'autres formes de coordination (CHAARI, 2000, p. 54). Elle a le mérite de reconnaître le rôle des relations personnelles qui ont souvent été ignorées par la théorie économique. Comme les organisations n'atteignent pas tous les types d'acteurs dans cette filière, ceux-ci seront pris ici pour des individus et non sous forme de groupe comme c'en est le cas dans l'économie des organisations. Selon les économistes des conventions comme Bolstanki et Thévenot (BOLSTANKI et THEVENOT, 1987 cités par CHAARI, 2000, p. 56), il existe quatre formes de coordination :

- la coordination domestique qui est basée sur la notoriété, la confiance, la réputation, la fidélité au précédent, à la coutume et à la tradition.
- la coordination marchande, basée sur la concurrence entre les acteurs qui agissent dans différents marchés externes. Le prix, l'efficacité économique et la rentabilité en sont les références.
- la coordination industrielle qui elle, est fondée sur l'efficacité technique, la standardisation des biens et des procédés.
- La coordination civique privilégie l'intérêt collectif sur celui individuel. Les acteurs ici sont animés par un objectif commun, une réalisation d'un intérêt général de l'ensemble de la société.

Au vu de ce qui a été dit précédemment lors de l'étude de la structure du système filière porcine camerounaise, il semble exister entre ses acteurs directs, des relations de complémentarité, de concurrence horizontale, d'intégration verticale et de solidarité. Elles sont des relations qui dénotent du domaine des coordinations domestique, marchande et civique (au niveau des quelques regroupements ou associations qui y existent). La coordination industrielle est des plus absentes. C'est un constat qui n'est pas surprenant, puisque la transformation industrielle fait défaut ici. Ces types de relations sont-ils capables de participer efficacement à la consolidation d'un système en général et du système filière en présence en particulier ? Est-ce seule la coordination industrielle est indispensable à la réalisation d'un tel objectif ? Dans le système vignoble du Languedoc, F. Auriac montre comment avec des coordinations non industrielles, ce système se maintient et se consolide à travers le temps. Pourrait-il en être le cas pour le système filière porcine du Cameroun ?

Malgré tout, les acteurs de la filière porcine camerounaise produisent et acheminent leurs porcs vers les grandes villes du pays. Cependant, une chose est de produire et d'approvisionner les zones de consommation, une autre en est de pouvoir vendre et ce de manière permanente. La filière porcine camerounaise a-t-elle la capacité de se forger une place sur le marché porcin local et de la conserver ? Cette question nous entraîne vers l'analyse de la compétitivité de ce système filière.

Chapitre 2.

Filière et compétitivité : des armes peu performantes vis-à-vis de la concurrence du porc importé

Comme nous l'avons révélé précédemment, l'une de nos préoccupations concernait la capacité de la filière porcine camerounaise à faire face à la concurrence, à trouver sa place sur le marché porcin camerounais. Produire et approvisionner un marché peuvent être des acquis pour une filière, mais trouver sa place, conquérir et conserver une place entendue ici comme un marché ou tout au moins une part du marché, ne relèvent pas du domaine de l'évidence ; encore plus dans ce monde désormais « sans frontières », ce monde de libre échange où seuls les produits compétitifs pourront subsister. Examiner si cette filière fait partie de la course devient donc primordial. La filière porcine camerounaise a-t-elle cette capacité de s'accaparer et de conserver des marchés, nécessaire à la survie actuelle de toute filière ? C'est la raison pour laquelle, nous avons décidé d'analyser sa compétitivité.

2.1. La compétitivité : historique d'une définition

Compétitivité vient du verbe « compétir » du latin *competere* qui signifie « chercher ensemble ». Dans l'histoire, le sens de ce mot a nettement évolué. De « être adapté » qu'il voulait dire à l'origine, les anglo-saxons lui ont donné le sens de « s'efforcer de façon consciente ou inconsciente d'atteindre un objectif » lorsqu'il l'ont adopté en 1620. Aujourd'hui, il semble avoir pris le sens de « être en état de rivalité » ou de lutte. Etre compétitif semble signifier « être enclin à, désireux de, ou prêt à concurrencer » (FUTURS AFRICAINS, 2000, p.15). Le dictionnaire Le Nouveau Petit Robert, va dans le même sens et définit la compétitivité comme le caractère de ce qui est compétitif c'est-à-dire de ce qui peut supporter la concurrence du marché, la concurrence étant une rivalité entre plusieurs personnes, plusieurs forces qui poursuivent un même but. La concurrence renvoie ainsi à la compétition.

Même s'il est vrai que la notion de compétitivité, selon les auteurs et les domaines représente différentes réalités, il n'en reste pas moins vrai que la plupart de ces réalités ont un fond commun aujourd'hui, qui tend vers la concurrence, la rivalité ou la compétition. Dans le cas d'une filière, la compétitivité consiste en sa capacité à être présente sur le marché avec des produits adaptés à la demande et à des prix concurrentiels (VIGNAU LOUSTAU, 2001 p. 38). Koussou et Duteurtre vont dans le même sens en qualifiant la compétitivité d'un système de production comme sa capacité à conquérir ou conserver des parts de marché (KOUSSOU et DUTEURTRE, 2002, p. 2).

Comme nous l'avons vu plus haut, la compétitivité renvoie donc à la concurrence, à la compétition et à une certaine rivalité. Ses différentes composantes d'après Philippe Hugon sont : le volume, le prix, les technologies, les zones de compétitivité et les positions de compétitivité (conjoncturelles) différentes des évolutions de la compétitivité (structurelle) (HUGON, 2000, p. 146). Temple, lui, parle d'attributs et en trouve huit : les attributs coût de revient, technologique, prix, qualité, organisationnel, institutionnel, structurel et territorial

(TEMPLE, 2004, p.2). Nous nous limiterons à ce que Hugon qualifie de compétitivité structurelle, c'est-à-dire la capacité d'augmenter des parts de marché sur des produits existants ou futurs en raison des progrès techniques, innovations, qualité, prix, capacités de production. Nos facteurs de compétitivité seront donc la technologie (incluant les innovations et le volume), la qualité, le prix, l'organisation, les institutions et le territoire. Il est à préciser que la compétitivité ici sera évaluée au sein du même produit, le porc. Les importations concerneront donc essentiellement celles porcines (et non celles d'autres viandes), que ce soit sur pied ou sous forme de viande. Loin de nous l'intention d'être exhaustif ici, l'étude de la compétitivité mérite à elle seule d'être un sujet de mémoire à part entière. Cet exercice consiste seulement à évaluer d'une manière globale les capacités compétitives de la filière en présence, afin de juger si oui ou non, elles expliquent ses facteurs de dysfonctionnement. Nous nous inspirerons à la fois des informations recueillies auprès de Hugon et de Temple (HUGON, 2000, p. 146 ; TEMPLE, 2004, p. 2).

2.2. Les facteurs de compétitivité du système filière porcine au Cameroun

2.2.1. La technologie

Le facteur technologie aboutit à la capacité à réaliser des économies d'échelle d'une part et à la capacité à innover d'autre part.

En matière d'économie d'échelle, nous nous limiterons à voir si les technologies de production et les techniques commerciales utilisées peuvent permettre une production à grande échelle.

Etudier la capacité à innover revient à examiner des innovations sur des produits (différenciation du produit, un nouveau service etc.) ou des processus (une technique de production, une organisation de la production etc.).

Lorsque nous avons analysé la structure de ce système filière, nous avons constaté que le système de production le plus répandu sur l'étendue du territoire, est la production extensive (70% des élevages du pays selon le PDFP) caractérisée par une très faible intervention de l'homme, un matériel animal à faibles performances zootechniques et des techniques d'élevage médiocres. La production extensive en elle-même ne semble pas constituer un problème, du moins si nous prenons l'exemple du vignoble languedocien précédemment cité dont le mode de production prédominant est artisanal. C'est ses caractéristiques qu'il faudrait prendre en compte. En ce qui concerne la filière camerounaise, comment pourrait-on s'attendre à une production à grande échelle en présence des éléments sus cités ? Certes, ce type d'élevage génère un coût de production faible, mais suffit-il d'avoir un faible coût de production pour espérer des rendements élevés ? Comment pourrait-on s'attendre à rencontrer des innovations dans ce cadre où l'animal est presque abandonné à lui-même ? Pourtant, la recherche agricole travaille dans ce sens et de nombreux résultats palpables et facilement applicables ont été trouvés aussi bien dans le domaine de la santé que dans celui de l'alimentation pour n'en citer que ceux là. Mais seulement, ont-ils été vulgarisés ? Et s'ils l'ont été, qu'en est-il de leur adoption ? Il existe aujourd'hui beaucoup d'espoir au niveau de la production avec le nouveau programme de développement de la filière porcine où l'on note déjà la création d'une organisation des producteurs. Il reste à ce qu'elle soit vraiment effective et ce sur tout le territoire et surtout, qu'elle soit durable et ne fasse pas office de « feu de paille ».

2.2.2. La qualité

La qualité est une caractéristique qui permet l'identification ou la qualification du produit. Elle renvoie à la différenciation des produits et à la normalisation (label de sécurité, de fiabilité, de conformité aux normes). Elle a une dimension individuelle (goût des clients) et collective (organisation) (HUGON, 2000, p. 146).

La qualité dans cette étude concernera la qualité sanitaire, les méthodes d'appréciation ou de choix du porc et les méthodes de conservation utilisées par les commerçants.

Nous avons vu précédemment que seuls les élevage de type moderne ou industriel (qui selon le PDFP représentent environ 7% des exploitations du pays) respectent les normes d'hygiène. Ce qui semble vouloir dire que l'hygiène dans les 93% des exploitations restantes reste en dessous des normes. Ceci se reflète même au niveau de la prévalence de certaines maladies dans ces élevages. A titre d'exemple, pour la seule région du Grand-Nord, une étude de la situation sanitaire des élevages porcins (pour un échantillon de 750 porcs) a révélé des taux de prévalence de 33,2% et 12,3% pour la tuberculose et la cysticerose respectivement. Le taux de gastro-entérites, quoique faible (4%), était fortement lié à la mortalité des porcelets (AWA *et al.*, 1999, p. 93). Cette prévalence des maladies dans cette filière est l'une des causes des faibles rendements carcasses qui y sont observés et surtout des nombreux refus des animaux observés lors de la vente, refus qui constituent une perte non négligeable pour le producteur.

Dans le système filière porcine camerounaise, le choix de l'animal à acheter repose à la fois sur le poids, la couleur de la robe, la conformation, l'état d'engraissement et l'état d'infestation. Ayant déjà abordé le volet sanitaire, nous ne parlerons plus de l'état d'infestation ici. Le poids est estimé à l'œil nu. Les porcs les plus appréciés semblent être ceux dont la robe est de couleur grise parce que n'accumulant pas assez de graisse semble-t-il. Les animaux de bonne conformation, non blessés sont les plus recherchés (KOUSSOU et DUTEURTRE, 2000, p.7).

Les méthodes d'appréciation ou de choix des animaux semblent être empiriques. Comment peut-on détecter une maladie comme la cysticerose uniquement par la présence des « grains de riz » sur la langue d'un animal ? Certes, ces « grains de riz » sont révélateurs de la cysticerose, mais pourrait-on pour autant affirmer que le porc dont la langue en est dépourvue n'est pas atteint de cette maladie ? Un autre exemple, la technique de détection ou d'appréciation de l'état d'engraissement des porcs qui consiste à pincer l'animal au niveau des vertèbres lombaires entre le pouce et l'index. Si la peau ne se retient pas, l'animal est gras, si elle reste coincée entre le pouce et l'index, c'est le cas contraire. Pourrait-on vraiment affirmer que ce soit une méthode fiable, quoique classique, que l'on peut utiliser sur un marché concurrentiel ?

En ce qui concerne la conservation de la viande, la littérature révèle que les carcasses sont transportées par taxi ou par pousse-pousse. Les restes de viande non vendue sont conservés dans les congélateurs des poissonneries (KOUSSOU, 1999, p. 34). La viande est vendue à découvert sans aucune protection sur des étalages où la salubrité n'est pas toujours des meilleures. La chaîne de froid dans ces cas n'est donc pas respectée, ce qui pousse à émettre des doutes quant aux qualités sanitaires ou hygiéniques de cette viande.

Avec de telles méthodes, peut-on faire face à la concurrence qu'elle soit nationale ou internationale ? Là où la même filière sous d'autres cieux obéit déjà à des normes de sécurité

précises (label de sécurité, de fiabilité, de conformité aux normes), la filière porcine camerounaise, elle, semble encore n'en être qu'au stade du tâtonnement. Le consommateur pourrait-il vraiment se sentir en sécurité en achetant la viande de porc de cette filière s'il était au courant des méthodes utilisées pour la production ou pour l'inspection sanitaire ? Il s'agit ici de conquérir des marchés et des les conserver. Pourrait-on y aboutir avec tous ces éléments ?

2.2.3. Le prix

D'une manière générale, les prix font l'objet de longues négociations entre le vendeur et l'acheteur. Il n'y a pas de prix fixe. Non seulement il varie entre acheteurs, mais aussi en fonction des niveaux de vente. A titre d'exemple et de façon indicative, en considérant l'étude réalisée par Koussou sur la sous-filière du Grand-Nord, les prix du kilogramme vif et du kilogramme de viande au producteur sont estimés à 350 FCFA (0,53 euros) et 507 FCFA (0,77 euros) respectivement. Ceux aux collecteurs sont de 700 FCFA (1,06 euros) et 1020 FCFA (1,55 euros), le prix de vente du kilogramme de viande au boucher est de 1200 FCFA (1,8 euros) et celui de vente au « braiseur » lui, est de 1600 FCFA (2,4 euros) (KOUSSOU, 1999, p. 49). Le prix du kilogramme de viande fraîche de porc au boucher bien qu'il ait augmenté depuis 1999, est quand même resté constant entre 1400 et 1500 FCFA (soit environ 2,13 à 2,28 euros) depuis quelques années.

En considérant les importations de porcs, elles sont de deux types comme nous avons eu à le souligner : le porc sur pied importé du Tchad (et du Nigeria) voisin(s) et la viande porcine importée (communément appelée « congelée » pour marquer la différence entre le porc local et celui importé d'Europe et aussi parce qu'elle est communément vendue congelée) principalement de l'Union Européenne puis de l'Amérique. De 2001 en 2002, les importations porcines de viande et abats sont passées de 801 à 2451 tonnes pour des prix moyens unitaires CAF respectifs de 534 FCFA/kg (0,8 euros) et 478 FCFA/kg (0,7 euros) (CEMAC, 2003, pp. 146-149). Ces chiffres montrent que, autant les quantités importées ont augmenté, autant les prix unitaires du kilogramme de viande ont baissé. Cette baisse pourrait être source d'encouragement à l'importation. Et si on comparait le prix ci-dessus à celui du porc local chez le boucher, il n'y aurait pas de compétition possible entre les deux. Lorsqu'on sait que le pouvoir d'achat du consommateur camerounais est faible, une ménagère réfléchirait-elle à deux reprises avant d'acheter une viande moins chère face à une autre de même nature vendue à un prix plus élevé ? Si en plus on devait compter sur les 25 milliards de FCFA (3 049 000 euros) de perte annuelle causée aux éleveurs par la mortalité due à la PPA (PDFP, 2003, p. 12), quelle chance réelle de s'accaparer du marché porcine territorial reste-t-il à cette filière porcine locale ? Malgré tout cela, une question reste récurrente, le marché porcine camerounais pourrait-il se passer de ces importations ?

2.2.4. Le facteur organisationnel

L'attribut organisationnel concerne entre autres la capacité de la filière à diminuer les coûts de transactions par des coordinations collectives. Nous avons d'une part des coordinations horizontales qui sont faites entre acteurs de même fonction et qui sont représentées par des GIC (Groupement d'Initiative Commune), coopératives, syndicats etc. D'autre part, nous avons des coordinations verticales qui sont celles qui se font entre acteurs de fonctions différentes. A titre d'exemple, nous pouvons citer le contrat et l'interprofession (TEMPLE, 2004, p.2).

En parlant du mouvement associatif, un peu plus haut, nous avons eu à souligner que les organisations intra et inter-professionnelles n'étaient pas assez courantes dans ce système filière. Bien que l'on note une présence éparse de coopératives, nous ne saurions pas à proprement parlé affirmer que ce mouvement est actif. Il est bien vrai que la FNPC est désormais opérationnelle, mais c'est une fédération dont la jeunesse est bien réelle et les réalisations non encore évaluables. Ce mouvement d'ailleurs, concerne plus les producteurs même s'il voudrait s'étendre aux autres acteurs de la filière. En parlant donc des autres fonctions, il est à relever une absence de regroupement formel. Seuls les négociants se regroupent souvent entre eux bien que ce soit de façon ponctuelle, pour diminuer leurs charges de transport. Les contrats écrits sont inexistantes entre acteurs de fonctions différentes ainsi que les interprofessions. Au vu de ce qui précède, la filière porcine camerounaise est-elle à même de diminuer ses coûts de transactions ?

2.2.5. L'attribut institutionnel

Cet attribut désigne la capacité d'une filière à créer des interactions institutionnelles qui améliorent les conditions d'accès aux ressources (TEMPLE, 2004, p.2). Dans ce paragraphe, nous pouvons citer le financement PPTTE reçu par le PDFP pour la relance de cette filière. Mais nous notons aussi de nombreuses incoordinations entre les institutions et les opérateurs de ce système d'amont en aval. Comment peut-on d'un côté vouloir approvisionner la population en viande de porc et de l'autre ne pas faciliter les conditions nécessaires à l'accomplissement de cet acte ? Car, comment expliquer par exemple la non disponibilité des wagons dans les trains de la CAMRAIL et plus loin, le manque d'infrastructures routières utiles à l'acheminement des porcs vers les marchés dans ce cas ?

En guise d'interactions entre institutions au sein de la filière, nous remarquons la collaboration entre le MINEPIA et le MINRESI à travers le PNVRA et l'IRAD (Institut de Recherche Agricole pour le Développement). Même si elle est empreinte de lacunes, il est indéniable qu'elle est réelle et demande seulement à être améliorée.

D'une manière générale, peut-on affirmer ici que la filière porc au Cameroun est capable de créer des interactions institutionnelles qui améliorent les conditions d'accès aux ressources ?

2.2.6. Le territoire

Le facteur territorial concerne les externalités positives ou négatives induites par la filière. Elles peuvent être d'ordres social (impact sur la pauvreté), économique (intégration intersectorielle, intégration territoriale, dépendance extérieure etc.) et environnementales (TEMPLE, 2004, p.2).

En parlant des externalités sociales, il s'agit de savoir l'impact que cette filière peut avoir sur la lutte contre la pauvreté dans le pays ? Le système filière porcine au Cameroun crée-t-il par exemple des emplois ? Si oui, de quels types ? Sont-ce des emplois durables ou précaires ? Rapportent-ils des revenus élevés ou non ? Autant de points qui mériteraient d'être approfondis.

En guise d'externalités économiques, nous pouvons citer un cas de complémentarité entre la filière maïs et la filière porcine. Elle se retrouve au niveau de la fourniture d'intrants (maïs) aux industries de production d'aliments composés pour animaux dans la sous-filière du Grand-Sud (bien que la concurrence accrue entre consommations humaine et animale tende à

rendre cet ingrédient indisponible pour ces industries). C'est une intégration de type territoriale. Lorsqu'on considère le niveau de production de la filière locale, celui des importations porcines et des intrants pour les industries de l'alimentation animale, il est à se demander si le système filière porc au Cameroun n'est pas majoritairement dépendant de l'extérieur ?

Deuxième partie

L'approche géographique : construction et mutation des territoires de la filière.

Eléments de méthode pour un approfondissement de notre questionnement.

Pourquoi une approche géographique dans une recherche censée relever de l'économie ? C'est F. Auriac qui apporte des éléments de réponse à cette question. Selon lui, la géographie n'est pas qu'une « science du réel ». A sa manière, selon ses méthodes et son axiomatic, la géographie peut et doit participer à l'explication des phénomènes socio-économiques à travers la façon dont ils utilisent l'espace. Cette explication n'obéit pas qu'au domaine du réel, mais beaucoup plus à celui de l'abstraction (AURIAC, 1983, p. 8).

Analyser les dysfonctionnements de la filière porcine camerounaise sans marquer un temps d'arrêt sur la « lèpre » qui la mine, la PPA, aurait constitué une importante omission. Dans un angle tout à fait géographique, nous avons voulu analyser les conséquences de cette maladie sur la production porcine. Plus précisément, il s'agit ici de voir les changements induits par cette épizootie sur la géographie de la production porcine dans le territoire national. Y a-t-il eu mutation des territoires de production ? Si oui, cette mutation peut-elle avoir été faite pour une adaptation ? Si non, par quel(s) autre(s) voie(s) cette adaptation s'est-elle effectuée ?

L'autre aspect que nous aborderons dans cette approche géographique est strictement territorial et englobe l'ensemble de la filière (non plus un de ses domaines) dans le sens où il va la mettre toute entière en relation avec le territoire. D'après F. Auriac, l'espace, ou mieux l'organisation spatiale, est un produit parce que produit par le système et aménagé pour la reproduction de celui-ci. D'ailleurs, à lire cet auteur, espace et système ne se séparent pas. Le système pour lui n'est pas « spatial », mais « spatialisé » (AURIAC, 1983, p. 3). Or, comme nous le verrons dans les lignes qui suivent, qui dit territoire présuppose un espace (quoique approprié). Ceci par voie de conséquence nous amène à dire que le système pourrait produire du territoire. Le Berre argumente et affirme que « le groupe social, acteur du système spatial, produit le territoire, s'y maintient et s'y reproduit » (LE BERRE, 1995, p. 618). Le système filière porcine camerounaise produit-il donc du territoire ? Construit-il du territoire ?

L'analyse de ces deux aspects géographiques sera effectuée de manière respective à travers les concepts de résilience et de construction territoriale. Cependant, parce que le territoire agit de manière transversale dans les deux volets sus évoqués, il nous a paru nécessaire d'en saisir le sens en premier lieu pour une application plus aisée de tous les additifs auxquels nous aurons à y accoler par la suite. Nous ne ferons pas du territoire un concept central dans cette étude, mais le canal par lequel nous aboutirons à la construction territoriale, en d'autres termes, l'outil qui nous permettra de mieux comprendre celle-ci.

Chapitre 3.

Filière et construction territoriale : à la recherche des configurations spatiales

3.1. Qu'est-ce que le territoire ?

Dans la littérature, ce terme obéit à plusieurs définitions. Le mot est à la mode comme le dit si bien Di Méo dans la phase introductive de son œuvre « Géographie sociale et territoires », tout le monde parle de territoire (DI MEO, 2001, p. 5) et tout est matière de territoire. D'ailleurs, la géographie en a fait un concept, concept qui fait l'objet d'un débat. Sans vouloir y prendre part, nous nous attacherons à examiner la plupart de ces définitions et d'en choisir celle qui sied le mieux à cette étude. Cependant, nous nous limiterons dans la sphère géographique à la sous-sphère de la géographie sociale. Nous nous inspirerons particulièrement à la fois des travaux de Di Méo (1996 et 2001), de M. Le Berre (1995), de G. Dupuy (1995) et de la Journée Régionale de l'Association des Ruralistes Français (ARF) de 1997.

A l'origine, le terme territoire qui provient du latin *territorium* veut dire morceau de terre approprié (LE BERRE, 1995, p. 602). De sa première conception juridique qui fut à l'époque exclusive et où il impliquait les idées de domination, d'aire et de limite, le territoire a atteint les sciences sociales et humaines en passant par l'éthologie.

D'une façon générale, en géographie sociale, le territoire est défini comme la portion de la surface terrestre approprié par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux (LE BERRE, 1995, p. 606). Le territoire de la filière porcine camerounaise équivaldrait ici à l'ensemble des endroits utilisés par ses acteurs pour produire, transformer et distribuer le porc. Dans ce sens, il comprendrait les porcheries, les marchés, les abattoirs et les voies de communication empruntées par ces acteurs. Cette définition révèle l'aspect visible et concret du territoire (de cette filière), celui qui est facile à vérifier. Mais, autant elle servira dans sa délimitation, autant elle semble figée, sans vie, formée de morceaux ou de portions d'espaces éparses sans liaisons *a priori* les un(e)s avec les autres. Des portions d'espaces qui sont sans contiguïté ni continuité entre elles. A cet effet, la définition que donne Piveteau du territoire semble intéressante, car elle vient pallier cette lacune. Pour lui, c'est un « espace de commutation-disjonction, d'interactions commensales et symbiotiques -vital-entre un certain nombre d'êtres vivants, (...) un périmètre repéré et géré (qui) implique l'idée d'une continuité qui se concilie avec une inscription radique au sol » (J.L. PIVETEAU, 1991, cité par DI MEO, 1996, p. 22). En plus, Piveteau ajoute un élément nouveau, les interactions entre les êtres vivants et rejoint pour ainsi dire Di Méo qui affirme que le territoire est l'espace des relations sociales où l'individu connaît, se reconnaît et est reconnu sans effort (DI MEO, 1996, p. 31). Di Méo pousse encore un peu plus loin son analyse lorsqu'il atteste que le territoire réunit à la fois les notions d'espace social et d'espace vécu auxquelles s'adjoint quatre significations :

- Il décrit en se fondant sur les données spatiales de la géographie, l'insertion de chaque sujet dans un ou plusieurs groupe(s) de référence ; parcours au bout desquels se construit l'appartenance ou l'identité collective. C'est une expérience concrète de l'espace qui conditionne aussi notre rapport aux autres.
- Le territoire est un mode de découpage et de contrôle de l'espace garantissant la spécificité et la permanence, la reproduction des groupes humains qui l'occupent. Ce volet représente la dimension politique du territoire et illustre la nature intentionnelle de sa création.
- Le territoire a une dimension symbolique parce que aménagé par les sociétés qui l'ont successivement investi. En lui résident certains éléments qui, instaurés en valeurs patrimoniales, contribuent à fonder ou à raffermir le sentiment d'identité collective des hommes qui l'occupent. Aspect du territoire qui appartient à l'ordre des représentations.
- Le territoire inscrit l'action humaine dans un temps long, il en porte ainsi les traces.

La définition ci-dessus énoncée du territoire renvoie à son acception la plus large et la plus globale. Elle révèle son caractère pluridimensionnel. Di Méo affirme qu'il participe de trois ordres distincts :

- L'ordre de la matérialité entendue comme la réalité concrète de la terre d'où le territoire tire d'ailleurs son origine. Il convient ainsi de considérer la réalité géographique du monde, la manière dont la biosphère enregistre l'action de l'homme et se transforme en retour par ses effets. C'est la dimension écologique du territoire qui renvoie à l'espace matériel, le monde objectif. Elle est fonction de la culture, des pratiques économiques et des niveaux techniques.
- Le territoire relève de la psyché individuelle. Dans ce sens, la territorialité s'identifie pour partie à un rapport *a priori* émotionnel et présocial de l'Homme à la terre. C'est la dimension existentielle du territoire, celle qui correspond à l'espace existentiel, l'espace kantien ou « forme pure de notre intuition sensible », représentation et propriété de la conscience dont il fait partie. La conscience détermine notre conception du monde selon Kant (GUETAT, 2006, p. 62). C'est l'approche phénoménologique du territoire, elle est proche de l'espace vécu et renvoie au monde subjectif.
- Il participe de l'ordre des représentations collectives, sociales et culturelles. Ces représentations lui confèrent son sens et se régénèrent au contact de l'univers symbolique, lequel a pour assise référentielle, le territoire. C'est la dimension sociale du territoire. Elle correspond à l'espace social au sens de Durkheim, produit des représentations collectives et de l'action sociale liée aux normes et aux valeurs (GUETAT, 2006, p. 65).

Le territoire suppose donc un espace, des limites et une appropriation qui induit un certain pouvoir. C'est à la fois du concret et de l'abstrait, « un savant mélange de matériel et d'idéal » comme le dit si bien Di Méo (DI MEO, 1996, p. 22).

Si nous suivons le raisonnement de Piveteau et de Di Méo, le territoire de la filière porcine camerounaise serait donc composé de l'ensemble des lieux pratiqués par ses acteurs (espace de vie), des interrelations sociales qui s'y nouent (espace social) et des valeurs psychologiques qui y sont projetées et perçues. Il s'étend alors au-delà des frontières administratives du territoire camerounais, car il comporte des acteurs du Tchad, pays voisin, avec tout ce que cela implique comme interrelations additives (en plus de celles internes établies dans le pays). C'est un territoire produit qui émane à la fois des activités des acteurs de la filière et des interrelations entre eux. La combinaison lieux + activités + interrelations

est en quelques sortes à son origine. Ceci rejoint les affirmations de R. Bages et A-M. Granié pour qui « les réseaux issus des interactions sociales entrent, de même que les catégories d'acteurs et les lieux pratiqués, dans un processus de création de territoire informel parfois différent et plus pertinent qu'un territoire administratif » (BAGES et GRANIE, 1997, p. 7).

Pour autant, il ne s'agit pas ici de parler d'un territoire préétabli, mais d'examiner l'éventualité de la réalité d'une construction territoriale engendrée par la filière porcine camerounaise. Y a-t-il oui ou non production d'un territoire par cette filière ?

3.2. La filière porc au Cameroun construit-elle du territoire ?

Avant toute chose, il convient d'abord de voir comment s'effectue la production d'un territoire.

3.2.1. La construction territoriale

Selon Bages et Granié, « la production d'un territoire s'inscrit dans une temporalité longue et repose sur la valorisation du patrimoine par des stratégies collectives, voire individuelles : elle s'appuie sur l'organisation politique, économique et sociale du territoire » (BAGES et GRANIE, 1997, p. 7). Deux notions apparaissent ici : le temps et la valorisation du patrimoine. Elles montrent que la naissance, la production d'un territoire n'est pas spontanée ni instantanée. C'est un processus qui repose sur des bases déjà acquises, le patrimoine, par sa valorisation. Les manifestations (passées et présentes) ou émanations concrètes et, pourquoi pas, abstraites du territoire, permises par la filière en présence seront donc questionnées. C'est ce qui nous amène à aborder le concept systémique de la Formation Socio-Spatiale (FSS) de Di Méo, car il semble être un outil méthodologique approprié pour la détection des symboles d'un territoire ou pour l'appréhension de la complexité géographique en général. La FSS repose sur le postulat selon lequel, « il existe des unités socio-spatiales significatives, repérables par le faisceau des interrelations qui se nouent entre leur infrastructure géo-économique et leur superstructure politico-idéologique » (DI MEO, 1996, p. 139). C'est une méthode qui empêche de réduire la démarche géographique uniquement à une prise en compte de la nature, de l'économie et des genres de vie. Elle invite aussi à considérer les instances superstructurelles du rapport socio-spatial (le gouvernement des lieux et des hommes, la sphère des représentations, des croyances, des cultures etc.) (DI MEO, 1996, p. 140).

Nous ne pouvons en aucun cas prétendre appliquer une méthode si exigeante comme la FSS à la filière porcine camerounaise de la façon la plus stricte. Nous nous contenterons seulement de l'effleurer.

3.2.2. La Formation Socio-Spatiale appliquée à la filière porcine camerounaise, ou l'émergence d'un territoire ?

C'est la géographie sociale et la géographie économique qui permettent à Di Méo de mettre en place ce modèle ou outil méthodologique d'analyse et d'identification du territoire qu'est la Formation Socio-Spatiale. Il est constitué de quatre (4) composantes ou modalités qui interfèrent en matière de construction territoriale :

- deux instances d'infrastructure, l'instance géographique et l'instance économique
- deux instances de superstructures : l'ensemble des valeurs idéologiques et culturelles qui circulent dans une société et l'ensemble des pouvoirs qui s'exercent en un lieu ou dans un espace donnés.

A. La rencontre avec l'instance géographique

L'instance géographique constitue le substrat du territoire. Elle concerne autant l'ordre matériel des spatialités que celui des représentations et des images. Elle est retrouvée dans les idéologies territoriales et les constructions économiques et politiques qui mettent en jeu l'espace. Pour cela, elle connaît la même ambivalence que le territoire. Cependant, quelle que soit la proportion de sa dimension abstraite, cette instance relève du domaine de l'action. L'espace est matérialité, objectivité, substrat, le support de l'activité de l'homme et en reflète les effets. Si nous devons ramener les choses au niveau de la filière, nous dirions qu'ici, la filière agit sur l'espace, lequel révèle ou manifeste de façon concrète les effets de la filière sur sa « physionomie ». De là naît une certaine appropriation et par suite, un territoire. Parfois, ces effets peuvent servir à construire une identité territoriale. Les expressions privilégiées de cette instance sont constituées par : la *pratique* quotidienne et routinière des lieux qui forment le territoire, les *cartes* et autres représentations planimétriques de l'espace (plans, croquis, schémas divers de localisation) qui décrivent le territoire et le donnent à voir et les *paysages* qui le symbolisent (DI MEO, 2001, p. 169).

Les *pratiques* de l'espace et des lieux concernent les espaces de vie, les déplacements individuels, les cheminements et les pratiques routinières de la vie quotidienne. La *carte* symbolise l'espace géographique et parfois le territoire. Elle le met en scène et en donne une image. Comme le dit Di Méo, « la carte associe des lieux, par nature séparés et distincts, dans un même contexte visuel d'illusion de l'unique » (DI MEO, 2001, p. 185). Le *paysage* est une vue d'ensemble d'une région ou d'un site (LAROUSSE DE POCHE, 2006, p. 591). Il inclut à la fois l'idée d'étendue d'un pays, d'une chose vue ou alors celle d'un « ensemble », d'une unité d'objets rassemblés dans un même et unique coup d'œil (DI MEO, 2001, p. 190).

Les pratiques spatiales de la filière porcine camerounaise permettent la matérialisation objective de certaines structures comme les porcheries, les aires de commercialisation (marchés) et les abattoirs. Elles permettent aussi la mise en relation des différentes régions de l'ensemble du territoire à travers les multiples déplacements que la réalisation des activités de cette filière impose à ses acteurs. Plus précisément, les activités des acteurs de la filière porcine camerounaise font intervenir plusieurs lieux et des espaces divers. L'approvisionnement des marchés en porcs et en viande porcine provoque des déplacements qui les obligent à visiter des endroits, des espaces aussi différents que nombreux et qui vont même au-delà des limites de l'étendue du territoire national. Des lieux qui, à l'origine n'avaient rien à voir ensemble sont mis en relation et « communiquent » en quelques sortes grâce aux cheminements (ou déplacements) des acteurs. Des ponts s'établissent entre eux. La filière devient à la fois le centre fédérateur ou générateur de lieux ou aires des pratiques spatiales et celui de convergence de milieux, lieux de multiples échanges, ce qui rentre dans le cadre de la construction territoriale. La figure 9 essaie d'en faire une illustration.

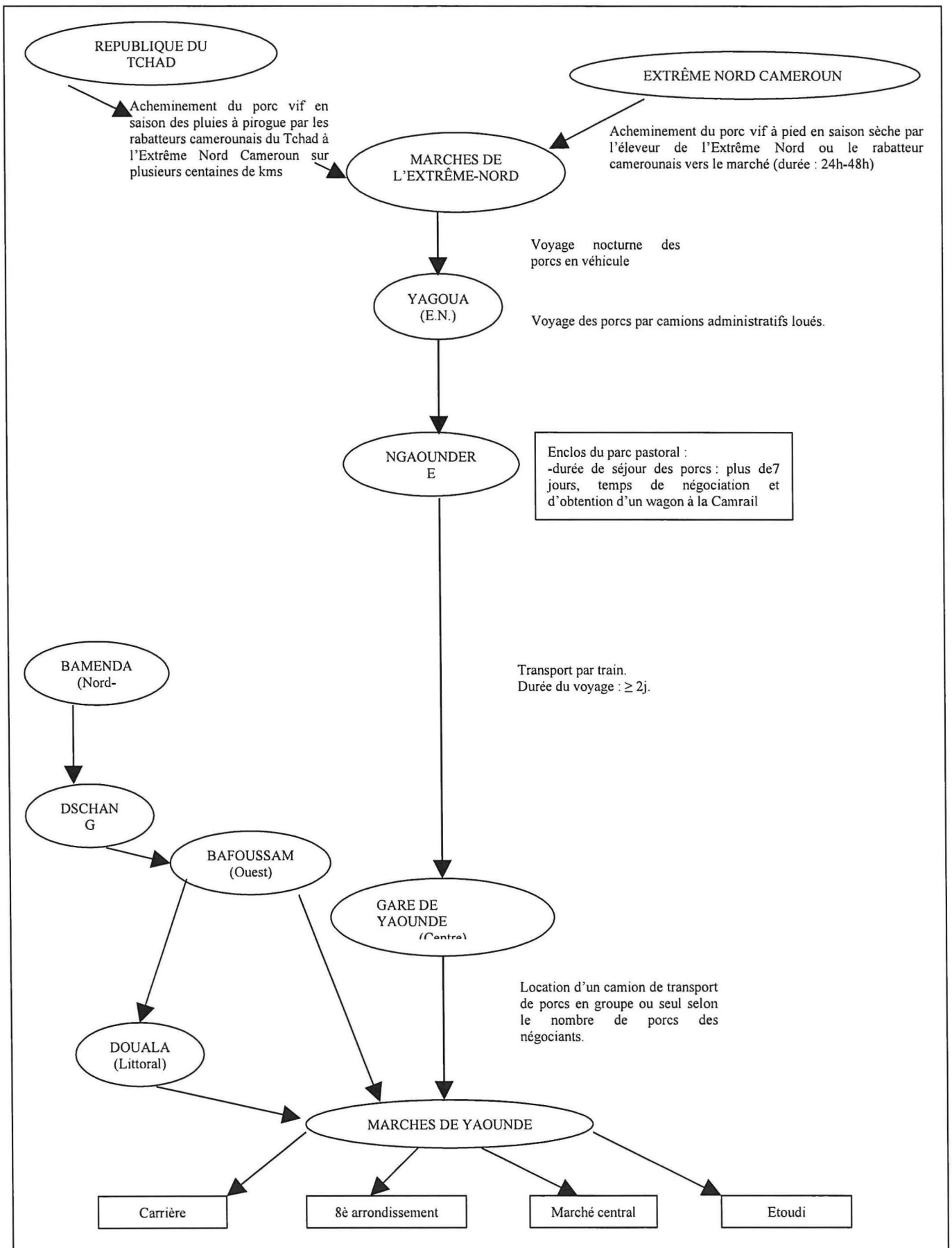


Figure 9 : Le territoire de la filière porcine camerounaise (Source : Conception personnelle)

D'un autre côté et nous l'avons vu précédemment, l'instance géographique concerne aussi les paysages. Elle semble même renvoyer à la dimension écologique d'un territoire. Dans ce sens, l'élevage porcin au Cameroun est prédominé par des pratiques extensives : action de l'homme très limitée, techniques d'élevage rustiques, l'animal est en fusion avec la nature parce que y divagant à la recherche d'aliments. Il est presque livré à lui-même. Dans ce contexte, à la fois l'univers spatial subit peu l'action humaine et donc les effets sont moindres, voire absents, à la fois il en subit les conséquences découlant de ce qui semble s'apparenter à l'« inactivité de l'homme ». Lorsque les règles d'hygiène et de salubrité ne sont pas respectées tout le long d'une filière, de la production (absence de recyclage des déchets, absence ou mauvais ensevelissement des animaux morts ...) à la distribution en passant par la transformation (abattoirs insalubres, mal aménagés, abattages non organisés ...), aucun doute ne résiderait quant aux répercussions sur la nature et donc forcément sur l'espace substrat, support de toute activité humaine. Il reçoit à coup sûr, les méfaits de la pollution. Pris sous cet angle, nous nous attendons à des effets négatifs de cette filière sur la physionomie spatiale du territoire. Mais si nous considérons par exemple que le purin de porc est utilisé par les agriculteurs comme engrais pour amender leurs champs, il apparaît ici un effet positif de la filière sur le substrat spatial : la résurgence d'un paysage façonné par l'homme, encouragé ou soutenu par la filière même si ça n'est que d'une manière qui semble indirecte. C'est le cas de tous ces paysages permis par l'agriculture maraîchère périurbaine qui utilise les fèces de porcs comme engrais. Mais, le purin de porc est-il le seul engrais utilisé dans cette agriculture périurbaine ? Peut-on affirmer sans risque de se tromper que l'émergence de ces paysages est le seul fait de cet engrais naturel et auquel cas, une émanation ou une manifestation concrète du territoire de la filière porcine ?

B. Filière porcine camerounaise : un système productif pour quelle territorialisation ?

Si le territoire est généré par sa face géographique, il n'en est pas moins par celle économique. Les questions qui guideront le fil de notre raisonnement dans ce paragraphe portent sur les rapports de la filière porcine camerounaise à l'espace en tant que système productif et les processus de territorialisation qu'il engendre. A quel système productif correspond cette filière ? Ce système produit-il des formes de territorialisation ? Si oui, lesquelles ?

L'instance économique renvoie à l'organisation spatiale de la production et des marchés. Elle comprend les réalisations matérielles et les aménagements qui résultent de tout travail humain (soit une part essentielle du paysage et de l'espace géographiques) comme l'instance géographique. Elle comprend aussi l'ensemble des effets spatialisés de conditionnement et de contrainte économique qui pèsent sur les individus vivant en société. Ce que Di Méo qualifie d'« injonctions muettes et concrètes qui naissent de la configuration géo-économique des lieux comme des nécessités du travail » (DI MEO, 2001, p. 156). Ce sont : la route et les moyens de transport indispensables ou incontournables entre les espaces de vie, les rythmes auxquels nous soumet l'organisation du travail ou, par défaut, l'absence d'emploi.

Di Méo distingue trois époques qui correspondent à des modèles de production (les périodes pré-fordiste, fordiste et post-fordiste) et qui sont marquées chacune par des processus de territorialisation. Sans vouloir se lancer dans leur analyse, il convient tout simplement de

chercher à quel modèle de production équivaut la filière porc au Cameroun et si possible, les processus de territorialisation engendrés.

D'une manière générale, la filière porcine camerounaise est caractérisée par des unités de production de petite taille dispersées à travers le territoire dans des exploitations majoritairement de type familial. A l'exception de la province de l'Ouest où l'élevage porcin est presque une culture et où la fréquence des porcheries semble élevée, nous ne saurions parler d'une concentration spatiale quelconque caractéristique d'une zone précise pouvant induire des phénomènes de territorialisation concrets du type des « pays noirs » de la période préfordiste. Ceci touche bien tous les autres niveaux de la filière. Certes, il existe des abattoirs, des marchés de porcs dans les grandes villes comme Yaoundé, mais leur répartition est faite d'une manière éparse que l'on ne saurait dire qu'elle façonne l'espace au point de lui attribuer une certaine identité territoriale. La filière est marquée par une insuffisance, une défaillance, parfois une absence totale de moyens et d'infrastructures de communication (routes, chemin de fer, train etc.) qui rend difficile l'approvisionnement des grandes villes du pays en viande porcine. On y remarque aussi une faible accumulation du capital, une absence d'externalisation des fonctions et de tertiarisation des activités. L'expression du déploiement spatial des stratégies et d'organisation à laquelle obéit la nouvelle conception du territoire de notre époque contemporaine néofordiste apparemment, n'y trouve aucun refuge. La filière porcine camerounaise semble plutôt correspondre à un modèle de production de type préfordiste sans façonnement spatial, un préfordisme dénué de processus de territorialisation, le « préfordisme aterritorial ».

Les deux instances d'infrastructure forment la substance même, la matérialité du tissu géographique interprétée et transformée par les Hommes au cours de leur histoire. Elles enregistrent son système économique et le donnent à voir au travers de ses manifestations les plus concrètes. Ces deux ordres pourtant différents l'un de l'autre se rejoignent par le fait qu'ils traduisent dans les paysages, les résultats d'une action humaine permanente. Le travail (activité économique et sociale) constitue son agent le plus efficace, le facteur inlassable des aménagements de l'espace car il n'y a pas d'aménagement de l'espace sans travail (DI MEO, 2001, p. 155). Mais, qu'en est-il de l'idéal, de l'aspect immatériel de notre outil méthodologique ?

L'aspect immatériel relève des instances de superstructure qui renvoient à l'idéologie et au pouvoir. C'est le domaine des « non évènements », des schèmes culturels, des idées et des croyances, des décisions, des effets d'autorité et de domination. Ces deux instances entretiennent d'étroites liaisons avec les formes concrètes de l'infrastructure (DI MEO, 2001, p. 156). Ces « non évènements » conditionnent le réel dans ses formes spatiales, dans ses institutions et dans ses rapports sociaux, mais relèvent de l'ordre de l'abstraction (DI MEO, 2001, p. 160). Il n'est pas facile de se représenter les deux instances de superstructure. Il faut les imaginer dans l'esprit de chacun, sous la forme de valeurs culturelles, de croyances, de mœurs, d'habitus et d'habitudes collectives plus ou moins vifs ou présents, inculqués ou rappelés, ressassés en permanence par l'œuvre inlassable des appareils idéologiques (écoles, médias, églises, entreprises, administrations, organisations politiques et associations, police, justice, armée ; toutes les institutions de caractère social) (ALTHUSSER, 1970 cité par DI MEO, 2001, p. 157). La tâche sera donc ardue. Dans les lignes qui suivent, nous essayerons seulement d'effleurer ce monde abstrait, car il serait prétentieux d'affirmer ici que nous examinerons de fond en comble les méandres de cet univers immatériel.

C. Pouvoirs dans la filière et configurations spatiales

L'instance des pouvoirs ou l'instance politique selon Di Méo recouvre tout ce qui concerne la manifestation, l'organisation et la représentation du (ou des) pouvoir(s) dans un espace donné. Cependant, cette instance ne saurait présider toute seule à la naissance, puis au développement de tout territoire géographique. Elle fait partie des éléments majeurs qui participent à cette œuvre, au même titre que le système économique, les idéologies et les valeurs sociales, la substance et les formes de l'espace. Il admet par la suite que le pouvoir tisse du territoire. Di Méo donne deux sens à l'instance politique. Le premier ayant trait aux organisations spatialisées qui résultent du pouvoir institutionnel, sous toutes ses formes : de l'Etat aux collectivités locales, des appareils idéologiques publics ou parapublics (écoles, administrations publiques, églises etc.) aux organisations économiques et sociales privées (entreprises, syndicats, associations etc.). Le second concerne les dissymétries et les déséquilibres dans les relations sociales et spatiales, lesquels caractérisent et accompagnent le quotidien de toute société civile ou de toute communauté politique. Toute relation est un champ de pouvoir et le pouvoir se manifeste dans tout échange ou communication. La langue devient alors l'un des outils majeurs du pouvoir territorial. Elle définit et renforce le phénomène identitaire et peut devenir un redoutable instrument de domination (DI MEO, 2001, p. 248). C'est le cas de certaines langues qui parce qu'elles sont dites supérieures entraînent la frustration des groupes « dominés » par rapport à l'utilisation de leurs propres langues, langues auxquelles on accole la dénomination de « patois ». On voit aussi ce type de pouvoir détenu par les courtiers, seuls intermédiaires entre éleveurs et négociants pour la négociation des prix des porcs dans la sous-filière du Grand-Nord et ce, grâce à leur maîtrise de la langue du terroir. Ils deviennent ainsi des collaborateurs incontournables pour les négociants dans l'achat du porc dans le septentrion.

Le pouvoir est un terme polysémique atteste Di Méo. C'est d'abord la capacité d'agir, c'est-à-dire l'aptitude humaine à mener une action. Ce qui renvoie à la capacité de l'homme à libérer une énergie qui affecte conjointement les autres et l'espace. C'est aussi « l'autorité, la puissance, de droit ou de fait, détenue sur quelqu'un ou sur quelque chose » (LAROUSSE DE POCHE, 2006, p. 636). Définition qui a le mérite d'évoquer la dissymétrie qui existe dans tout rapport social qu'il soit familial, amical, amoureux, professionnel, religieux, ethnique etc. Le travail qui nous revient ici est de voir dans la sphère relationnelle de la filière, les différentes formes de pouvoirs qui s'y exercent (étant entendu que tout échange, toute relation est empreinte d'un enjeu de pouvoir) et les divers types de constructions territoriales qu'elles instaurent.

Selon Claval, le pouvoir existe sous quatre formes qui s'accompagnent chacune de constructions territoriales (CLAVAL, 1979 cité par DI MEO, 2001, p. 252) :

- le « *pouvoir pur* » : il correspond à une relation dissymétrique entre celui qui commande et celui qui obéit. Ici, le donneur d'ordres dispose de tous les moyens, y compris de la force, pour assurer leur exécution. Nous pouvons citer à l'échelle des Etats, les exemples de la tyrannie et la dictature et à l'échelle locale ou domaniale, l'esclavage, le servage, le patriarcat etc. La pratique du « pouvoir pur » impose à ses titulaires la mise en place d'instruments permanents de contrôle des individus et des groupes qu'ils assujettissent. Le contrôle renvoie à la fois à la surveillance et à la vérification d'une part et à la maîtrise et à la domination d'autre part. C'est un pouvoir despotique. Les sociétés régies par le « pouvoir pur » sont caractérisées par un maillage territorial rigoureux et un contrôle socio-spatial compartimenté. L'espace est organisé sous forme de circonscriptions territoriales délimitées par des frontières étanches, chacune faisant l'objet d'une identification parfaite et dénommée par un

nom propre. Cette structuration socio-spatiale renvoie à une conception hiérarchique des échelons de l'administration et du pouvoir politique. La constitution des centres urbains, politiques et administratifs sur lesquels se greffent d'autres fonctions de caractère économique et social comme les préfectures et les chef-lieux de départements sont autant de types d'organisation de l'espace obéissant au « pouvoir pur » bien que retrouvés dans la plupart des pays y compris dans ceux les plus démocratiques. On rencontre ce type de pouvoir entre l'administration et les acteurs de la filière lorsqu'il faut payer des taxes vétérinaires imposées par les premiers aux seconds sans véritable contrôle de l'animal au préalable.

- *l'autorité* est le droit ou le pouvoir de commander, de se faire obéir (LAROUSSE DE POCHE, 2006, p. 62). Di Méo la définit comme « la reconnaissance, par les personnes dominées de la légitimité du pouvoir qui s'exerce sur elles » (DI MEO, 2001, p. 253). Elle découle d'un libre consentement à l'obéissance résultant soit de l'appréciation idéologique du caractère naturel du pouvoir, soit d'une sorte d'abandon raisonné de la liberté, échangée en contrepartie par la sécurité, la protection des personnes et des biens, d'avantages économiques ou symboliques etc. (DI MEO, 2001, p. 253). A titre illustratif, font partie de cette catégorie de pouvoir, tous les régimes politiques fondés sur les bases d'un contrat social (ex : monarchies constitutionnelles, républiques) et certains rapports sociaux de proximité comme ceux du maître et de l'élève, du patron et du salarié et certains liens familiaux entre parents et enfants. Les constructions spatiales induites par ce type de pouvoir sont ambiguës (WEBER, 1971, cité par DI MEO, 2001, p. 257). L'autorité n'exige jamais de maillages spatiaux aussi rigoureux, continus et coercitifs que le « pouvoir pur », mais les utilisent en tant que modèles géographiques d'organisation du territoire. Ceci d'une part à cause de la commodité de ces maillages et de leur nature égalitaire, d'autre part grâce à la valeur symbolique du territoire que délimite toute maille. Nous pouvons citer l'exemple des découpages territoriaux hiérarchiques de l'Eglise catholique (paroisse, archidiaconé, évêché etc.) auxquels elle inculqua la notion de la compétence territoriale d'une autorité dans les limites d'un bornage. C'est aussi le cas de l'autorité charismatique (autorité qui repose sur le prestige d'un chef ou d'une lignée) qui ne s'exerce que sur de médiocres étendues, pas forcément délimitées avec rigueur. Réduction de la portée géographique qui découle de la nécessité d'une relation directe du leader avec les masses dans ce type de pouvoir (DI MEO, 2001, p. 257).
- les « *jeux d'influence* » et la « *domination inconsciente* » : Selon Di Méo, les « *jeux d'influence* » concernent « toutes les idées, croyances et représentations que diffusent, dans le corps social, des appareils idéologiques variés forgeant ainsi le sens moral et les valeurs d'une société territorialisée » (DI MEO, 2001, p. 254). Ils ne s'exercent jamais par la violence, mais à travers la séduction et la persuasion, parfois par la manipulation et la corruption. Ceci, que ce soit de manière explicite ou insidieuse. La « *domination inconsciente* » relève du domaine de l'inconscient. Des rapports interpersonnels affectifs (familiaux, amicaux, passionnels) ou de l'ordre de la reconnaissance, voire du clientélisme débouchent parfois sur des effets de « *domination inconsciente* » non perçus de façon claire par les acteurs en cause. Elle peut engendrer diverses formes de territorialité locale. A titre d'exemple, en zone rurale, lorsque des enfants atteignent l'âge adulte et qu'ils se marient, ils reçoivent souvent en guise de don, une parcelle de terrain et diverses autres formes d'aides de leurs parents agriculteurs ou propriétaires fonciers. On assiste ainsi à un renforcement des localités territoriales où règne un sens familial assez marqué issu à la fois

d'influences affectives, sociales, économiques et financières quelque fois assimilables à des formes diffuses de pouvoir. Ces agrégats de localités territoriales sont souvent le siège de la domination inconsciente des aînés (DI MEO, 2001, p. 254). L'entreprise exerce un pouvoir réel, une influence ou une domination implicites sur les travailleurs et sur leurs familles en s'imposant d'une manière ou d'une autre dans leur vie privée. Celle-ci peut aussi influencer leurs comportements syndicaux et politiques (DI MEO, 2001, p. 259). La richesse économique entretient des liens très étroits avec le pouvoir, d'une manière générale. Nous pouvons citer l'importance qu'a la fortune, qu'elle soit personnelle ou appartienne à des puissances de l'argent, lors des campagnes électorales dans les démocraties libérales d'aujourd'hui. Dans un autre domaine, celui du marché, Di Méo trouve que les lois du marché provoquent des dissymétries quantitatives et qualitatives de l'offre et de la demande à l'échelle des espaces nationaux ou des grandes aires de libre-échange. Dissymétries qui ressemblent fort bien à des formes de pouvoir et de domination, à des jeux d'influence territorialisés. Le marché exerce toujours un pouvoir sournois aux consommateurs. Il leur impose l'achat de telle ou telle catégorie de biens plutôt qu'une autre ou il les prive d'un produit qu'ils convoitent instituant ainsi une situation de pénurie. En amont du marché, le mode production d'une société (c'est-à-dire la façon dont elle s'organise pour produire) secrète un maillage territorial (économique, administratif et politique) spécifique, adapté à ses exigences de contrôle social. Di Méo cite l'exemple des fiefs régionaux et ou provinciaux qui furent favorisés par le mode de production féodal. Le mode de production capitaliste contemporain qui vise à briser les frontières commerciales (et parfois politiques) permettant l'optimisation des profits du capital à travers les économies d'échelles et la suppression de toutes les entraves à la liberté du commerce ou au mouvement des capitaux, de l'information ou des Hommes (DI MEO, 2001, p. 261).

Dans l'ordre des relations qui partent du territoire vers la filière, nous définissons les relations d'influence des acteurs locaux, acteurs territoriaux (administratifs, associatifs privés) sur la filière. Lors de l'étude du fonctionnement de ce système filière porcine, nous avons vu que l'environnement institutionnel, malgré son souhait de se « libérer » de lui par la création des interprofessions, n'est pas encore arrivé au résultat escompté et continue à présider à la destinée de cette filière. Le MINEPIA est l'organe central qui édicte la conduite à suivre. L'Etat définit toutes les grandes lignes à suivre en matière d'élevage en général et celui du porc n'y échappe pas. Il est à la fois prescripteur et contrôleur. Il a le droit ou le pouvoir de commander et de se faire obéir. Le pouvoir ici est de l'ordre de l'autorité. Il est bien vrai que cette autorité n'est pas toujours respectée (existence des abattoirs clandestins, refus d'occupation des marchés officiels etc.) et que parfois, elle ne s'exerce pas tel qu'il faut (contrôles vétérinaires véritables inexistantes parce que bafoués par les agents institutionnels eux-mêmes, insuffisance de personnel etc.), mais cela n'enlève en rien sa réalité concrète. Comme nous l'avons vu précédemment, l'autorité n'exige pas *a fortiori* de maillages territoriaux, mais utilise ceux induits par le pouvoir pur. Le maillage « filière porcine du Grand-Sud » et « filière porcine du Grand-Nord » du système filière porcine camerounaise pourrait peut-être être comparé à un maillage du type « archidiocèse » à la tête duquel se trouverait l'Etat bien qu'il n'émane pas de ce dernier.

Pour les relations des organismes privés (cités précédemment) sur la filière, il nous semble assez hasardeux d'en parler ici, n'ayant pas de données précises sur les rapports exacts que ceux-ci entretiennent particulièrement avec la filière porcine. Il nous a seulement été rapporté que ces organisations ont pour vocation le développement rural et la vulgarisation pastorale de

façon générale. Cependant, la littérature nous révèle que les rapports entre les ONG et les populations s'inscrivent dans la réalité dans un contexte de double concurrence : entre elles-mêmes pour le contrôle de zones ou de formes d'activité jugées intéressantes pour les bailleurs de fonds et entre fractions de la population pour la « captation » directe des aides extérieures (GUILLERMOU, RECMA N° 298 p. 29). Ceci suppose un vaste champ relationnel jalonné de ruse, de corruption, de séduction, de persuasion, voire de manipulation répondant au registre des jeux d'influence. Dans les rapports ONG/population semble parfois se glisser un certain paternalisme conduisant le paysan à une position d' « assisté », signe d'une domination inconsciente des ONG sur la population. Cet enchevêtrement de relations semble aboutir à l'élaboration de réseaux associatifs plus qu'à des territoires en tant que tels.

Entre les acteurs directs de la filière résident des relations de dépendance, de domination, de concurrence, de complémentarité, familiales, de solidarité, de confiance qui semblent relever de la domination inconsciente et du jeu de l'influence. Mais, ont-elles une incidence territoriale ou alors sont-elles plutôt régies par des structures qui renvoient plus à des réseaux qu'à des territoires ? Auquel cas, cela rejoindrait l'avis de Di Méo selon lequel, les jeux d'influence et de domination inconsciente, contrairement au « pouvoir pur » et à l'autorité, s'appuient beaucoup moins sur des territoires que sur des réseaux associatifs, politiques, familiaux ou économiques (DI MEO, 2001, p. 259).

A la différence des deux premières formes de pouvoir où l'on retrouve une dissymétrie absolue des rapports sociaux qui d'ailleurs est ressentie et plus ou moins admise par les acteurs dominés, les deux derniers types de pouvoir présentent une dissymétrie plus modérée, voire clandestine et occulte (DI MEO, 2001, p. 253).

D. Un secteur idéologique peu marqué, mais existant

L'instance idéologique est le creuset de la mémoire. Ce sont les représentations du monde et de la société que partagent les membres d'un groupe humain localisé qui nous intéressent ici (DI MEO, 2001, p. 158). Il s'agit des concepts, des images, des symboles, des mythes ou des légendes qui habitent nos esprits et qui constituent les fondements de notre vie sociale et de notre identité territoriale. Tous ces types de représentations, parce que création de l'esprit de l'homme sont influencées par son milieu socioculturel et ses conditions objectives d'existence (DI MEO, 2001, p. 232).

Les concepts renvoient à la capacité de comprendre et d'expliquer les choses. *Les images* sont des répliques ou des évocations mentales d'objets, de lieux ou de situations, absents à nos yeux et à nos sens lorsque nous les produisons. *Les symboles* quant à eux réfèrent aux images qui jouent le rôle de signes, d'indices annonçant la présence d'autres choses, d'autres phénomènes concrets ou abstraits. C'est l'exemple d'un paysage ou d'un objet patrimonial (église, monument) qui évoque telle ville ou tel territoire (DI MEO, 2001, p. 233). *Les légendes* enfin sont des « récits merveilleux où les faits historiques sont transformés par l'imagination populaire ou l'invention poétique » (LAROUSSE DE POCHE, 2006, p. 466). Ce sont des récits identitaires transmis de génération en génération ayant un contenu profane. Mythes et légendes fondent les territoires, elles contribuent à leur ancrage dans une sorte d'inconscient collectif fictif et leur spatialité efface la temporalité (DI MEO, 2001, p. 233).

Comme il l'a été dit précédemment, ce secteur relève des représentations que se font les individus ou des groupes des choses, ce qui le rend difficile à cerner. Il convient ici de procéder à des entretiens avec les acteurs directs et indirects, consommateurs ou non de porc

pour saisir les représentations qu'ils se font du porc ou de sa filière. Concepts, images, symboles, mythes ou légendes liés au porc existent-ils au Cameroun ? Contribuent-ils en plus à la structuration d'un territoire produit par la filière ? En d'autres termes, existent-ils des informations abstraites et des réalités tangibles quotidiennement repérables au gré des pratiques de l'espace, susceptibles de nourrir un minimum d'identité territoriale dérivées de la filière porcine au Cameroun ? Autant de questionnements qui mériteraient d'être approfondis dans le cadre de travaux ultérieurs tel qu'une thèse.

Néanmoins, malgré la répartition irrégulière de la production porcine dans les dix provinces du pays et surtout la supériorité du poids de la production du Grand-Sud sur le Grand-Nord, il existe des particularités dans cette filière qui semblent relever du domaine de l'identité territoriale. Le porc du septentrion a ses caractéristiques propres et induit aussi des utilisations qui lui sont propres et qui font de ce porc, « le porc du Nord », représentant ainsi toute une région. De même, dans la partie Sud de ce système filière, il existe « le porc Bamiléké » qui joue le même rôle dans la plus grande région productrice sudiste de porc et même du territoire camerounais tout entier, la province de l'Ouest. D'ailleurs, certaines expressions de ce terroir comme « *Dschang Kuna* » (le porc de Dschang) sont parfaites pour étayer ces propos. Même s'il n'existe pas de marqueurs idéologiques uniques qui caractérisent l'ensemble du système filière porcine au Cameroun, ces expressions jouent un rôle non négligeable dans l'identification du porc. Un rôle qui élargit son importance, car il agit sur le prix, la qualité et donc la préférence du consommateur. Les propriétés du « porc du Nord » font partie des raisons qui ont accentué les déplacements Sud-Nord des acteurs de ce système. Les expressions « porc du Nord », « porc Bamiléké » semblent symboliser chacun des deux sous-systèmes filières porc du Cameroun.

A la fin de cette analyse, il apparaît que la filière porcine camerounaise semble produire du territoire qui va au-delà des limites administratives du pays. Un territoire qui émane à la fois des acteurs, de leurs activités, du réseau des interactions sociales qui gravitent autour de la filière, des lieux et des espaces pratiqués par ces acteurs. C'est un territoire qui relève à la fois du concret et de l'abstrait. Le territoire ici n'est plus l'unique étendue et support de localisation, mais un construit d'action collective. C'est la résultante d'interrelations entre les acteurs instituant un processus dynamique territorial (BESSIERE, 1997, p. 168). Seulement, ce territoire joue-t-il un rôle dans le fonctionnement, la solidité et le maintien de l'équilibre systémique de la filière porcine camerounaise ?

Chapitre 4.

Peste porcine africaine et répartition géographique de la production : une délocalisation qualitative pour quelle résilience ?

C'est le deuxième aspect de cette approche géographique. Comme nous l'avons annoncé précédemment, l'objectif visé dans cette section est de voir les changements induits par cette épizootie sur la géographie de la production porcine dans le territoire national. Y a-t-il eu mutation des territoires de production ? Si oui, cette mutation peut-elle avoir été faite pour une adaptation ? Si non, par quel(s) autre(s) voie(s) l'adaptation s'est-elle effectuée ? « L'efficacité d'un système est dans son dynamisme ou dans sa force de résistance » dit F. Auriac (AURIAC, 1983, p. 130). Le système filière porcine camerounaise recèle-t-il en lui une puissance ou une force de résistance capable de faire face aux assauts répétés d'une conjoncture sanitaire (voire économique) « acharnée » à sa perte ou à sa transformation totale ? A travers le concept de résilience, nous essayerons d'apporter des éléments de réponse à ces questionnements. Mais, parlons d'abord de la peste porcine africaine au Cameroun.

4.1. La Peste Porcine Africaine au Cameroun : du passé au présent

En 1982, comme nous l'avons si souvent souligné dans ce travail, la PPA atteint le Cameroun et ce, presque simultanément par la province du Littoral (dans le Mounjo) et l'ex province du Centre-Sud provoquant d'emblée des mortalités pittoresques et à des taux très élevés, voisins de 100% (CHABEUF, 1983, p. 16). Sa provenance n'est pas bien élucidée. Pour certains éleveurs, elle a coïncidé avec le retour des sportifs qui avaient participé à une compétition en Angola souvent accusé d'être à l'origine des épizooties développées dans la péninsule ibérique pendant la quinzaine d'années qui a précédé la contagion camerounaise. D'autres éleveurs par contre avaient évoqué avoir constaté des mortalités semblables entre 1968 et 1970. Enfin, des sources l'attribuent à des suidés sauvages (phacochères) auxquels revient un rôle très important dans le maintien en activité du virus (CHABEUF, 1983, p. 17). Toujours est-il que très rapidement, la PPA s'est répandue dans toutes les autres zones d'élevage du Sud géographique du pays. Cependant, lorsqu'elle apparaissait dans une province ou dans une région donnée, elle n'atteignait pas toutes les localités ni toutes les exploitations. Seulement, là où la maladie sévissait, la morbidité et la mortalité étaient proches de 100% (PDFP, 2003, p. 6). C'est dire que sa répartition n'est pas uniforme et certaines exploitations, non touchées à l'époque, sont restées indemnes jusqu'aujourd'hui. Par contre, d'autres ont subi les coups de la maladie à plusieurs reprises. En dehors du taux élevé des pertes en matériel animal, les dégâts atteignent le domaine de la fourniture en intrants alimentaires. La vente des provendes connaît une chute assez élevée qui, dans certaines provenderies, avoisine 80%. En outre, il court à cette époque une rumeur dans la sphère des producteurs selon laquelle, les provendes seraient à ce qu'il semblait la cause de l'introduction de la maladie dans leurs exploitations (CHABEUF, 1983, p.18). Résultat, les élevages décident de vivre en autarcie.

De nombreuses actions de lutte contre la maladie sont donc entreprises par l'Etat. Elles sont d'une manière générale axées sur trois points (LEFEVRE, 1998, p. 7) :

- la réglementation qui permet aux services vétérinaires d'intervenir dans les foyers de maladie et d'y imposer l'abattage des animaux atteints.
- le développement de la fonction diagnostic du Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET) par la formation de certains cadres aux techniques de diagnostic de la PPA
- la sensibilisation des éleveurs de porcs au respect scrupuleux des mesures prophylactiques de lutte contre la PPA.

D'autres actions ont aussi été menées au niveau de la recherche agricole (IRAD). Seulement, cette lutte n'a jamais rencontré de succès, les raisons sont les suivantes :

- le non respect de cette réglementation
- l'effectif insuffisant du personnel du service vétérinaire, son manque de moyens de fonctionnement (moyens de locomotion, matériel de prélèvement, médicaments ou produits de désinfection etc.) et l'éloignement du LANAVET de la zone de l'enzootie
- la prédominance des élevages extensifs où la divagation des porcs règne en maîtres mots. Lesquels sont ainsi mis en permanence en contact avec des animaux sauvages infestés.

La PPA continue donc encore à sévir au Cameroun. La dernière enquête épidémiologique conduite par la Direction des Services Vétérinaires du MINEPIA fait état d'une incidence élevée (12% des prélèvements effectués ont révélé la présence du virus de la PPA sur les sujets testés) (PDFP, 2003, p. 6). La perte annuelle causée aux éleveurs par la mortalité due à la PPA est estimée à 25 milliards de FCFA (38 109 756 euros) (PDFP, 2003, p. 12).

A l'époque, il existait une barrière sanitaire au Cameroun, la barrière de Mbé. C'était une barrière virtuelle qui interdisait le déplacement des animaux de sa partie nord vers sa partie sud et vice-versa. Il s'agissait de prémunir les ranchs de bovins de l'Adamaoua contre les risques de transmission de maladies par le bétail en provenance du Tchad et du Soudan (AIRAULT, 2002, p. 65). Ainsi, le Grand-Nord semble être resté exempt de la PPA malgré la levée de cette barrière en 2001. L'élevage du porc connaît un certain envol dans cette partie du pays où de 1986 en 1994, on assiste au doublement du cheptel porcin qui passe de 15 000 à 30 000 porcs (NJOYA *et al.*, 1996, p. 7). Par semaine, il arrivait entre 2500 et 3500 porcs à la gare de Yaoundé en provenance du Grand-Nord. En plus, ce porc a eu le mérite de créer un mode de consommation nouveau, la « braise » dans les habitudes alimentaires des populations méridionales, les plus grandes consommatrices de viande porcine au Cameroun. C'est ce qui nous a poussé à penser à un déplacement de la zone de production porcine du Sud (région traditionnelle de production du porc au Cameroun) vers le Nord. Seulement, nous ne devrions pas nous arrêter au stade des pensées, il fallait pour nous vérifier la véracité de celles-ci. Mais avant toute chose, effectuons un voyage dans la sphère de la résilience.

4.2. La résilience

4.2.1. Définitions et origine

Résilience vient du latin « *resilientia* » qui signifie « saut ». Le dictionnaire LE NOUVEAU PETIT ROBERT (2003) le définit par rapport à deux sphères : la sphère de la physique et celle de la psychologie. En physique, la résilience désigne le rapport, exprimé en joules par cm², de l'énergie cinétique absorbée nécessaire pour provoquer la rupture d'un métal à la

surface de la section brisée. Elle caractérise la résistance au choc. En psychologie, elle représente la capacité à vivre, à se développer, en surmontant les chocs traumatiques, l'adversité.

Le terme résilience est à l'origine utilisé par les physiciens, dans le champ de la mécanique et plus précisément en métallurgie. Il y désigne une qualité des matériaux tenant à la fois de l'élasticité et de la fragilité, et qui se manifeste par leur capacité à retrouver leur état initial à la suite d'un choc ou d'une pression continue (COLLIN, 2006, p.1). C'est le degré de résistance d'un matériau soumis à un impact.

La conceptualisation de ce mot est assez récente et est née de la psychologie sociale américaine basée sur une vision optimiste et enthousiaste des choses. La résilience en Amérique est considérée comme une vertu sociale associée à la réussite (TISSERON, 2004 cité par COTTON, 2004, p. 6). C'est un processus de bonne adaptation face à l'adversité, à un traumatisme, une tragédie, une menace quelconque ou toute autre source de stress tels que les problèmes familiaux et relationnels, les problèmes de santé, les difficultés d'ordre professionnel ou financier (APA, 2006, p.1). Le concept n'a été que récemment introduit en Europe et plus précisément en France où il doit sa popularisation aux ouvrages de l'éthologue et neuropsychiatre, Boris Cyrulnik. Pour ce dernier, « la résilience définit la capacité à se développer quand même, dans des environnements qui auraient dû être délabrants », « l'art de naviguer dans les torrents » (ANONYME, 2006a, p.2 ; CYRULNIK cité par ANONYME, 2006b, p.1).

Si ce concept est né de la physique, il y a un domaine où il connaît un essor certain, celui de la médecine (surtout en psychologie et en psychiatrie), même s'il s'infiltrerait aujourd'hui dans tous les rouages de la société, ce qui justifie la multitude de définitions dont il est sujet.

La résilience est définie comme « l'aptitude des individus et des systèmes (les familles, les groupes et les collectivités) à vaincre l'adversité ou une situation de risque. Cette aptitude évolue avec le temps ; elle est renforcée par les facteurs de protection chez l'individu ou dans le système et le milieu ; elle contribue au maintien d'une bonne santé ou à l'amélioration de celle-ci » (ANONYME, 2006a, p.1).

Pour Jacques Languirand, c'est « cette capacité que nous avons de rebondir, une qualité que nous devons au fait d'avoir surmonté l'épreuve d'un passé difficile. (...), une qualité utile au point qu'il nous arrive de nous demander comment ceux qui n'ont pas eu à la forger dans l'enfance parviennent à affronter les vicissitudes de la vie » (LANGUIRAND, 2006, p.1).

« C'est un processus d'auto-guérison et de résistance aux maladies, et en particulier aux maladies mentales » explique Jean-Luc Roelandt, un psychiatre (ROELANDT cité par ANONYME, 2006a, p.3).

Dans la langue anglaise, la résilience est désignée par le mot « resiliency » et signifie la capacité de réussir de manière acceptable pour la société en dépit d'un stress qui comporte normalement le risque grave d'une issue négative. Dans ce cas, elle désigne « la capacité pour un sujet confronté à des stress importants au cours de son existence de mettre en jeu des mécanismes adaptatifs lui permettant non seulement de « tenir le coup », mais de rebondir en tirant un certain profit d'un tel affrontement » (ANONYME, 2006a, p. 4).

En écologie, la résilience exprime, d'une part la capacité de récupération ou de régénération d'un organisme ou d'une population, et d'autre part, l'aptitude de l'écosystème à se remettre plus ou moins vite d'une perturbation (à l'exemple de la reconstitution d'une forêt après un incendie) (COLLIN, 2006, p.1). René Dubos, un écologiste va dans le même sens et définit la résilience comme la capacité qu'ont les systèmes vivants de se reconstituer, après avoir subi soit un choc violent, soit un stress continu qui semble les avoir détruits (DUBOS, 1978 cité par DUFRESNE, 2006, p.3).

Une conception voisine de ces deux dernières est retrouvée en pisciculture où la résilience désigne la résistance naturelle d'une race de poissons en fonction de sa fécondité (COLLIN, 2006, p.1).

En informatique, il s'agit de cette capacité d'un système qui lui permet de continuer à fonctionner correctement en dépit des défauts d'un ou de plusieurs éléments constitutifs (COLLIN, 2006, p. 1).

En socio-économie, Gilles Paquet la définit comme étant la capacité de retomber sur pieds, de garder le cap, d'assurer la pérennité d'un organisme ou d'une société, le maintien d'une certaine permanence dans un environnement turbulent (PAQUET, 2006, p.1).

En Amérique et au Canada, les expressions *resilient business* et *resilient community* dont l'apparition est récente, sont utilisées pour désigner la capacité intrinsèque des entreprises, des organisations et des communautés à retrouver un état d'équilibre (soit leur état initial, soit un nouvel équilibre) leur permettant de fonctionner après un désastre ou en présence d'un stress continu (COLLIN, 2006, p.2).

Elles sont innombrables ces définitions. Il serait tout à fait impossible pour nous d'aligner ici toutes les variantes de ce concept qu'est la résilience. Cependant, malgré cette multiplicité de définitions, nous avons pu remarquer qu'elles ont toutes un fond commun qui cependant, les éloigne de la conception initiale de ce concept issue de la physique : la résilience n'est plus une simple résistance au choc, elle s'inscrit dans une dynamique, une évolution. Il s'agit non seulement de pouvoir recevoir un choc, un traumatisme, un stress (...), mais aussi de pouvoir s'en relever pour retrouver l'équilibre initial ou un autre équilibre et de repartir de plus belle, malgré l'adversité. Nous pourrions définir trois temps dans cette entreprise : la réception (du choc, stress ou autre) – la remise sur pied (équilibre initial ou nouvel équilibre)- le nouveau départ (malgré l'adversité). Il ne s'agit pas seulement de sauter, comme le dit la signification latine de ce mot, mais de sauter et qu'en retrouvant la terre ferme, on rejoint un endroit meilleur, qu'on acquiert une certaine expérience du saut en se préparant pour une éventualité prochaine. Il s'agit à la fois de l'acquisition d'une capacité d'adaptation à l'adversité et des moyens nécessaires pour la combattre et d'en sortir. Ceci suppose à la fois des capacités intrinsèques et extrinsèques chez l'individu, la société, l'entreprise ou dans le cas présent, le système. Mais, comment se manifeste la résilience ?

4.2.2. Les paliers de la résilience

Selon Gilles Paquet, un économiste, il y a quatre paliers de résilience en fonction du temps qui, pour nous, correspondraient à quatre formes de manifestations de ce concept : l'autoconservation, l'autorégulation, l'auto-organisation/auto-réorganisation et l'autopoïèse.

A. Autoconservation et autorégulation

C'est la forme de manifestation de la résilience dans le très court terme. On la désigne parfois par le terme d'équilibre stationnaire. Dans ce cas, le choc ramène tout simplement le système inchangé à la position initiale. Gilles Paquet donne l'exemple d'un village immobile où le temps a été aboli et qui est préservé des perturbations importantes. Les chocs en provenance du milieu et de l'environnement sont résolus par de simples jeux mécaniques. Ici, ce sont des automatismes instantanés qui assurent les rétroactions entre offreurs et demandeurs et maintiennent les prix constants (PAQUET, 2006, p.5).

L'auto-conservation en réalité existe sous deux formes (CODUR, 1998, p. 172) :

- une forme passive qui correspond aux systèmes physico-chimiques tels que les cristaux ;
- une forme active qui est caractéristique des systèmes capables de répétition régulière des mêmes mouvements, pourvu que l'énergie nécessaire leur soit fournie. Ici apparaissent les propriétés d'homéostasie, c'est-à-dire d'autorégulation au travers de la rétroaction.

Un système homéostatique est un système ouvert, régi par une ou plusieurs boucles rétroactives négatives liées les unes aux autres et qui ont pour finalité, le maintien des équilibres internes, c'est-à-dire le maintien de l'organisation interne du système. A titre explicatif, la boucle rétroactive négative est l'enchaînement des relations causales qui, à toute modification d'une variable dans un sens, entraîne une variation de cette même variable dans le sens opposé (à la modification initiale) de sorte qu'elle reste toujours dans un intervalle autour d'une valeur d'équilibre. Dans le domaine technique, comme exemples de systèmes homéostatiques, on peut citer l'horloge ou des robots. Il est à remarquer que l'autonomie ici est relative, car le programme d'action de ces objets leur est entièrement extérieur (CODUR, 1998, p. 173).

Les réflexes homéostatiques d'après F. Auriac assurent non seulement la souplesse d'adaptation et de changement aux articulations holoniques, mais aussi irriguent tout le système de l'élément le plus complexe à l'élément le plus simple (AURIAC, 1983, p. 141).

Dans les économies concrètes, l'autoconservation est tout au plus un modèle utile comme point de repère pour définir jusqu'à quel point il n'y a pas autoconservation, un idéal. Les réactions dans les faits se font souvent à retardement, péniblement et les prix ne sont pas toujours constants (PAQUET, 2006, p.5).

Pour Gilles Paquet, les processus de rétroaction n'engendrent pas l'autoconservation. La raison qu'il donne est que, étant soumise à des « malajustements » entre structures, fonctions, technologies et gouvernance à l'interne et à des transformations continues dans l'environnement, une socio-économie concrète ne saurait vivre en vase clos et en équilibre stationnaire. Il n'y a pas autoconservation, mais plutôt autorégulation. Par exemple, le processus de rééquilibrage dans un marché donné jouera de telle manière qu'on aboutira le plus souvent à des niveaux de prix très différents de ceux qui existaient à l'état original (PAQUET, 2006, p. 6). Il rejoint pour ainsi dire la forme active de l'autoconservation selon Codur.

De l'autoconservation, on arrive donc à l'autorégulation qui semble faire corps avec l'homéostasie. Après l'arrivée de la PPA, y a-t-il eu des réactions qui entrent dans le registre

de l'autorégulation dans le système filière porcine camerounaise ? Y a-t-il eu maintien de l'organisation interne du système ?

Dans le système filière porcine camerounaise, comme nous l'avons déjà souligné, l'une des conséquences de l'arrivée de la PPA dans les élevages du Sud est le développement de la production porcine dans le Grand-Nord. Ce développement a amplifié le trajet Nord-Sud du porc et entraîné l'apparition d'un nouveau produit porcine sur le marché, « le porc du Nord » et son corollaire, « le porc braisé » ; un aliment très apprécié par le consommateur. C'est un fait qui apporte une certaine différenciation du produit porcine additionné d'une préférence que l'on pourrait qualifier de mutation qualitative. Ledit développement pourrait s'apparenter à un signe encourageant d'une faculté d'adaptation des acteurs du système. Mais, avoir une faculté d'adaptation veut-il dire s'adapter ? Etant donné que le développement de la filière dont on parle ici s'effectue dans un autre espace avec des acteurs différents (tout au moins au niveau de la production), peut-on parler de résilience dans ce cas ? En outre, ce phénomène à lui seul pourrait-il résoudre le problème de la faible production qui prévaut dans la filière ? L'amplification de la production porcine dans le Grand-Nord réussit-il à résoudre le problème de production de l'ensemble du système ?

D'un autre côté, dans la mesure où les éleveurs qui ont abandonné la porciculture sont nombreux, malgré ce qui semble être une reprise de la production globale et de l'élevage dans le système aujourd'hui [augmentation de la production porcine de 1, 2 millions à 1, 6 millions de têtes de porcs de l'an 2000 en 2004 respectivement (MINEPIA, 2002 p. 10 et KWENKAM, 2004, p. 20)], y est-il déjà possible de parler d'équilibre (entre l'offre et la demande en porc par exemple) ? Rien que cet abandon de l'élevage par certains des producteurs dans le Grand-Sud a remis en cause l'organisation interne du système et compromis le maintien de celle-ci. Au lieu de maintien de l'organisation interne, peut-être devrait-on parler de réorganisation du système tout au plus ?

Une remarque importante est à faire ici : les différents programmes de lutte contre la PPA ont toujours été initiés par l'Etat, un acteur que l'on qualifierait d'indirect et à ce titre, presque externe au système. Ce que nous voulons dire, c'est qu'en dehors des actions gouvernementales, aucune autre n'a été entreprise par les acteurs directs du système eux-mêmes pour lutter contre cette peste. Quel est donc le degré d'autonomie de ce système ? Il est bien vrai que dans l'autorégulation, l'autonomie du système est relative, mais autonomie relative voudrait-il dire manque d'autonomie ? Or, « le système a un pouvoir de commandement dans la régulation », affirme F. Auriac (AURIAC, 1983, p. 194). Le système en présence obéit-il à ce principe ? Ceci repose le problème de la présence indispensable d'un holon dans un système, outil de réajustement des déséquilibres, des changements qui peuvent y survenir suite à des événements ou à des chocs.

B. Auto-organisation /auto-réorganisation

L'ajustement qui permet à un système de survivre passe forcément par l'acquisition de propriétés nouvelles et par la modification de son organisation. Ce type d'ajustement correspond à un réajustement morphologique qui permet au système de maintenir son intégrité. Mais parfois, les processus de réorganisation peuvent s'accomplir de façon organique. Nous pouvons citer la situation où la structure d'une ville se modifie sous les pressions du milieu ou de l'environnement ou un mouvement de réforme est déclenché qui transforme les mentalités (PAQUET, 2006, p. 6). L'auto-organisation est un seuil qualitatif

essentiel parce qu'elle donne au système social la capacité de modifier son organisation interne pour parvenir à ses buts (CODUR, 1998, p. 173).

Certains des buts du système filière porcine du Cameroun pourraient être l'augmentation de la production et l'amélioration de la compétitivité. La lutte contre la PPA serait alors l'un des objectifs dont le système s'assigne pour parvenir à ces buts. Y a-t-il eu modification de l'organisation interne du système dans cette lutte ?

Les actions de lutte contre la peste porcine africaine que nous avons vues précédemment visent essentiellement l'enrayement de la maladie par des méthodes que l'on pourrait qualifier de vétérinaires. Elles sont axées sur l'animal et le germe responsable de la maladie. Dans ce sens, elles ne concernent pas vraiment l'organisation interne du système. Par contre, le développement de la sous-filière du Grand-Nord, l'amplification des déplacements qu'il a induits ainsi que la formation d'une fédération (la FNPC) par les producteurs s'apparenteraient à une nouvelle organisation dans la filière. L'organisation interne du système avant la PPA semble donc modifiée. Mais, par qui est-elle faite ? D'un autre côté, est-on parvenu au but ? L'objectif « vaincre la PPA » est-il pour autant atteint ? Le niveau de production paraît être en amélioration ces temps derniers, en est-il de même pour celui de la compétitivité ? En outre, cette amélioration sera-t-elle continue de telle sorte qu'elle puisse satisfaire la demande ? Dans ce sens, que peut-on dire de la capacité d'auto-organisation du système filière porcine camerounaise ?

C. Autopoïèse

C'est la capacité d'auto-renouvellement, d'auto-crédation et d'auto-reproduction qui permet à une socio-économie de redéfinir continuellement sa propre organisation. C'est le palier le plus complexe de la résilience. Il est de l'ordre du long terme. Il s'agit ici de développer un régime permanent de renouvellement exigeant non pas de changer les règles du jeu, mais de changer les règles qui définissent comment on change les règles du jeu (PAQUET, 2006, p. 6). F. Auriac définit l'autoreproduction d'un système comme « la mobilisation, en permanence, de toutes les ressources internes » (AURIAC, 1983, p. 141). Elle assure l'existence ou la survie du système. Autoreproduction et faculté homéostatique sont inhérentes aux principes de finalité et de fonction holonique (AURIAC, 1983, p.141). Ici, l'autorégulation est programmée de l'intérieur, au travers du code génétique qui permet au système vivant de perpétuer son organisation de génération en génération (CODUR, 1998, p. 172). Dans le cas d'un système économique, le holon pourrait remplir la fonction de pérennisation de l'organisation assurée précédemment par le code génétique. Y a-t-il un outil pareil dans le système filière porcine camerounaise ?

Les divers programmes de lutte contre la PPA ont toujours été initiés de l'extérieur (l'Etat) et pas par un organe constitué par la filière elle-même (à l'exemple des caves coopératives du système vignoble du Languedoc). A chaque fois, si l'Etat n'intervient pas, rien n'est fait. Lorsqu'il a été occupé ailleurs par d'autres secteurs de l'élevage, la filière porcine a souvent été oubliée. Si l'on tient compte justement du fait qu'il existe plusieurs secteurs dans l'élevage, l'Etat peut-il s'en occuper correctement et en même temps ? Est-ce lui qui doit s'occuper de tous les problèmes que va rencontrer cette filière ? N'est-on pas mieux servi que par soi-même ? La filière ne ferait-elle pas mieux de se doter elle-même d'une structure autonome douée de flexibilité, de souplesse, capable de s'adapter aux différents coups (maladie, désastres économiques) subis et de renouveler en permanence son organisation

interne, une structure qui prendrait en compte et résoudrait à temps ses problèmes sans avoir forcément recours à une aide extérieure ?

4.3. Délocalisation et résilience

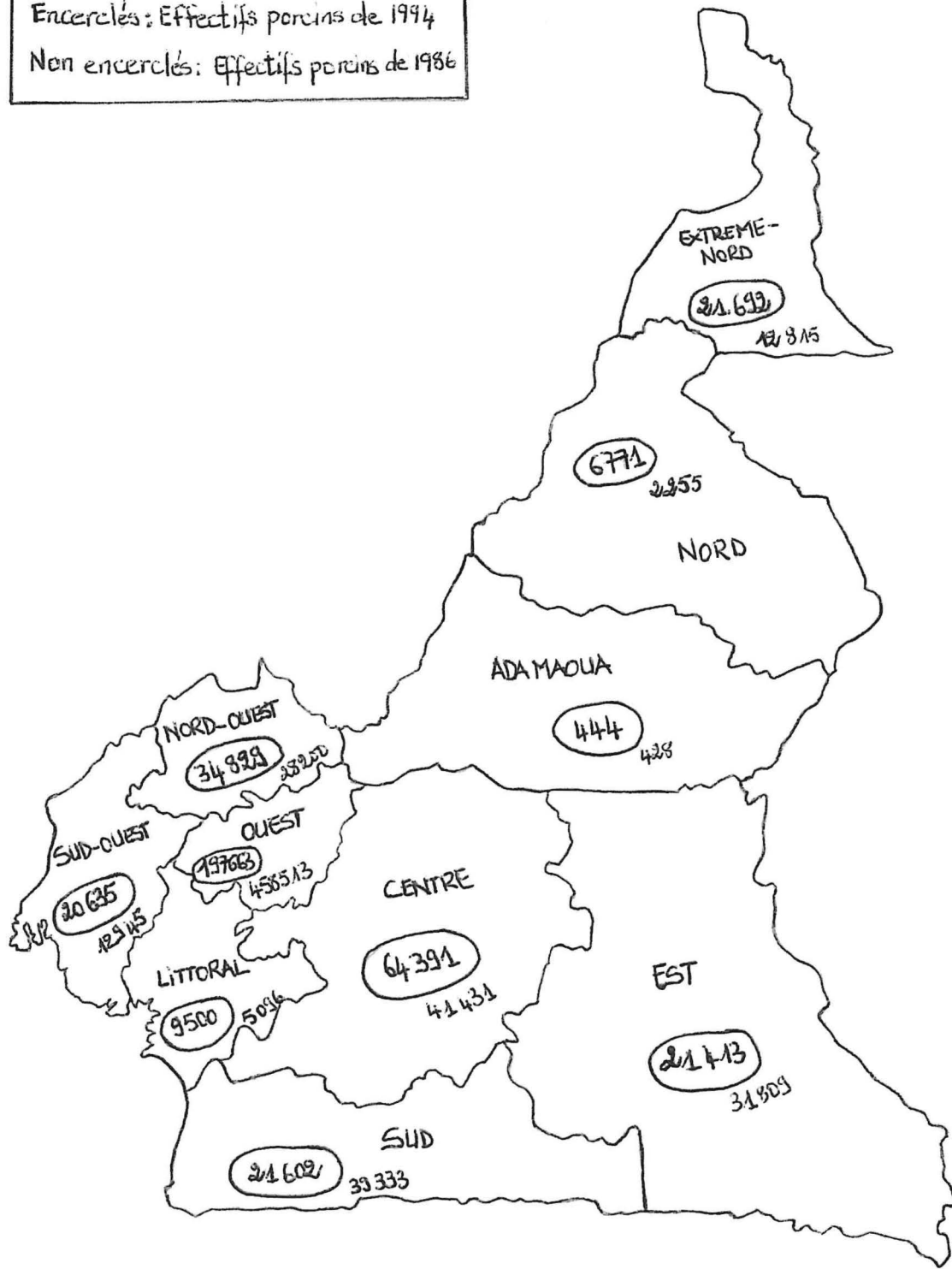
Quelles sont les conséquences de la PPA sur la géographie de production ? Y a-t-il eu délocalisation des zones de production ? Si oui, cette délocalisation pourrait-elle s'apparenter à une sorte de résilience ?

Le caractère endémique de la PPA dans les provinces méridionales a donc encouragé l'épanouissement de la production porcine dans les provinces du septentrion. L'élevage porcin qui était le domaine de prédilection du Sud se trouve obligé de compter avec le Nord dont l'apport était autrefois « négligeable » dans l'approvisionnement des populations en porc et viande porcine. La répartition géographique de la production porcine se trouve pour ainsi dire modifiée : elle n'est plus unipolaire, mais certainement bipolaire (voir carte n° 2). Mais pour autant, y a-t-il eu délocalisation des zones de production du Sud vers le Nord ?

Lorsque nous comparons la production porcine méridionale de 1986 à celle de 1994 [617 327 à 370 033 têtes de porcs (NJOYA *et al.*, 1996 p. 7)], nous constatons que celle-ci, bien qu'ayant baissé par rapport à la période précédant l'arrivée de la PPA, est restée nettement supérieure à celle du septentrion (Voir p. 10). Certaines sources affirment même aujourd'hui que cette production septentrionale serait en diminution, estimant le nombre de porcs qui arrivent à la gare de Yaoundé en provenance du Grand-Nord entre 600 et 1300 porcs par semaine. Comment pourrions nous alors parler de délocalisation ou de mutation des territoires de production dans ces cas ? La mutation des territoires de production aurait pu exister si après la PPA, le Grand-Nord avait fourni plus de porcs que le Grand-Sud. Or, jusqu'à preuve du contraire, le fief de l'élevage porcin semble demeurer méridional. Peut-être pourrions-nous tout au moins parler d'une mutation qualitative comme nous l'avons vu précédemment, mais pas quantitative. Cette mutation n'a pas que le côté positif que nous avons révélé plus haut, elle est à l'origine de l'éloignement des zones de production de celles de consommation. Un éloignement qui a favorisé l'accroissement des difficultés d'approvisionnement de ces zones (dépenses énergétiques, pertes d'animaux, dépenses financières, irrégularité d'approvisionnement).

Le développement de la sous-filière porcine septentrionale, parce qu'elle a coïncidé avec l'arrivée de la PPA dans celle Sud et à son affaiblissement, semble par certains côtés renvoyer à une forme d'adaptation du système, à un saut, mais certainement pas à une délocalisation. Encore que nous ne saurions vraiment pas dire si laisser le mal dans un endroit sans réussir à le soigner et aller résider dans un autre pour y pallier veuille dire le résoudre. Seule la réception du choc semble avoir été respectée, la remise sur pied n'est pas encore atteinte (la PPA continue à sévir dans le Grand-Sud), encore moins le nouveau départ. Certes, les nombreuses actions menées dans le but de la résorption de ce fléau font montre de la combativité des acteurs de cette filière. Mais, suffit-il seulement de combattre pour s'assurer une réussite ?

Encerclés: Effectifs porcins de 1994
 Non encerclés: Effectifs porcins de 1986



Carte n° 2 : Répartition géographique de la production porcine au Cameroun
(Source : Njoya *et al.*, 1996, p.7 et adaptation personnelle)

Chapitre 5.

Hypothèses et méthodologie de recherche

5.1. Méthodologie de recherche utilisée

Jusque là, cette étude a été essentiellement bibliographique. Les différents ouvrages et articles recherchés concernaient les domaines suivants :

- La connaissance du terrain et de l'élevage porcin au Cameroun :
 - la présentation générale du Cameroun
 - l'agriculture et l'élevage
 - l'élevage porcin
 - la filière porcine
 - le secteur sanitaire et la Peste Porcine Africaine
 - importations porcines

- Approche théorique
 - analyse des filières
 - analyse systémique
 - compétitivité
 - territoire et construction territoriale
 - résilience

Ces ressources bibliographiques nous ont aidé à la fois à élaborer la problématique, le cadre théorique de cette recherche et ensuite les hypothèses. Lesdites hypothèses seront présentées dans le paragraphe suivant.

5.1.1. Nos hypothèses de recherche

En réponse à notre question de départ, nous avançons les hypothèses suivantes :

H₁: *Des contraintes techniques (infrastructurelles, alimentaires, sanitaires etc.) et managériales trouvées aussi bien au niveau de la structure que dans le fonctionnement de la filière porcine camerounaise compromettent son organisation générale et constituent ainsi les freins majeurs qui expliquent sa faible compétitivité.*

Comment peut-on vouloir conquérir le marché sans au préalable assurer la solidité de la structure et le bon fonctionnement des instruments nécessaires à cet effet ? En plus, l'on peut même disposer des capacités nécessaires pour produire, transformer et distribuer ses produits. Mais, si la mise en relation de tous ces éléments venait à faire défaut, tous ces atouts seraient réduits à néant lorsqu'il s'agit de conquête et de conservation des parts du marché et donc de compétitivité. A plus forte raison, lorsque des lacunes résident à ces différentes étapes de la filière ! L'organisation semble alors être la condition indispensable pour parvenir à un résultat

acceptable. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de nous appesantir sur les contraintes d'ordre organisationnel (structure et fonctionnement) de cette filière porcine pour expliquer ses performances en matière de compétitivité.

H₂: *L'importation de viande porcine moins chère fragilise la filière porcine locale.*

Les importations sont salvatrices en ce qui concerne la satisfaction de la demande alimentaire, car elles viennent combler le déficit laissé par la production locale. Cependant, lorsqu'elles ne laissent aucune chance de survie à la filière de production locale, elles se révèlent être un facteur de déstabilisation de cette dernière. Nous nous attèlerons ici à découvrir la part des importations porcines dans le dysfonctionnement de cette filière en tant que facteur externe justificatif dudit dysfonctionnement.

H₃: *La faible capacité d'auto-régulation, d'auto-organisation et d'auto-reproduction de la filière porcine camerounaise explique sa faible résilience et l'échec de la délocalisation des zones de production du Sud vers le Nord suite à la PPA. Elle est plutôt à l'origine d'une délocalisation partielle parce que seulement qualitative et qui est source d'une augmentation des charges dans l'approvisionnement des villes du Sud, défavorable à la compétitivité du porc camerounais sur le marché local.*

Le Grand-Sud dont les élevages sont atteints par la PPA est la zone de production traditionnelle de la viande porcine au Cameroun. La mutation des zones de production du Grand-Sud vers le Grand-Nord épargné par la maladie fait preuve d'une capacité réactionnelle des acteurs de cette filière, signe d'une adaptation à une crise. Cependant cette délocalisation ne s'est effectuée que de manière partielle. Elle s'est manifestée sur le plan qualitatif en introduisant une diversification du produit porcin dans la filière et une bipolarisation dans l'espace productif de celle-ci. Cette bipolarisation a entraîné l'éloignement entre certains espaces de production de ceux de consommation, ce qui est à l'origine de l'augmentation du prix du porc local et l'empêche de concurrencer celui importé.

H₄: *La dissociation du processus de production du territoire (par la filière) de celui de la mise en place du système filière porcine fragilise l'équilibre dudit système et affaiblit ainsi sa compétitivité.*

La mise en place d'un système semble intégrer en son sein un processus de construction territoriale. Dès lors, l'exclusion de ce dernier (processus) en amont entraîne des répercussions dans la consolidation et le maintien de l'équilibre du système une fois mis sur pied. Répercussions qui compromettent sa compétitivité.

5.1.2. La suite du déroulement de la méthodologie de recherche

La vérification de nos hypothèses nous impose une actualisation de certaines de nos données qui s'avèreraient aujourd'hui désuètes et un recueillement d'informations nouvelles non disponibles dans la bibliographie. Nous nous devons en quelques sortes d'examiner l'état actuel de la filière porcine camerounaise bien que l'environnement global de l'organisation de la filière ait déjà été analysé.

D'une manière générale, nous tâcherons de recueillir les mêmes types d'informations dans les deux sous filières. A partir de l'analyse de l'organisation de chacune des fonctions de la

filière, nous pourrions déceler les performances, les difficultés et les failles, sources du dysfonctionnement, explicatives de la faible compétitivité de la filière. Cette analyse ne sera pas uniquement intrinsèque, elle aura aussi un volet qui s'occupera du « monde extérieur » à savoir des importations. L'analyse intrinsèque, elle sera divisée comme suit :

- une partie technique ou mécanique qui s'occupera du déroulement des activités de la filière (production, transformation, distribution, consommation)
- une partie comptabilité qui s'occupera de l'univers statistique de la filière (les divers flux de la filière)
- une partie sociale qui s'intéressera à l'organisation institutionnelle (étatique, privé, associatif) et à l'impact social de la filière au sein des communautés au Cameroun pour étayer le domaine immatériel de cette recherche.

5.2. Nos sources d'information

Notre première source d'information est, sans hésitation aucune, la recherche bibliographique que nous avons menée sur la filière porcine et la porciculture au Cameroun. Elle nous a permis d'avoir une connaissance profonde de cette filière et des travaux qui ont été réalisés autour des filières agro-alimentaires et des filières porcines en particulier.

La deuxième source sera celle des entretiens auprès des responsables de l'univers institutionnel de la filière : le Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales (MINEPIA), l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement, les organismes privés, les associations, le service des douanes, le Ministère de l'Administration territoriale (les Maires). Ces entretiens nous permettront de mieux comprendre les rôles respectifs de chacune de ces institutions dans la filière, les relations qui existent entre elles. Ces informations viendront compléter celles en notre possession, recueillies dans la littérature.

La troisième source d'information concernera les services statistiques du MINEPIA, du Ministère de l'Economie et des Finances [la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DSCN), l'Institut National de la Statistique (INS), la direction des douanes]. Les données qui y seront récoltées viendront compléter celles recueillies dans la bibliographie.

La quatrième source d'information sera nos propres investigations sur le terrain. Il s'agira pour nous ici de procéder à des enquêtes auprès de chaque catégorie d'acteurs de la filière à savoir : producteurs, provendiers, abatteurs-gratteurs, découpeurs, laveurs de boyaux, rabatteurs, négociants, bouchers-charcutiers, braiseurs et consommateurs. En plus, nous aborderons le milieu des importations où nous ferons des enquêtes uniquement auprès des importateurs.

Ainsi, nous constituerons la substance essentielle des informations concernant la structure, le fonctionnement, les échanges entre la filière et le monde extérieur (importation et territoire), les représentations que ces acteurs se font de la filière porcine, les divers problèmes rencontrés et les solutions préconisées pour en définir les divers dysfonctionnements qui expliquent la faible compétitivité de la filière porcine au Cameroun.

5.3. Le terrain d'étude

De façon globale, les investigations de terrain se feront à la fois dans le Grand-Nord et dans le Grand-Sud, mais la plupart des entretiens seront effectuées dans le Grand-Sud, zone où se trouvent la majorité des sièges des institutions politiques et économiques. Nous ne pourrions

pas toucher toutes les provinces de production porcine, mais nous en choisirons les plus impliquées dans la réalisation des activités de la filière c'est-à-dire au Nord, les provinces de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua, au Sud, les provinces de l'Ouest, du Centre et du Littoral. La province de l'Extrême-Nord est la plus grande productrice de porc dans le Grand-Nord et la porte d'entrée des importations de porcs sur pied au Cameroun. La province de l'Adamaoua est le point de transition entre le Grand-Nord et le Grand-Sud, lieu de changement de mode de transport (du véhicule au train). La province de l'Ouest est la plus grande productrice de porcs dans le Grand-Sud et les plus grandes villes de consommation du porc sont Yaoundé et Douala chefs-lieux des provinces du Centre et du Littoral et qui respectivement sont les capitales politiques et économiques du Cameroun. Seulement, nous avons choisi comme zone de consommation, Yaoundé, parce que le commerce des porcs du Nord et du Sud y est florissant contrairement à Douala où seul le porc méridional trouve sa place. Mais, Douala interviendra cependant au niveau de la douane, car c'est la ville portuaire du Cameroun, lieu d'entrée des importations des « congelés » en provenance de l'occident.

5.4. Calendrier de travail

Notre recherche sera étalée sur trois ans et sera effectuée comme suit :

Année 1 : Recherche bibliographique + Début des entretiens + début des enquêtes

Année 2 : Fin des entretiens et des enquêtes + début de l'analyse des résultats

Année 3 : Fin de l'analyse des résultats et rédaction du document

Conclusion

Nous avons pour objectif de déceler les divers dysfonctionnements explicatifs de la faible compétitivité de la filière porcine camerounaise. Pour cela, nous avons abordé l'étude sous deux angles, une approche économique et une approche géographique.

L'approche économique consistait en l'analyse des filières. En assimilant la filière à un système, elle a permis de déceler de nombreux dysfonctionnements d'ordre structurel et fonctionnel au niveau de chaque maillon de la filière. Ceci remet ainsi en cause son organisation entière et semble jouer un rôle important dans l'affaiblissement de la compétitivité de cette filière, les importations porcines aussi. Les concepts de filière et de compétitivité nous y ont aidé.

L'approche géographique qui, à travers les concepts de résilience et de construction territoriale, avait pour objectifs d'une part de voir les changements induits par la PPA sur la géographie de la production porcine dans le territoire national ; il fallait pour nous voir si cette épizootie avait induit une mutation des territoires de production auquel cas si ladite mutation pouvait avoir été faite pour une adaptation. D'autre part, nous voulions à travers cette filière, voir s'il y avait une certaine construction territoriale. La filière porcine au Cameroun produit-elle d'une façon ou d'une autre du territoire ? Si oui, dans quel sens ? Pour y arriver, les concepts de résilience et de construction territoriale ont été mobilisés. A cet effet, nous avons trouvé comme prémices de réponse que cette filière semblait montrer de nombreuses lacunes en matière de résilience, mais cependant, révélait des configurations spatiales dignes de former un territoire. Toujours est-il qu'il serait présomptueux et précoce d'aligner des réponses définitives à ce niveau des recherches.

Nous ne saurions donc en aucun cas affirmer ici que nous ayons déjà répondu à notre questionnement du départ. Mais peut-être avons-nous trouvé les premières pistes de recherche qui semblent pertinentes en réponse à la question que nous nous sommes posés au départ de cette étude. La phase observatoire, grâce aux investigations de terrain nous sera d'un grand recours et permettra ainsi d'apporter des éléments de réponse plus claires quant aux facteurs qui expliquent la faible compétitivité de la filière porcine camerounaise. C'est dire le caractère incomplet que révèle le niveau actuel de ces recherches, surtout que certaines des informations disponibles dans la bibliographie n'étaient plus des plus récentes en dehors du fait qu'il y en avait qui n'y existaient pas. Fait que nous déplorons et qui sera pallié par les entretiens et les enquêtes sur le terrain.

Pour autant, cette étude ne s'avère pas inutile. Elle nous a permis d'effectuer un parcours non négligeable sur le chemin des dysfonctionnements de la filière porcine camerounaise, d'où son importance. Un parcours nécessaire qui a permis de poser les premiers jalons indispensables à la mise en lumière des méandres d'un problème et de mieux formuler notre questionnement de départ qui devient : Quels éléments doit-on considérer pour mettre en place un système filière porcine compétitif au Cameroun ?

Références bibliographiques

AIRAULT P., « Cameroun 2002 : une conjoncture pour valoriser les potentialités agricoles », *Afrique agriculture*, n°301, 2002, pp. 24-68.

AKOA ETOA J. M., MOMA C., *Diagnostic des élevages de poulets de chair et de porcs des exploitations familiales agricoles de la zone périurbaine de Yaoundé*, Yaoundé, IRAD/PCP Grand-Sud, 2005, 17 p.

ANONYME, « Définitions et citations autour du concept de résilience » in Résilience [en ligne]. <http://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm> (page consultée le 11 mai 2006), 2006a. Source : CYRULNIK B. <http://www.meteo-mentale.org/wml/meteo/stravie/resilience.html>

ANONYME, « La résilience : rebondir plus haut après les épreuves », *Bien dans sa peau*, [en ligne]. <http://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm> (page consultée le 11 mai 2006), 2006b.

ANONYME, « Définitions et citations autour du concept de résilience » in Résilience [en ligne]. <http://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm> (page consultée le 11 mai 2006), 2006a. Source : ROENLANDT J-L. <http://www.lavoixdunord.fr/vdn/journal/dossier/attentats/images/ART3.shtml>

ANONYME, « Définitions et citations autour du concept de résilience » in Résilience [en ligne]. <http://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm> (page consultée le 11 mai 2006), 2006a. Source: MANGHAM C., McGRATH P., REID G., STEWART M., *Résilience, pertinence dans le contexte de la promotion de la santé*, Document de travail, Canada, 1995.

APA, « The road to resilience » *Discovery Health Channel*, [en ligne]. <http://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm> (page consultée le 11 mai 2006). Source : www.helping.apa.org

AURIAC F., *Système économique et espace : le vignoble languedocien*, Paris, Economica, 1983, 215 p.

BAGES R. et GRANIE A-M., « En guise d'introduction », BAGES R. et GRANIE A-M. (resp.), *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur(s) territoire(s) aujourd'hui ?*, Journées Régionales de l'ARF (Association des Ruralistes Français), Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail, 18 juin 1997, pp. 5-8.

BESSIERE J., « Le territoire, lieu d'apprentissage et de mémoire collective », BAGES R. et GRANIE A-M. (resp.), *Comment les ruraux vivent-ils et construisent-ils leur(s) territoire(s) aujourd'hui ?*, Journées Régionales de l'ARF (Association des Ruralistes Français), Toulouse, Université de Toulouse Le Mirail, 18 juin 1997, pp. 165-169.

BOURDEL C., HUSSEIN K., ENGOLA OYEP J., *Renforcer la collaboration entre la recherche, la vulgarisation et les organisations paysannes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Etude de terrain- Cameroun*, Initiative Coraf, Dakar, CORAF/ODI/CIRAD/ITAD, 1999, 64 p.

CEMAC, *Etude sur la commercialisation des bovins et de la viande bovine dans la région CEMAC*, Rapport provisoire, N'Djamena, PRASAC, Juillet 2003, 165 p.

CHAARI N., *Rapports d'échange et mutations des filières agro-alimentaires, Modes de coordination dans la filière d'huile d'olive tunisienne*, Paris, L' Harmattan, 2000, 317 p.

CHABEUF N., *Etude de la filière porcine*, Première partie : zootechnie, Rapport minute, Mission en République Unie du Cameroun, Montpellier, Paris, IEMVT/Ministère des relations extérieures, 7-20 février 1983, 43 p.+ annexes.

CHALMIN P., « L'analyse par filière appliquée aux marchés internationaux des produits agricoles », *Revue des Etudes Coopératives*, n° 8, 1983, pp. 27-40.

CODUR A-M. , « Approche systémique et modélisation des systèmes sociaux : un système sociétal unique ou des sous-systèmes hiérarchisés ? », LORIAUX M. (dir.), *Populations et développements : une approche globale et systémique*, Louvain-la-Neuve/Paris, Belgique, Academia-Bruylant/L'Harmattan, 1998, pp. 167-198.

COLLIN D., « Attila passe, l'herbe pousse », in Résilience, *Site de L'Encyclopédie de l'Agora-2006*, [en ligne]. [http ://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm](http://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm) (page consultée le 11 mai 2006).

COTTON M-A, « Les pièges de la "résilience" » in *Regard conscient*, [en ligne].www.regardconscient.net (page consultée le 11 mai 2006). Source : *Regard conscient*, n° 14, 2004.

DUFRESNE J., « La résilience sociale » in Résilience *Site de L'Encyclopédie de l'Agora-2006*, [en ligne]. [http ://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm](http://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm) (page consultée le 11 mai 2006). Source : *L'Agora*, vol 5. n°2. 1998.

DI MEO G., *Les territoires du quotidien*, Paris/Montréal, L'Harmattan/L'Harmattan Inc., 1996, 207 p.

DI MEO G., *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan/VUEF, 2001, 317 p.

DJOUKAM J., *Initiation aux sciences et techniques de la production porcine*, Dschang INADER, 1992, 60 p.

DSCN/MINEFI, *Conditions de vie des populations et profil de pauvreté au Cameroun* Rapport principal de l'ECAM II, Yaoundé, 2002, 99 p.

DUPUY G., *Les territoires de l'automobile*, Paris, Collection Villes, Anthropos-Economica, 1995, 216 p.

DUTEURTRE G., KOUSSOU M. O., LETEUIL H., *Une méthode d'analyse des filières*, Synthèse de l'atelier du 10 au 14 Avril 2000, N'Djamena, DPPASA, LRVZ, 2000, 35 p.

FAOSTAT, *FAOSTAT Database results* [en ligne]. <http://faostat.fao.org/faostat/servlet/XteServlet3?Areas=32&Items=...> (Page consultée le 19 avril 2006)

FRAYSSIGNES J., *Le "système Roquefort" un exemple d'évolution des relations entre une filière et son territoire*, Mémoire DEA ESSOR, Toulouse, UTM, ENFA, ENSAT, 1999, 95 p.

FUTURS AFRICAINS, « Problèmes et perspectives pour l'an 2000 et au-delà », SALL A. (dir.), *La compétitivité future des économies africaines*, Actes du forum de Dakar, mars 1999, Abidjan/Paris/Dakar, Futurs africains, Karthala, Sankoré, 2000, pp. 15-31.

GUETAT-BERNARD H., *De l'espace au territoire (rural) : les éléments fondateurs de la géographie sociale*, Toulouse, Cours de base de géographie, Master 2 ESSOR, 2005-2006, 149 p.

GUILLERMOU Y., « Groupes de producteurs et ONG dans l'Ouest du Cameroun, Dynamiques associatives et appuis extérieurs », *Recma-Revue internationale de l'économie sociale*, n° 298, pp. 26-39.

HUGON P., « Commentaire de Philippe Hugon », SALL A. (dir.), *La compétitivité future des économies africaines*, Actes du forum de Dakar, mars 1999, Abidjan/Paris/Dakar, Futurs africains, Karthala, Sankoré, 2000, pp. 145-152.

INS/MINEFI, *Annuaire statistique du Cameroun 2000*, Yaoundé, 2001, 421 p.

IRAD, *Un outil privilégié au service du développement rural au Cameroun*, Yaoundé, Institut de Recherche Agricole pour le développement, 2002, 27 p.

KOUSSOU M. O., *Produits nouveaux, négoce et développement local: le cas de la filière porcine du Nord du Cameroun*, Mémoire de stage, DESS productions animales en régions chaudes, Paris, Montpellier, INA Paris-Grignon, CIRAD-EMVT Montpellier, ENV d'Alfort. MNHN, 1999, 76 p.

KOUSSOU M.O., DUTEURTRE G., *Les facteurs de la compétitivité de la filière porcine dans le bassin du Logone*, Communication au colloque « Systèmes agroalimentaires localisés ». Montpellier, CIRAD, 16-18 oct. 2002, GIS SYAL, Cdrom, Montpellier.2002.

KWENKAM P., « Un aperçu du secteur porcin au Cameroun », *MINEPIA Magazine*, Edition Spéciale 2003, Cameroun, 2003, pp. 20-21.

LAMBERT A., « L'analyse de filière comme outil de connaissance », *Agriscopes* n°3, 1984, pp. 40-47.

LANGUIRAND J., « De la résilience, une chronique de Jacques Languirand », *Ressources*, [en ligne]. <http://www.meteo-mentale.org/wml/meteo/stravie/resilience.html> (page consultée le 11 mai 2006).

LAROUSSE DE POCHE , *Edition mise à jour , 40000 noms communs, 8000 noms propres*, Paris, Larousse, 2006, 1041 p.

LE BERRE M., « Territoires », BAILLY A., FERRAS R., PUMAIN D. (dir.), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, 1995, chap. 31, pp. 601-622.

LEFEVRE P. C., *Renforcement des capacités d'intervention d'urgence contre la peste porcine africaine (PPA) en Afrique de l'Ouest, Cameroun – Guinée - Ghana*, Rapport de mission, TCP/RAF/7822 (E), FAO, 1998, 17 p.

LE NOUVEAU PETIT ROBERT, *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Nouvelle édition du PETIT ROBERT de Paul Robert, Texte remanié et amplifié sous la direction de Josette Rey, Debove et Alain Rey, Dictionnaires LE ROBERT, 2003, 2951 p.

LUGAN J.C., « L'approche systémique : histoire, définitions et modèles » LAURIAUX M. (dir.), *Populations et développements : une approche globale et systémique*, Louvain-la-Neuve/Paris, Academia-Bruylant/L'Harmattan, 1998, pp. 85-138.

MALASSIS L., « Economie de la consommation et de la production agro-alimentaire », in *Economie agro-alimentaire*, Tome 1, Paris, Cujas, 1973, 338 p.

MALASSIS L., *Economie de production et de la consommation. Méthodes et concepts*, Tome 1, Paris, Cujas, 2^e édition, 1996, 393 p.

MINAGRI, *Stratégie de développement du secteur rural*, Déclaration, Cameroun, Avril 2002, 18 p.

MINEPIA, *La stratégie sectorielle de l'élevage, des pêches et des industries animales*, Yaoundé, Cabinet Management 2000, 2002, 94 p.

MINEPIA/CFD, *Etude du secteur élevage au Cameroun*, Rapport définitif, Montpellier, Paris, CIRAD-EMVT, PDPA-SCETAGRI, 1995, 347 p.

MONTIGAUD, J.C. *Filières et firmes agro-alimentaires : le cas des fruits et légumes transformés*, Thèse, Montpellier, 1975, 336 p.

MORVAN Y., « Réflexions sur le contenu et le destin d'un concept : la filière... in : Entreprises et organisations. Mélanges en l'honneur de Madame le Professeur Aubert-Krier ». Economica, Paris. 1983. pp. 131-164.

MORVAN Y., *Fondements d'économie industrielle*, 2^e édition. Paris, Gestion Economica, 1991, 638 p.

MOUKIA MBOME G., *Elevage du porc au Cameroun*, Thèse pour le doctorat vétérinaire, Paris, Copedith, 1975, 53 p.

NDEBI G., DIA KAMGNIA B., TCHOUMBOUE J., « Etude des marges dans les circuits de commercialisation du porc au Cameroun », *Tropicicultura*, vol. 22, n° 3, 2004, pp. 104-109.

NGANGUE J-M. , *Elevage porcin dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun : situation actuelle et possibilités d'amélioration*. Mémoire de fin de formation en vue de l'obtention du diplôme d'Ingénieur d'Agriculture, Dschang, INADER, FASA, Université de Dschang, 1996, 51 p.

NJOYA A., AWA N. D., MOUSSA C., NGO TAMA A. C., CARDINALE E., EBANGI L., NGANGUE J. M., *L'élevage porcin au Nord Cameroun : Situation actuelle et possibilités d'amélioration*, Garoua, Station de Recherche Zootechniques et Vétérinaires de Garoua, 1996, 50 p. + annexes.

PAQUET G., « La résilience dans l'économie », in Résilience, *Site de L'Encyclopédie de l'Agora-2006*, [en ligne]. [http ://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm](http://www.chez.com/sylviecastaing/resilience.htm) (page consultée le 11 mai 2006). Source, *L'Agora*, vol 7. n°1. 1999.

PDFP, *Programme de Développement de la Filière Porcine*, Fiche de projet, Yaoundé, Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales, 2003, 81p.

ROUX P., « Préface », CHAARI N. (dir.), *Rapports d'échange et mutations des filières agro-alimentaires, Modes de coordination dans la filière d'huile d'olive tunisienne*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 9-15.

TEMPLE L., *Compétitivité des filières vivrières sur les marchés locaux et sous-régionaux*, Atelier de travail PCP Grand-Sud, Yaoundé, CIRAD/FLHOR/IRAD, 9-12 nov. 2004.

VANCOPPENOLLE R., *Projet de développement de l'élevage porcin et avicole dans les provinces de l'Ouest, Sud-Ouest et Nord-Ouest Cameroun*, vol. I B, vol II, Cameroun, MINEPIA/ONDAPB, 1991, 46 P. + annexes.

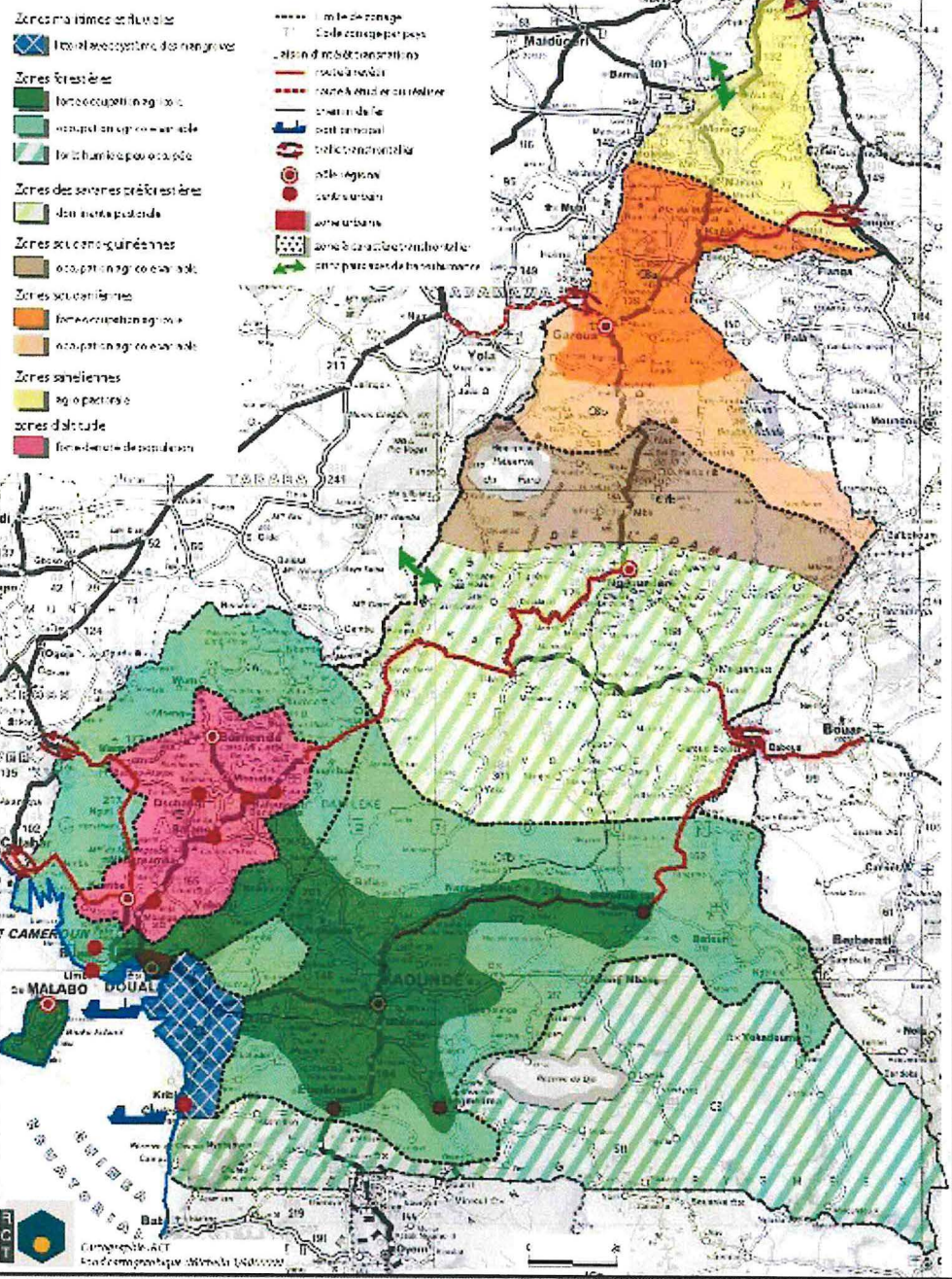
VIGNAU LOUSTAU L., « L'organisation économique des filières », *Revue Purpan*, n° 197, 2001, pp. 31- 46.

Annexes

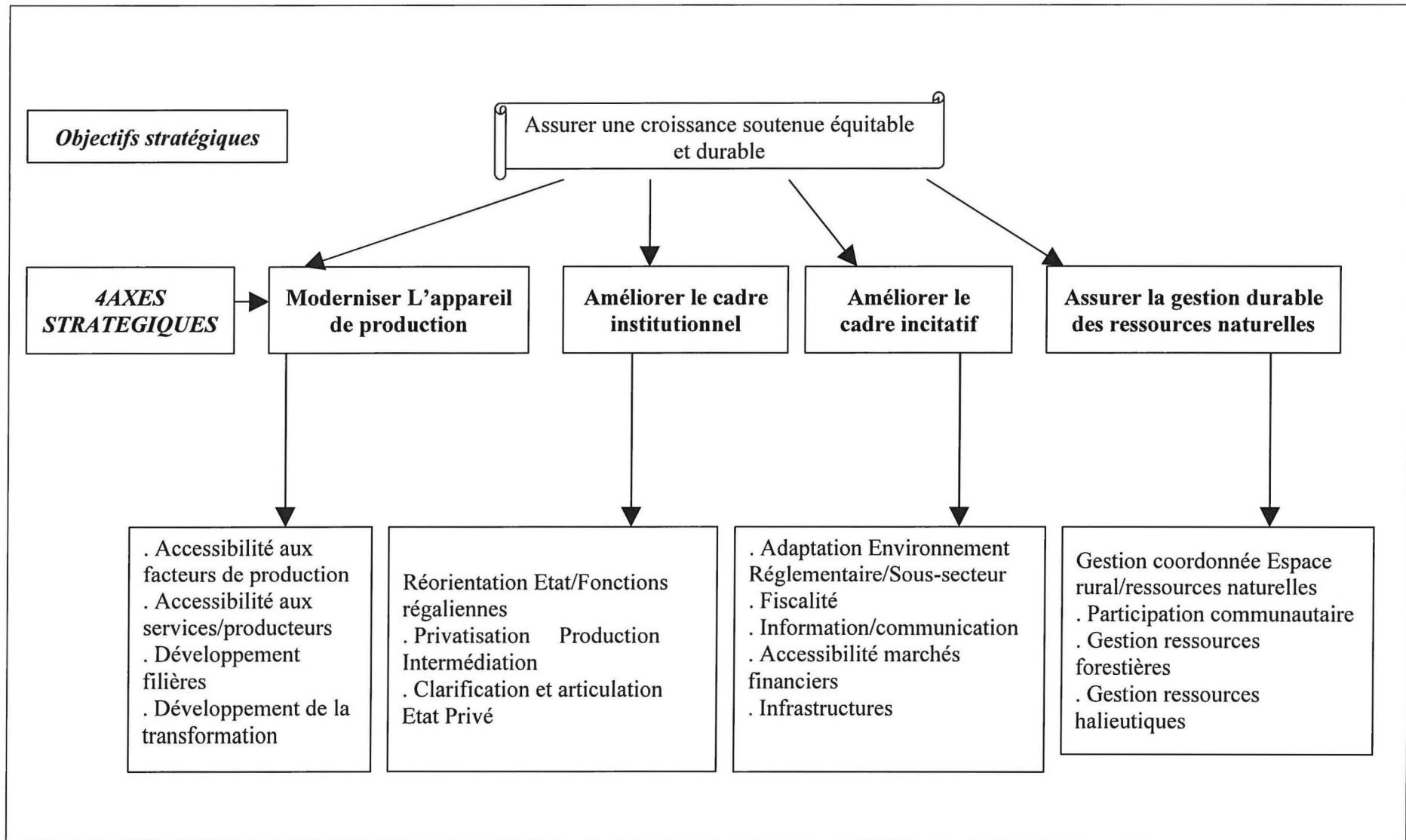
Annexe n°1 : Les zones agro-écologiques du Cameroun

(Source : <http://www.aménagement-afrique.com/ecrire/upload/9-cameroun.pdf>)

Carte 9 - Cameroun
Proposition de zonage des problématiques territoriales



Annexe n° 2 : Les quatre axes stratégiques du MINEPIA
(Source : SSEPIA/MINEPIA, 2002, p. 71)



Annexe n° 3 : Les axes stratégiques du Programme de Développement de la Filière Porcine (PDFP)
(Source : PDFP, 2003, p. 69)

Axes stratégiques	Objectifs	Activités	Résultats
Modernisation	Amélioration des qualités génétiques du matériel animal	-Mise en place des fermes de production des porcelets au bénéfice des populations rurales ; -Appui aux microprojets des fermes de multiplication des porcelets ; -Maintien du potentiel génétique du cheptel.	-80 000 porcelets de race améliorée produits par an ; -9 600 tonnes de viande de porc de plus disponibles par année ; -100 microprojets de fermes de multiplication des porcelets appuyés.
	Amélioration de l'habitat du porc	-Appui aux microprojets des fermes d'engraissement ; -Protection des porcheries.	-2 500 microprojets de fermes d'engraissement appuyés ; -1 200 porcheries clôturées et équipées de pédiluves ;
Levée des contraintes	Renforcement des capacités de gestion et de maîtrise de la production	-Formation ; -Information ; -Sensibilisation ; -Vulgarisation.	-630 groupements de défense sanitaire formés ; -Abatteurs, braiseurs, charcutiers, transporteurs et vendeurs organisés en groupements socioprofessionnels ; -450 personnes formées à la maîtrise des techniques de production, 100 techniciens formés à la reproduction, 1 200 éleveurs formés aux techniques de l'engraissement du porc ; -12 numéros de magazine semestriel d'information produits ; -8 000 éleveurs sensibilisés.
	Contrôle de la PPA et des épizooties majeures des porcs	-Campagnes nationales d'assainissement des conditions d'élevage ; -Campagnes nationales d'hygiène et de salubrité des établissements d'élevage ; -Lutte contre la divagation des porcs ; -Forum national de la porciculture.	-Adhésion volontaire des éleveurs aux opérations d'assainissement du cheptel ; -Amélioration des rendements des élevages de plus de 50% ; -Réduction relative aux mortalités dues aux maladies porcines ; -La circulation anarchique et al divagation des porcs réduites de 90% ; -Incidence de la PPA ramenée à moins de 4% ; -10 000 tonnes de viande de plus produites par la protection sanitaire du cheptel et la réduction de la mortalité de suite de la PPA et les autres maladies du porc.

Tables

Liste des figures

Figure 1 : La sous-filière porcine du Grand-Nord Cameroun

Figure 2 : La sous-filière porcine du Grand-Sud Cameroun

Figure 3 : Répartition de la production porcine vive totale en France en 1977

Figure 4 : Répartition de la production porcine vive locale française en 1977

Figure 5 : Etapes du trajet Nord-Sud du porc de la sous- filière du Grand-Nord Cameroun

Figure 6 : Schéma d'organisation de la filière porcine au Cameroun – Les fonctions, les agents, les marchés

Figure 7 : Les flux de matières du système filière porcine camerounaise

Figure 8 : Schéma institutionnel des différents groupes d'acteurs du secteur de l'élevage au Cameroun

Figure 9 : Le territoire de la filière porcine camerounaise

Les sigles

CAM : Complexe Avicole de Mvog-Betsi
CAMRAIL : Cameroon Rail
CEMAC : Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale
CMAV : Complexe Minéral Acide Vitaminé
CMV : Complexe Minéral Vitaminé
CAF : Coût Assurance Fret
CORAF : Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement
EPA: Elevage Promotion Afrique
FAO: Food and Agriculture Organisation
FNPC : Fédération Nationale Porcine du Cameroun
FSS : Formation Socio-Spatiale
GIC : Groupement d'Initiative Commune
HPI : Heifer Project International
IRA : Institut de Recherche Agronomique
IRAD : Institut de Recherche Agricole pour le Développement
IRZ : Institut de Recherche Zootechnique
ITP : Institut Technique du Porc
LANAVET : Laboratoire National Vétérinaire
MIDENO : Mission de Développement de la Province du Nord-Ouest
MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAGRI : Ministère de l'Agriculture
MINEPIA : Ministère de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
MINRESI : Ministère de la Recherche et de l'Innovation
ONDAPB : Office National de Développement de l'Aviculture et du Petit Bétail
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OPV : Office Pharmaceutique Vétérinaire
PNVRA : Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole
PDFP : Programme de Développement de la Filière Porcine
PPA : Peste Porcine Africaine
PPTE : Pays Pauvre Très Endetté
SAB : Santé Animale de Base
SAILD : Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement
SDF : Sans Domicile Fixe
SEMRY : Société d'Exploitation et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
SOCAPALM : Société Camerounaise des Palmeraies
SODECOTON : Société de Développement du Coton
SOWEDA : South West Development Authority
SPC : Société des Provenderies du Cameroun
SSEPIA : Stratégie Sectorielle de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales
SZB : Soins Zootechniques de Base

Table des matières

<i>Remerciements</i>	4
<i>Sommaire</i>	5
<i>Introduction</i>	1
<i>Première partie</i>	8
<i>L'approche économique : l'analyse des filières</i>	8
Chapitre 1	9
La filière porcine camerounaise : quelle organisation et pour quelles performances ?	9
1.1. La notion de filière.....	9
1.1.1. Définitions.....	9
1.1.2. L'analyse de filière : justification du choix d'une méthode d'analyse.....	10
1.2. De la filière au système.....	11
1.2.1. Qu'est-ce qu'un système ?.....	11
1.2.2. Comment étudie-t-on un système filière ?.....	12
1.3. Structure du système filière porcine du Cameroun	16
1.3.1. La production.....	19
1.3.2. La transformation.....	24
1.3.3. La commercialisation du porc.....	26
1.3.4. La consommation.....	30
1.3.5. Les flux du système filière porcine du Cameroun.....	33
1.3.6. Les points sensibles du système filière porc au Cameroun.....	36
1.4. Fonctionnement du système filière porcine camerounaise.....	37
1.4.1. Le Cadre institutionnel du système filière porcine camerounaise.....	37
1.4.2. Les types de coordination dans ce système filière.....	43
Chapitre 2	45
Filière et compétitivité : des armes peu performantes vis-à-vis de la concurrence du porc importé	45
2.1. La compétitivité : historique d'une définition.....	45
2.2. Les facteurs de compétitivité du système filière porcine au Cameroun	46
2.2.1. La technologie.....	46
2.2.2. La qualité.....	47
2.2.3. Le prix.....	48
2.2.4. Le facteur organisationnel.....	48
2.2.5. L'attribut institutionnel.....	49
2.2.6. Le territoire	49
<i>Deuxième partie</i>	51
<i>L'approche géographique : construction et mutation des territoires de la filière</i>	51
<i>Eléments de méthode pour un approfondissement de notre questionnement</i>	51
Chapitre 3	53
Filière et construction territoriale : à la recherche des configurations spatiales	53
3.1. Qu'est-ce que le territoire ?.....	53
3.2. La filière porc au Cameroun construit-elle du territoire ?.....	55
3.2.1. La construction territoriale.....	55
3.2.2. La Formation Socio-Spatiale appliquée à la filière porcine camerounaise, ou l'émergence d'un territoire ?.....	55
Chapitre 4	65

<u>Peste porcine africaine et répartition géographique de la production : une délocalisation qualitative pour quelle résilience ?</u>	65
4.1. La Peste Porcine Africaine au Cameroun : du passé au présent.....	65
4.2. La résilience.....	66
4.2.1. Définitions et origine.....	66
4.2.2. Les paliers de la résilience.....	68
4.3. Délocalisation et résilience.....	72
<u>Chapitre 5</u>	74
<u>Hypothèses et méthodologie de recherche</u>	74
5.1. Méthodologie de recherche utilisée.....	74
5.1.1. Nos hypothèses de recherche.....	74
5.1.2. La suite du déroulement de la méthodologie de recherche.....	75
5.2. Nos sources d'information.....	76
5.3. Le terrain d'étude.....	76
5.4. Calendrier de travail.....	77
<u>Conclusion</u>	78
<u>Références bibliographiques</u>	80
<u>Annexes</u>	85
<u>Tables</u>	89
<u>Liste des figures</u>	89
<u>Les sigles</u>	90
<u>Table des matières</u>	91